



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Ressources Partenariats Impact 2020



Ressources Partenariats Impact 2020

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2020. Ressources, Partenariats – Impact 2020. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca9351fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-133300-6

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode>)

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de FAO d'une organisation, de produits ou services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non-responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale anglaise doit être l'édition qui fait autorité.»

Tout litige relatif à la licence ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure de médiation et d'arbitrage au sens de l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire aux présentes. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle <http://www.wipo.int/amc/en/mediation/rules> et tout arbitrage sera mené conformément aux Règlements d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Cartes

Source: Adaptées de la carte du monde des Nations Unies, 2020.

Photographies de couverture: ©FAO

Cette publication a été imprimée en utilisant des produits et des procédés conçus pour garantir un impact environnemental limité et promouvoir la gestion durable des forêts.

Table des matières

Avant-propos	i
Remerciements	iii
Abréviations	iv
Introduction	vi
1. LA FAO FACE AUX DÉFIS MONDIAUX	7
2. LES CONTRIBUTIONS REÇUES PAR LA FAO	11
Le budget de la FAO en 2019	12
La mobilisation des ressources	15
De la mobilisation des ressources à la mise en œuvre des projets	18
Les ressources humaines	32
3. LES PARTENARIATS ET LES ALLIANCES	33
Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome	35
Les institutions financières internationales	41
Les acteurs non étatiques	44
La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire	47
4. LES RÉSULTATS DE LA FAO EN 2019	48
● Afrique	50
● Asie et Pacifique	66
● Europe et Asie centrale	82
● Proche-Orient et Afrique du Nord	98
● Amérique latine et Caraïbes	114
● Monde	130
5. SUIVI, ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ET ÉVALUATION	142
6. OUVRIR DE NOUVELLES VOIES	148

Avant-propos

Au passage de l'année 2019 à l'année 2020, notre monde a été confronté à de nouveaux défis qui mettent à l'épreuve notre capacité à travailler ensemble pour faire face à l'incertitude et à l'insécurité, tant à l'intérieur de nos frontières qu'au-delà. L'escalade rapide de la pandémie de COVID-19 a exposé la fragilité, mais aussi les forces de la communauté internationale, et elle appelle une réponse prompte, décisive, concertée et innovante de la part de tous, pour tous.

La résolution de la crise mondiale actuelle, qui touche non seulement la vie et les moyens d'existence des populations, mais aussi le commerce alimentaire, les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les marchés et la nutrition, exige un niveau sans précédent de coopération et de financement internationaux, motivé par un sentiment croissant de responsabilité partagée et de solidarité internationale.

En 2019, avant même l'onde de choc de la COVID-19, le monde faisait déjà face à d'immenses défis. Environ 821 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde entier, tandis que deux milliards de personnes sont en surpoids ou obèses. La malnutrition est plus que jamais d'actualité, menaçant la santé de milliards de personnes dans le monde. Le changement climatique continue de porter atteinte à la sécurité alimentaire et à la salubrité des aliments, les systèmes alimentaires étant grandement compromis par l'augmentation des risques climatiques, la croissance démographique importante, l'urbanisation galopante, l'exode rural et les conflits.

Le rapport Ressources, Partenariats Impact 2020 montre comment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a œuvré en 2019 à la résolution de ces défis, en tirant le meilleur de ses partenariats pour maximiser ses résultats sur le terrain. Le solide bilan de la FAO en matière de fourniture de solutions à fort impact pour les pauvres des zones rurales est le fondement sur lequel je m'appuie pour définir la vision et le plan d'une nouvelle FAO dynamique pour un monde meilleur.

Sans la confiance et les contributions généreuses de nos partenaires fournisseurs de ressources, tous nos efforts, décrits dans ce rapport, pour créer et promouvoir des modèles de réussite à l'intention des plus vulnérables ne seraient pas possibles. Au cours des trois dernières années, la FAO a mobilisé plus d'un milliard de dollars des États-Unis (USD), preuve de sa pertinence et de sa valeur ajoutée pour parvenir aux Objectifs de développement durable.

Pour faire face aux défis complexes qui nous attendent, il est indispensable d'approfondir notre collaboration avec les gouvernements, les entités des Nations Unies et d'autres partenaires. La FAO, via sa récente initiative «Main dans la main», vise à canaliser innovation et investissements pour intensifier une évolution transformatrice dans les zones rurales de toutes les régions du globe, notamment celles où persistent l'extrême pauvreté et la faim. Les technologies numériques ouvrent de nouvelles possibilités à l'agriculture et au développement rural et nous permettent de capitaliser et d'accélérer les efforts visant à faire évoluer le mode opératoire de l'Organisation, tout en garantissant que la FAO joue un rôle important de chef de file au sein du système des Nations Unies et au-delà.

La FAO est prête à s'adapter aux nouvelles réalités et à embrasser le présent. Nous nous engageons à mobiliser tous les acteurs clés pour faire progresser ensemble des solutions innovantes et durables destinées à créer un monde libéré de la faim. Notre capacité d'action, pour le bien commun et un impact collectif plus profond, n'a jamais été aussi importante. C'est pourquoi je sollicite et je compte sur le soutien et l'engagement actifs des Membres de la FAO, du secteur privé, de la société civile, des universités, des petits producteurs agricoles, des femmes et des jeunes.



QU Dongyu
Directeur général de la FAO



Remerciements

Ce rapport est le fruit d'un effort collectif auquel ont participé toutes les composantes de la FAO. Il a été produit sous la supervision générale d'Elizabeth Bechdol, Directrice générale adjointe, sous la direction et l'orientation stratégique de Kazuki Kitaoka, responsable de l'Unité de la promotion, de la diffusion et des rapports. Irene Pirca Garcia, spécialiste de la mobilisation des ressources, a coordonné la production du rapport qui a été rédigé par Mauricio Torres Velásquez, spécialiste des rapports de résultats. La maquette et la mise en page ont été réalisées par Massimiliano Martino tandis qu'un appui éditorial a été assuré par Sophie Lem et Laetitia Salmson.

Ce rapport n'aurait pas vu le jour sans les contributions irremplaçables et le travail de révision effectué par les bureaux régionaux, nationaux et de liaison de la FAO, le Bureau de la communication de l'Organisation, le Bureau du Directeur général, le Bureau de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources et les divisions et départements techniques de la FAO. La FAO remercie particulièrement Edward Bogart, Vanja Bozic, Jeremy Braude, Maria Paula Carretero, Oumou Doumbouya, Catherine Foulkrod, Lorenzo Gentile, Cary Hendrickson et Giorgi Kharshiladze pour leurs conseils, leur appui et leurs commentaires précieux.



Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	MTF	Fonds fiduciaire multilatéral
AIP	Alerte et intervention précoces	OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ODD	Objectif de développement durable
ASTF	Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire	OIE	Organisation mondiale de la santé animale
BAfD	Banque africaine de développement	OIM	Organisation internationale pour les migrations
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	OIT	Organisation internationale du Travail
BFS	Bassin du fleuve Sénégal	OMS	Organisation mondiale de la Santé
BPH	Bonnes pratiques d'hygiène	ONG	Organisation non gouvernementale
BTF	Fonds fiduciaire bilatéral	ONU	Organisation des Nations Unies
CARD	Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PAM	Programme alimentaire mondial
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	PAN	Plans d'action nationaux
CEP	Champs-écoles de producteurs	PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires	PCT	Programme de coopération technique
CGU	Centre de gestion des urgences	PME	Petite et moyenne entreprise
CSA	Comité sur la sécurité alimentaire mondiale	PNSN	Politique nationale de sécurité nutritionnelle
CSS	Coopération Sud-Sud	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CSST	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PPA	Peste porcine africaine
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PVII	Programme mondial de la FAO relatif aux stagiaires, aux volontaires et aux chercheurs invités
FIDA	Fonds international de développement agricole	RAM	Résistance aux antimicrobiens
FIES	Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue	RBA	Organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
FIRST	Programme Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	RBP	(Système des) paiements liés aux résultats
FMM	Mécanisme multidonateurs flexible	REDD+	Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts
FPF	Front parlementaire contre la faim	SCG	Groupe consultatif de haut niveau
FVC	Fonds vert de Copenhague pour le climat	SFERA	Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement
GDT	Gestion durable des terres	SuTP	Syriens sous protection temporaire
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	TIC	Technologies de l'information et de la communication
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	UA	Union africaine
HPAI	Grippe aviaire hautement pathogène	UAM	Utilisation d'antimicrobiens
IFI	Institution financière internationale	UE	Union européenne
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	UIT	Union internationale des télécommunications
INN	(Pêche) illicite, non déclarée et non réglementée	UNDDF	Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
JMA	Journée mondiale de l'alimentation	UTF	Fonds fiduciaire unilatéral
KJWA	Action commune de Koronivia pour l'agriculture		Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale
MASF	Méso-Amérique libérée de la faim	VGGT	
MNV	Mesure, notification et vérification	ZHJN	Zones hors juridiction nationale



D'énormes progrès ont été réalisés dans la réduction de la faim et de la pauvreté et dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition à l'échelle planétaire. Malgré tout, plus de 821 millions de personnes souffrent actuellement de la faim et la réalisation de l'objectif Faim «zéro» d'ici 2030 reste un défi difficile à relever.

Le programme de travail de la FAO n'est mis en œuvre que grâce aux ressources de ses généreux partenaires, qui financent et soutiennent l'Organisation dans ses efforts mondiaux pour améliorer et transformer les systèmes alimentaires et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Le budget total de la FAO pour 2019 était le plus important des dix dernières années et témoigne de la confiance accrue de ses partenaires. Suite aux efforts conséquents de l'Organisation pour produire des résultats tout en garantissant l'efficacité de son fonctionnement, la FAO a mobilisé l'année dernière 1,3 milliard d'USD en contributions volontaires pour ses projets actuels et futurs. Ce niveau de contributions volontaires constitue le montant le plus élevé jamais mobilisé et représente une augmentation de 28 pour cent par rapport à la moyenne de la période 2015-2018. Ces contributions ont permis à la FAO d'atteindre et de travailler avec ses 194 États Membres, ses membres institutionnels et un nombre croissant de partenaires dans le monde.

Le rapport Ressources, Partenariats - Impact 2020 présente la FAO, son action et comment elle a travaillé en collaboration avec de multiples acteurs en 2019. Il souligne également la façon dont la FAO s'adapte aux changements dans le paysage de l'aide au développement, notamment en mobilisant différents types de financements et en recherchant des partenariats innovants pour accélérer l'atteinte des ODD. Ce rapport examine de près les défis et stratégies qui ont guidé les activités de la FAO au plan régional et mondial en 2019, tout en illustrant un choix d'interventions qui ont produit des résultats décisifs sur le terrain.

L'approche de la FAO en 2019 visait à amorcer la réforme des Nations Unies en développant la coopération, en encourageant des financements flexibles et en approfondissant les partenariats entre organismes ayant leur siège à Rome (RBA) et avec des acteurs de tout le système des Nations Unies. Par ailleurs, la FAO a pris part à 29 partenariats, incarnés par des plateformes, programmes, alliances et feuilles de route communs qui ont permis une action concertée pour intensifier la lutte contre la faim dans le monde. La FAO est fermement établie comme le partenaire incontournable de tous ceux qui s'engagent à éradiquer la faim d'ici 2030 et elle continuera à forger des partenariats fiables avec divers secteurs et groupes d'acteurs, y compris les plus marginalisés, pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le monde entier.

1. LA FAO FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

La FAO apporte son soutien, mesure les impacts et évalue les résultats en fonction de son cadre stratégique. L'alignement de son programme de travail sur les ODD renforce les efforts de l'Organisation pour réaliser sa vision d'un monde libéré de la faim.





Développer le potentiel de l'agriculture est un moyen important d'améliorer les économies rurales et de réduire l'extrême pauvreté et la faim. Toutefois, ce secteur économique majeur a besoin d'investissements supplémentaires de la part de la communauté internationale. Il est également nécessaire de mieux comprendre quelles sont les mesures politiques les plus appropriées pour réaliser pleinement ce potentiel de développement agricole.

L'année 2030 approche à grands pas et la FAO prend des mesures audacieuses pour atteindre les ODD, notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 2 (Faim «zéro»).



La FAO tire parti de son pouvoir rassembleur pour mener les efforts internationaux via une approche complète et multilatérale, qui crée des rapprochements entre les donateurs et les pays qui ont le plus besoin d'assistance, afin de soutenir des efforts ciblés et conçus sur mesure. Son action limite la fragmentation des solutions à petite échelle, en catalysant et en accélérant les changements transformateurs sur le terrain.

Pour stimuler la transformation des systèmes agroalimentaires et un développement rural durable, la FAO adopte une approche holistique, alignée sur son Cadre stratégique, qui prend acte de la diversité des réseaux économiques, sociaux et environnementaux au sein desquels les populations gagnent leur vie et cherchent à améliorer leurs perspectives. Cette approche facilite la réponse aux besoins des pays très vulnérables tout en prenant des mesures pour limiter et surmonter les effets des crises et des chocs.

L'autonomisation des populations rurales pauvres et vulnérables passe par une croissance équitable et une transformation structurelle inclusive. Pour ce faire, la FAO fait sien le principe selon lequel les impacts positifs doivent bénéficier au plus grand nombre d'acteurs possibles par le biais de l'amélioration des pratiques agricoles, de la modernisation et de la diversification des chaînes de valeur post-production génératrices d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes, et le renforcement des modèles pour des bénéfices agroalimentaires alternatifs.

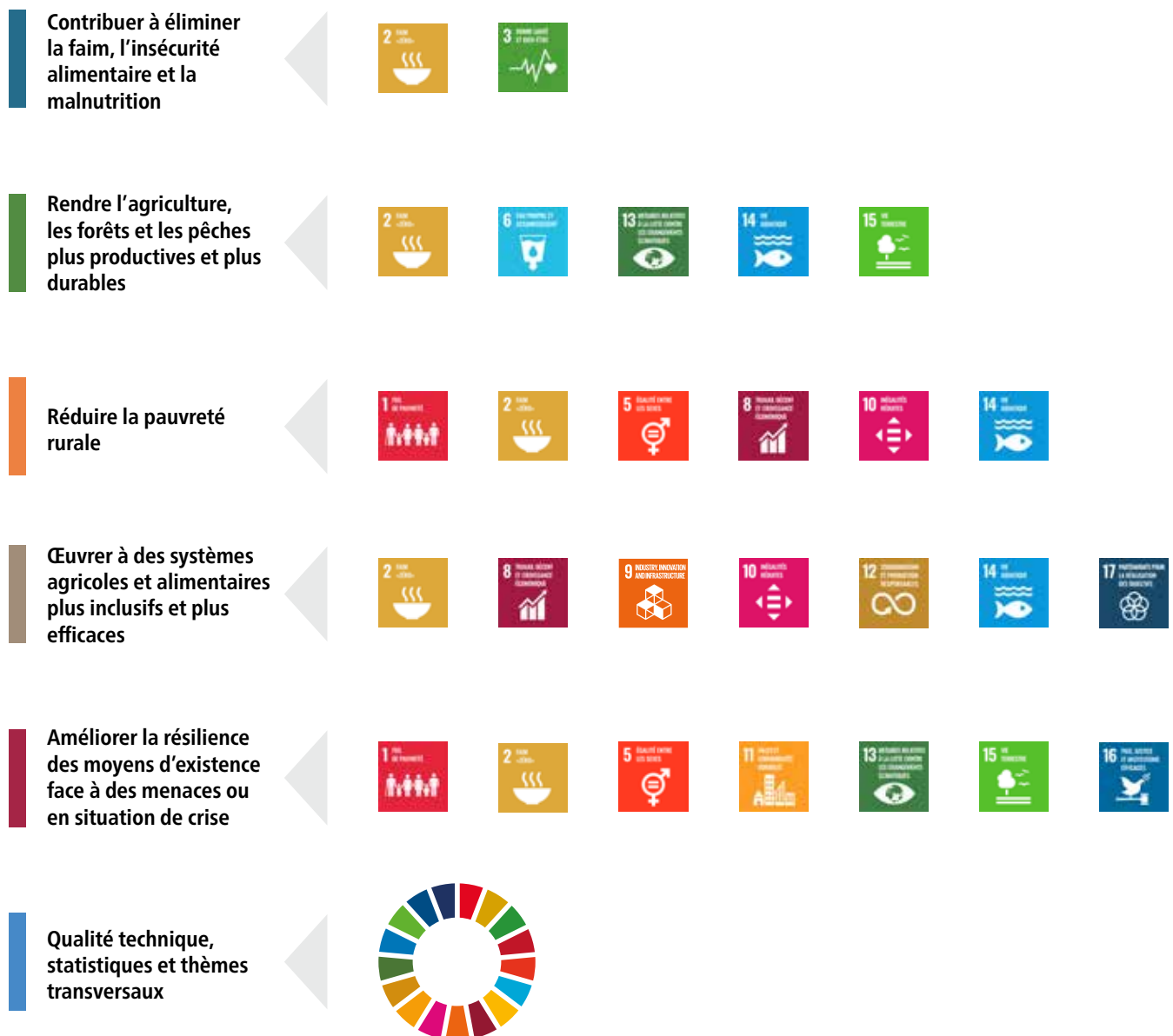
En s'appuyant sur sa présence dans les pays et son expertise, la FAO fait naître des partenariats pour canaliser innovations et financements au service du développement afin de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour cela, il lui faut impliquer les institutions financières internationales pour mettre les connaissances techniques et les politiques en application. Cela signifie aussi qu'il faut attirer des investissements du secteur privé en rassemblant, analysant et diffusant des informations sur des secteurs d'investissement pour le développement. Lorsque tous les acteurs, publics et privés unissent leurs forces, il est possible d'obtenir des résultats qui transforment la vie des gens.

Le travail de la FAO est aligné sur les ODD

Les développements, tendances et défis émergents de la planète déterminent le contexte au sein duquel la FAO opère et vient en aide aux pays.

Le Cadre stratégique de la FAO garantit l'alignement des défis mondiaux liés à la faim sur les ODD. Il vise à aider les pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment dans leurs efforts pour lutter contre la faim et la malnutrition, atteindre une sécurité alimentaire générale, améliorer les moyens d'existence ruraux et rendre l'agriculture, les pêches, la foresterie ainsi que les ressources naturelles sur lesquelles ces activités reposent plus résilientes, plus productives et plus durables, tout en garantissant que personne ne soit laissé pour compte.

Chaque Objectif stratégique de la FAO contribue non seulement à réaliser les cibles de l'ODD 2, mais aussi celles des autres ODD, ce qui souligne encore une fois que la faim et la malnutrition sont des défis persistants qui exigent des solutions multidimensionnelles.



2. LES CONTRIBUTIONS REÇUES PAR LA FAO

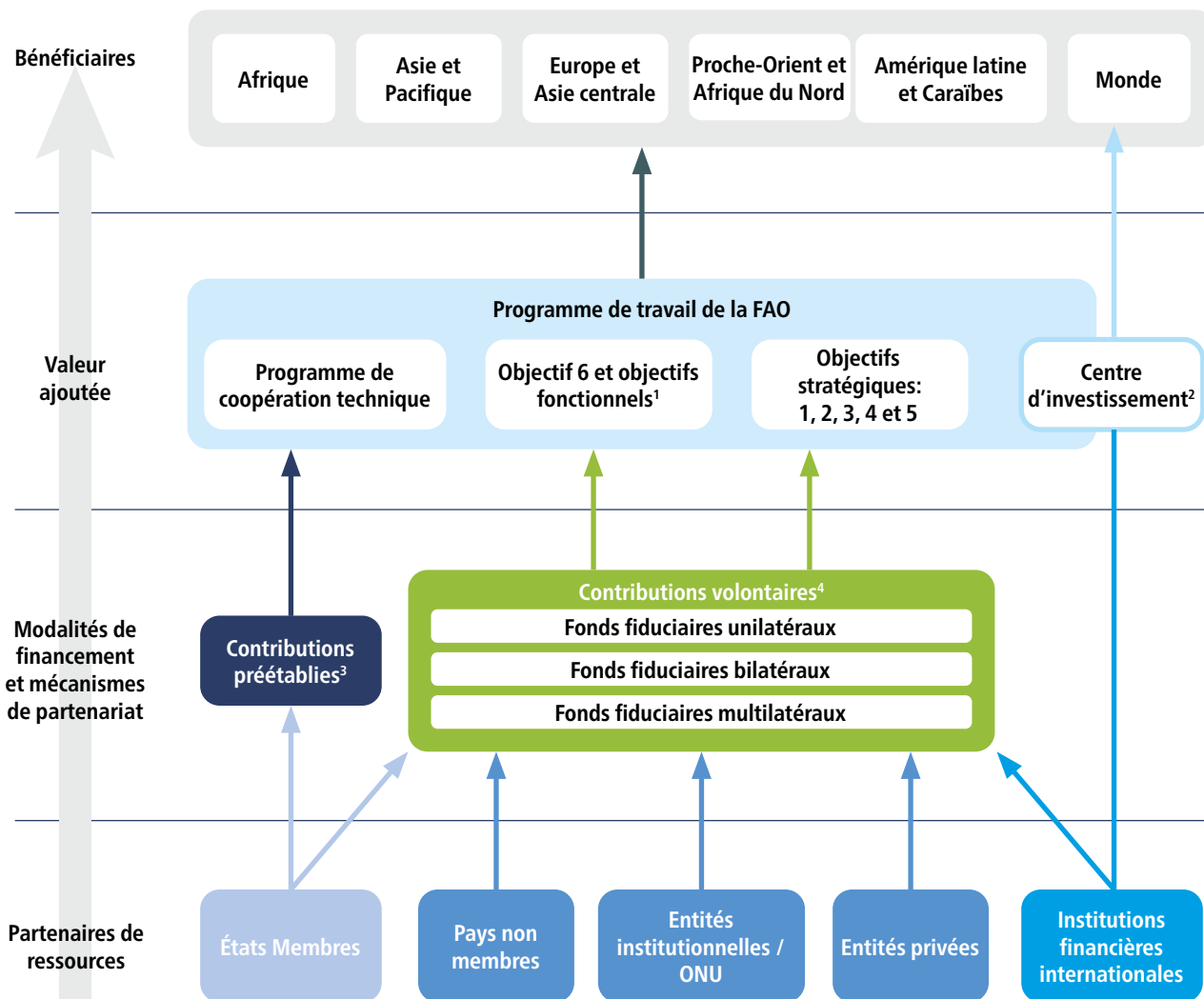
Pour que la FAO soit en mesure de réaliser son programme de travail et de s'attaquer aux défis mondiaux tout en œuvrant à l'atteinte des ODD, le soutien de ses Membres et les contributions croissantes de ses partenaires sont indispensables.



Le budget de la FAO en 2019

La planification stratégique permet à la FAO de fixer des priorités programmatiques pour l'exercice biennal et d'évaluer les financements nécessaires apportés par ses Membres et partenaires, qui sont mobilisés à travers de nombreux mécanismes bien établis.

Le Cadre stratégique de la FAO, qui est concrètement mis en œuvre par le biais du Programme de travail et budget, permet à la FAO d'utiliser son infrastructure, ses réseaux, ses partenariats, son pouvoir rassembleur et son expertise pour apporter une assistance technique et un appui aux politiques des pays des différentes régions.



Ce diagramme est une visualisation approximative des flux de ressources financières de la FAO, basée sur le Programme de travail et le budget de la FAO 2018-2019.

¹ Les objectifs fonctionnels fournissent l'environnement favorable au travail de la FAO, y compris la diffusion, les technologies de l'information, une administration efficace et efficiente, et la gouvernance, le contrôle et la direction de la FAO.

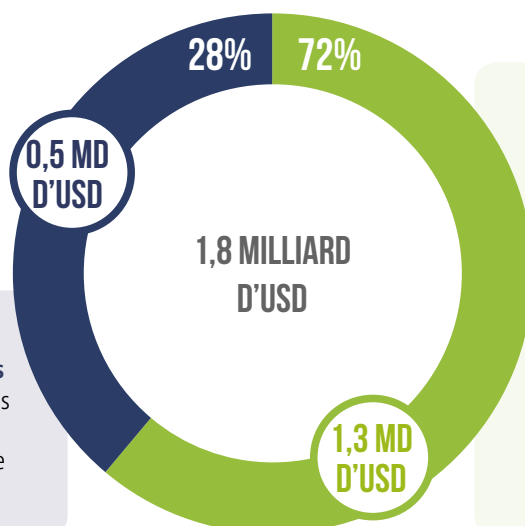
² Le Centre d'investissement de la FAO mobilise des ressources additionnelles à celles du Programme de travail de la FAO via des accords de partenariats avec des institutions financières internationales.

³ Les contributions préétablies des États Membres de la FAO constituent le budget ordinaire de l'Organisation fixé lors de la Conférence biennale de la FAO.

⁴ Les contributions volontaires sont fournies par les Membres et d'autres partenaires en soutien des gouvernements à des fins clairement définies et liées au cadre de résultats, ainsi qu'en soutien direct au travail clé de la FAO.

Le programme de travail mondial de la FAO est financé par les ressources régulières et extrabudgétaires.

En 2019, un total de 1,8 milliard¹ d'USD fourni par les États Membres de la FAO et par ses partenaires de ressources a permis à l'Organisation de délivrer les résultats prévus, en contribuant aux efforts nationaux, régionaux et mondiaux au profit des populations les plus vulnérables de la planète.



Les Membres de la FAO et d'autres partenaires de ressource peuvent également apporter des **contributions volontaires³** en tant que ressources extrabudgétaires – à partir desquelles la FAO finance environ les trois cinquièmes de son programme de travail, ainsi que d'autres objectifs clairement définis qui sont liés à son Cadre de résultats.

Ces contributions sont essentielles à l'efficacité mondiale de l'Organisation et des programmes, sachant qu'elles représentent 70 pour cent du budget de la FAO.



Les contributions préétablies des États Membres en 2019 s'élevaient à **500 millions d'USD**

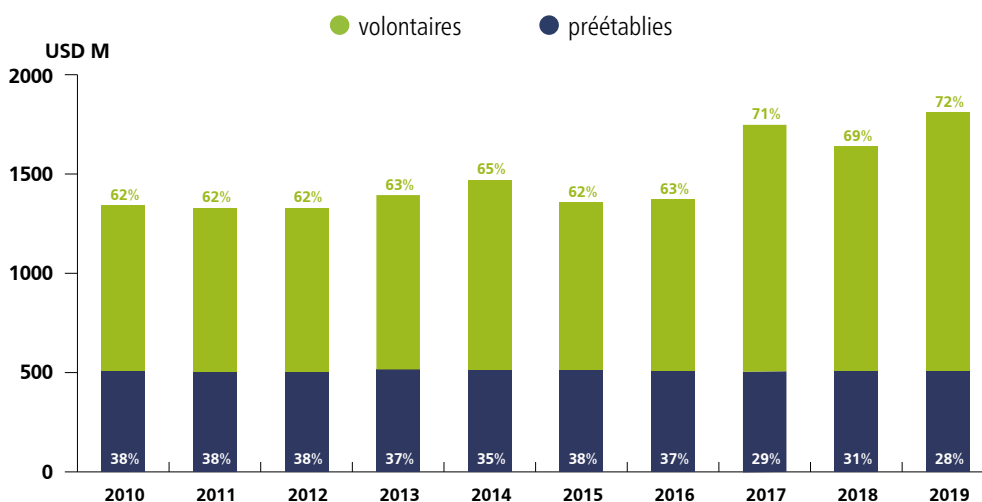


LA FAO a par ailleurs mobilisé **1,3 milliard d'USD** en contributions volontaires



+9% d'augmentation comparé à 2018

Tendance des contributions totales versées à la FAO



¹ Ce chiffre fait référence aux contributions totales reçues par la FAO en 2019 et comprend tant les contributions préétablies que les contributions volontaires. Les montants et pourcentages utilisés dans tout le rapport pour représenter ces contributions ont été arrondis au nombre entier supérieur.

² Les contributions préétablies des États Membres constituent le budget ordinaire fixé lors de la Conférence biennale de la FAO. Ces montants sont exprimés au taux approuvé du budget et incluent tous les ajustements pour revenus divers, montants pour financer les obligations au titre de l'assurance maladie après cessation de service et les frais via le fonds de péréquation des impôts, comme fixé dans la résolution de la Conférence pour chaque exercice biennal.

³ Les contributions volontaires sont fournies par les États Membres et d'autres partenaires sur une base volontaire en soutien des gouvernements à des fins clairement définies liées au cadre de résultats, ainsi qu'en soutien direct au travail clé de la FAO.

Les 50 principaux Membres contributeurs en 2019

Variation de rang*	Membre	Contributions (millions d'USD)	Préétablies / Volontaires
▲ 1	Union européenne	330	100%
▼ 1	États-Unis d'Amérique	245	46% 54%
▲ 23	Arabie saoudite	99	6% 94%
▼ 1	Japon	82	59% 41%
▲ 2	Allemagne	77	42% 58%
▼ 2	Royaume-Uni	50	44% 56%
▲ 4	Pays-Bas	44	17% 83%
▬ 0	Chine	42	93% 7%
▲ 1	Italie	36	52% 48%
▼ 5	Suède	34	14% 86%
▲ 4	République de Corée	31	33% 67%
▲ 1	France	28	86% 14%
▲ 4	Colombie	26	6% 94%
▼ 5	Brésil	20	94% 6%
▲ 4	Suisse	17	34% 66%
▼ 4	Canada	16	89% 11%
▼ 11	Norvège	16	26% 74%
▼ 4	Fédération russe	16	98% 2%
▼ 1	Espagne	14	87% 13%
▲ 1	Belgique	12	38% 62%
▼ 1	Australie	12	100% 0%
▲ 1	Pakistan	12	4% 96%
▲ 83	Mozambique	10	0% 100%
▲ 70	Tunisie	10	1% 99%
▼ 9	Mexique	10	73% 27%
▼ 4	Turquie	8	62% 38%
▬ 0	Koweït	6	22% 78%
▲ 89	Angola	6	1% 99%
▲ 7	Émirats arabes unis	6	55% 45%
▼ 6	Danemark	5	56% 44%
▲ 2	Inde	5	79% 21%
▲ 44	Népal	5	1% 99%
▼ 3	Argentine	4	100% 0%
▲ 17	Irlande	4	38% 62%
▼ 7	Autriche	4	83% 17%
▼ 4	Pologne	4	100% 0%
▲ 54	Rép. Congo	3	1% 99%
▼ 4	Azerbaïdjan	3	9% 91%
▲ 79	Bangladesh	3	2% 98%
▲ 13	Rép. démocratique du Congo	3	1% 99%
▼ 4	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	3	98% 2%
▼ 3	Indonésie	3	100% 0%
▲ 45	Bahreïn	3	9% 91%
▼ 4	Grèce	2	100% 0%
▼ 4	Iran (République islamique d')	2	100% 0%
▼ 11	Finlande	2	100% 0%
3	Singapour	2	100% 0%
▲ 57	Gabon	2	4% 96%
▼ 4	Israël	2	100% 0%
▼ 3	Chili	2	100% 0%

*Variation de rang entre 2018 et 2019

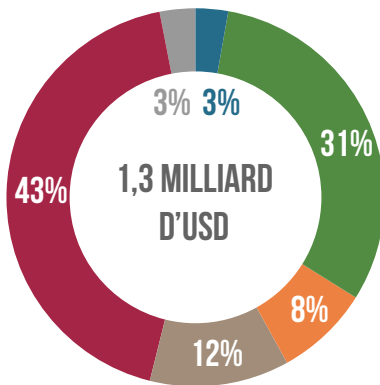
La mobilisation des ressources

Les Membres soutiennent la FAO au-delà de leur engagement biennal en augmentant leurs contributions volontaires. Chaque année, les contributions volontaires fluctuent, reflétant l'émergence de nouveaux besoins et le renouvellement des objectifs.

Durant les trois dernières années consécutives, la FAO a dépassé la barre du milliard d'USD en mobilisation des ressources, ce qui témoigne des efforts sans précédent menés en ce domaine par l'Organisation.

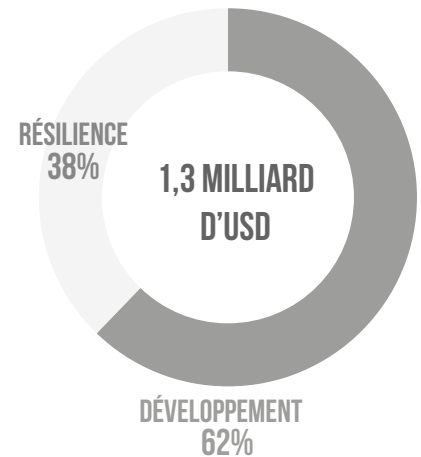
En 2019, 1,3 milliard d'USD de contributions volontaires¹ a été mobilisé pour financer des axes de travail actuels et futurs, soit une augmentation de 28 pour cent comparé à la moyenne sur la période 2015-2018.

Contributions volontaires réparties par objectifs stratégiques

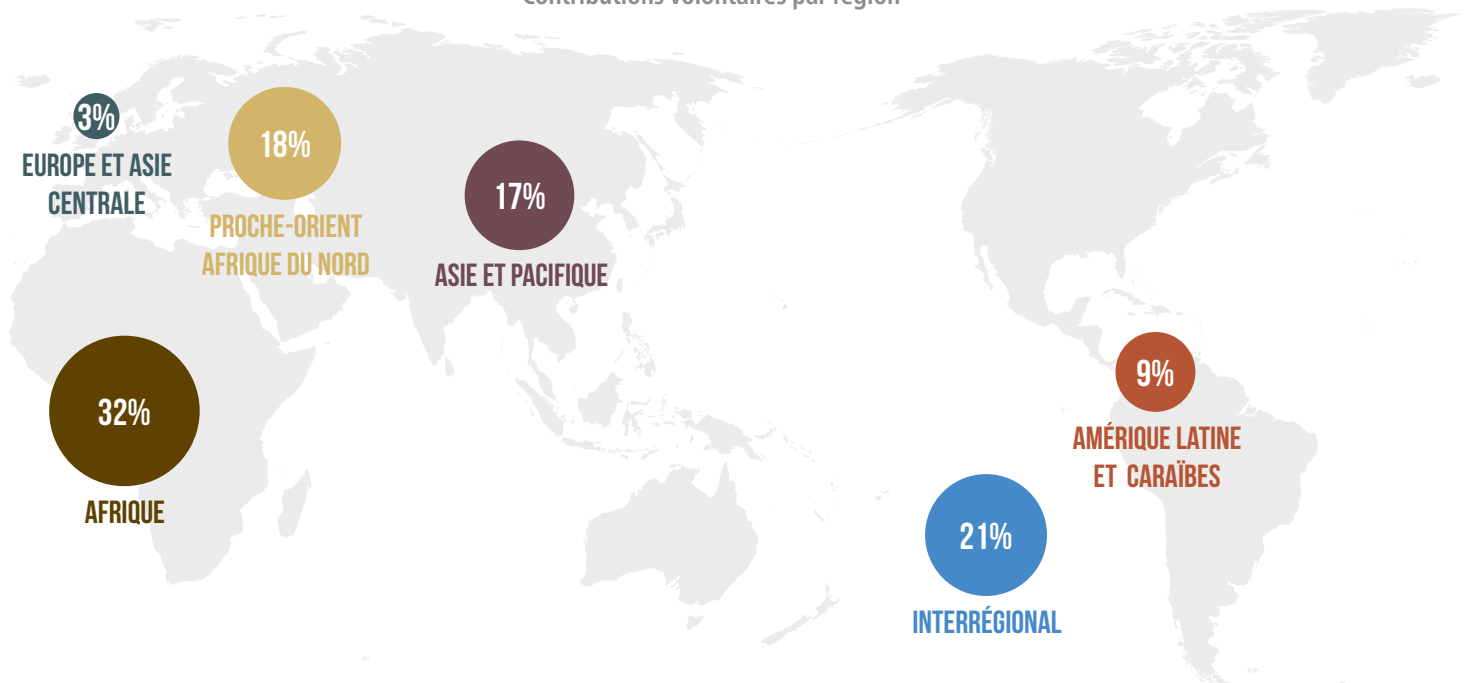


- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- Autre

Contributions volontaires réparties par catégorie



Contributions volontaires par région



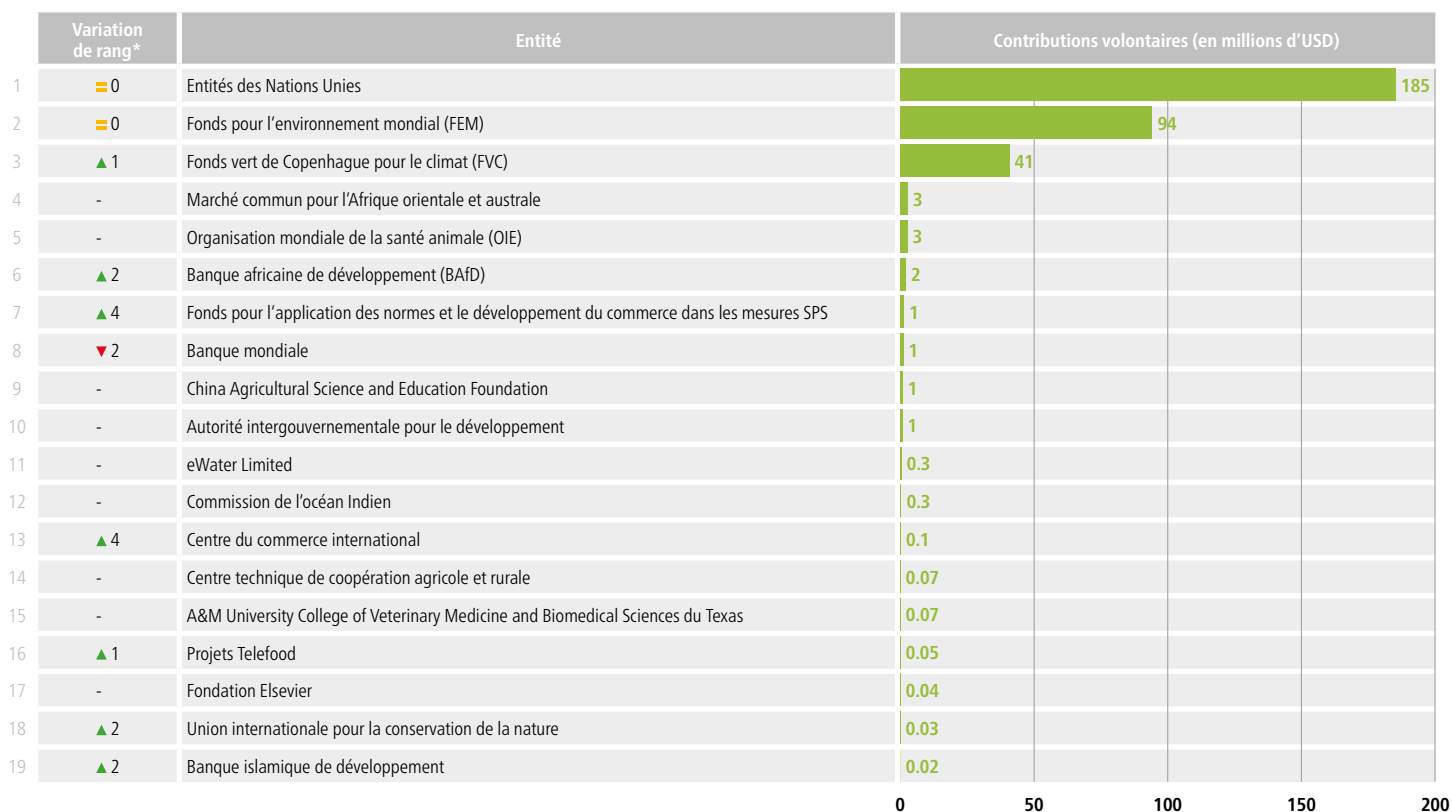
¹ Les contributions volontaires sont fournies par les Membres de la FAO et d'autres partenaires en soutien des gouvernements à des fins clairement définies liées au cadre de résultats, ainsi qu'en soutien direct au travail clé de la FAO.

Les 50 principaux Membres contributeurs volontaires en 2019

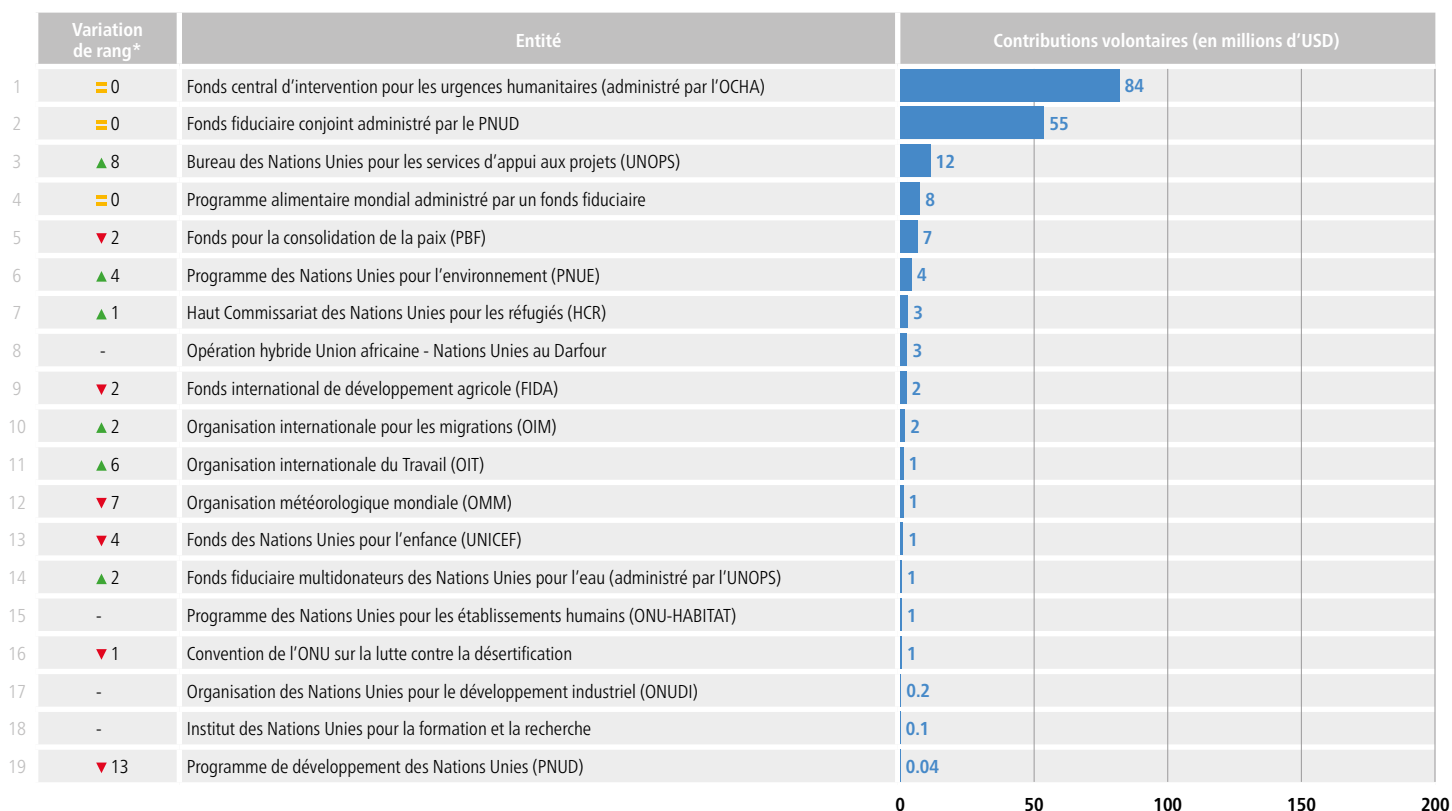
	Variation de rang*	Membre	Contributions (millions d'USD)	Contributions volontaires
1	0	Union européenne	330	
2	0	États-Unis d'Amérique	131	
3	▲34	Arabie saoudite	93	
4	▲7	Allemagne	45	
5	▲2	Pays-Bas	37	
6	0	Japon	33	
7	▼4	Suède	29	
8	▼4	Royaume-Uni	28	
9	▲3	Colombie	25	
10	▲3	République de Corée	21	
11	▼1	Italie	18	
12	▼7	Norvège	12	
13	▲5	Pakistan	11	
14	▲3	Suisse	11	
15	▲34	Mozambique	10	
16	▲34	Tunisie	10	
17	▲3	Belgique	7	
18	-	Angola	6	
19	▲3	Koweït	5	
20	▲23	Népal	5	
21	▼2	France	4	
22	▲25	Rép. du Congo	3	
23	▲3	Turquie	3	
24	▲1	Azerbaïdjan	3	
25	-	Bangladesh	3	
26	▲7	Rép. démocratique du Congo	3	
27	▼12	Chine	3	
28	-	Irlande	3	
29	▼15	Mexique	3	
30	-	Émirats arabes unis	3	
31	▼7	Danemark	2	
32	-	Bahreïn	2	
33	-	Gabon	2	
34	▼7	Espagne	2	
35	▼26	Canada	2	
36	-	Zambie	2	
37	-	Rwanda	2	
38	-	Panama	1	
39	▼31	Brésil	1	
40	-	Côte d'Ivoire	1	
41	▲11	Inde	1	
42	-	Uruguay	1	
43	-	Islande	1	
44	-	Libye	1	
45	14	Autriche	1	
46	-	Grenade	1	
47	-	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1	
48	-	Monaco	1	
49	▼19	Niger	1	
50	-	Cameroun	0,4	

*Variation de rang entre 2018 et 2019

Classement des contributions volontaires des partenaires institutionnels en 2019



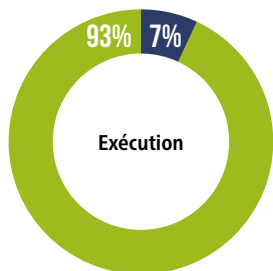
Classement des contributions volontaires d'entités des Nations Unies en 2019



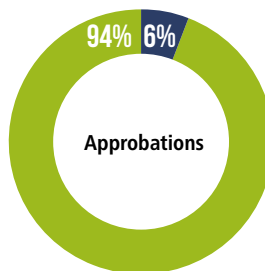
*Variation de rang entre 2018 et 2019

De la mobilisation des ressources à la mise en œuvre des projets

La FAO utilise les contributions préétablies et volontaires pour financer, approuver et exécuter des projets qui font avancer la réalisation des ODD.

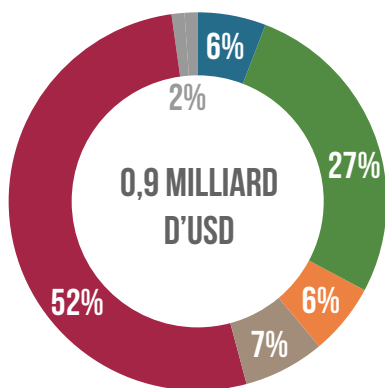


En 2019, l'exécution¹ de projets par la FAO a représenté **971 millions d'USD**, grâce aux contributions totales apportées par ses Membres et partenaires, dont **93 pour cent** ont été financés par des **contributions volontaires**.

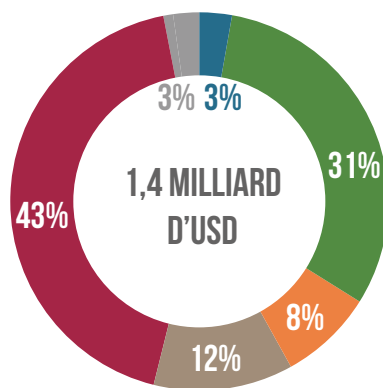


La FAO a assuré la continuité de ses activités en facilitant l'approbation des ressources nécessaires, à la fois pour les projets en cours qui exigeaient des financements supplémentaires en 2019 ou des phases supplémentaires, et pour les nouveaux projets à mettre en œuvre au cours des années à venir. En 2019, les approbations de projets² de la FAO s'élevaient à **1,4 milliard d'USD**, dont 94 pour cent ont été canalisés par des **contributions volontaires**.

Exécution par objectifs stratégiques



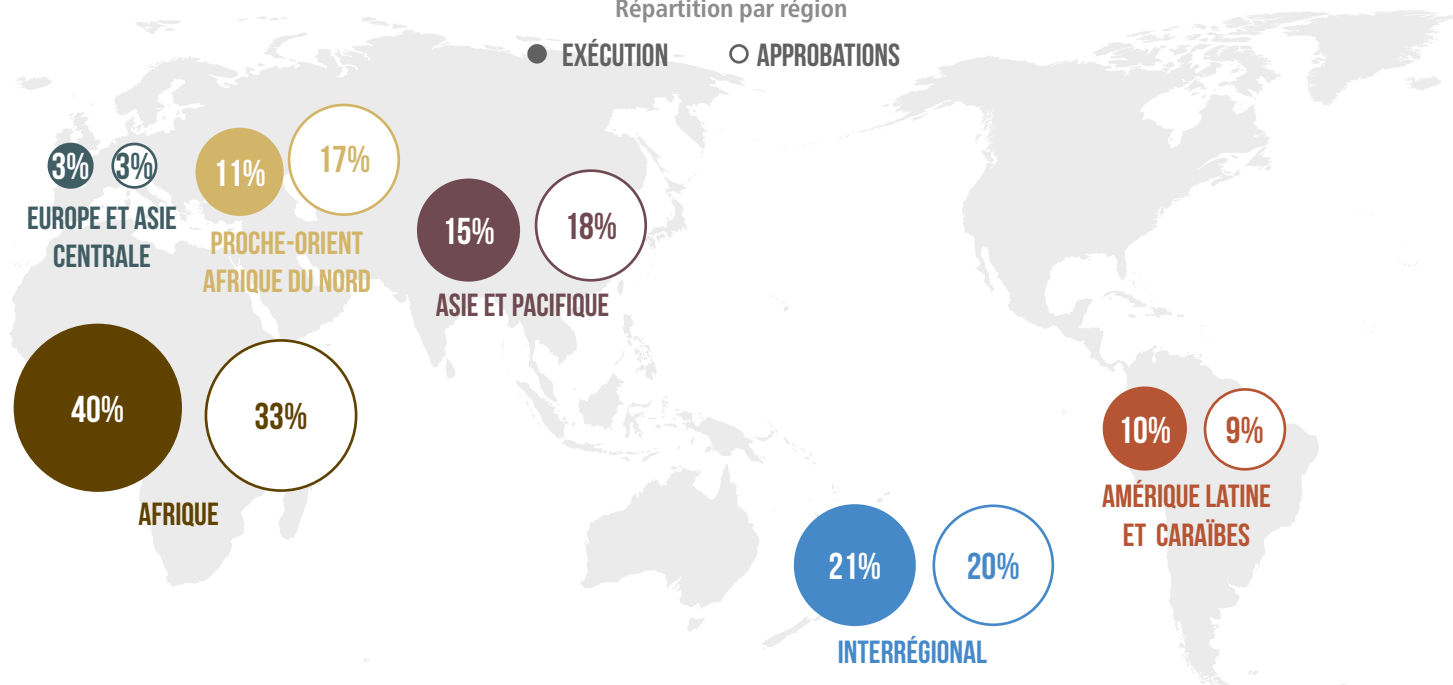
Approbations par objectifs stratégiques



- Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition
- Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables
- Réduire la pauvreté rurale
- Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
- Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise
- Autre

Répartition par région

● EXÉCUTION ○ APPROBATIONS



¹ L'exécution est mesurée par les dépenses effectives comptabilisées en 2019, quelle que soit la date d'approbation du projet.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure des financements de nouveaux projets ou des révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Fonds fiduciaires unilatéraux

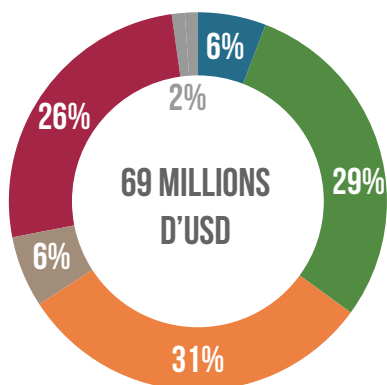
Les contributions volontaires ainsi que des ressources plus flexibles permettent à la FAO d'augmenter ses interventions et de mieux tirer profit de son travail.

Un fonds fiduciaire unilatéral (UTF) est une modalité de financement à laquelle contribue un Gouvernement donné pour mettre en œuvre des programmes ou des projets dans son propre pays. Les partenaires de ressources unilatéraux financent ces projets en faisant appel à leurs propres ressources nationales ou au moyen de prêts, crédits et subventions consentis par des Institutions financières internationales (IFI).

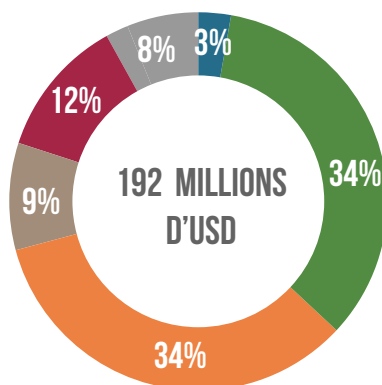
La FAO apporte une valeur ajoutée en fournissant son expertise technique et en soutenant la mise en œuvre et l'appropriation nationales.

En 2019, les approbations de projets financés par UTF s'élevaient à 192 millions d'USD pour 58 projets, tandis que les exécutions concernaient 138 projets pour un montant de 69 millions d'USD.

Exécution³ par objectifs stratégiques

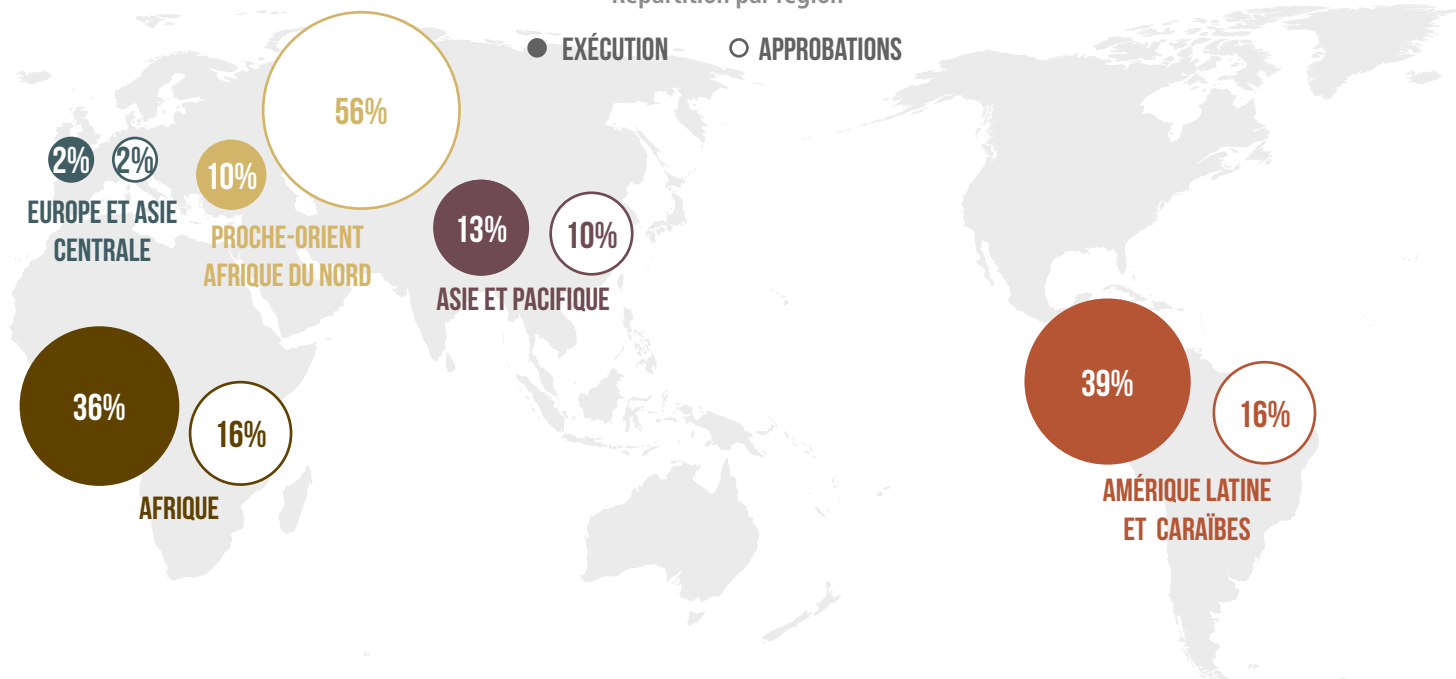


Approbations⁴ par objectifs stratégiques



- Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition
- Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables
- Réduire la pauvreté rurale
- Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
- Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise
- Autre

Répartition par région



³ Le chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre au cours de 2019 et financés par des contributions volontaires.

⁴ Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent concerner le financement de nouveaux projets ou des révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

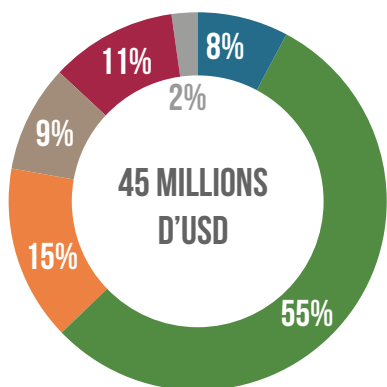
Fonds fiduciaires multilatéraux

Ces fonds sont cruciaux pour équilibrer le soutien de la FAO et exécuter des programmes et des projets d'envergure mondiale et interrégionale.

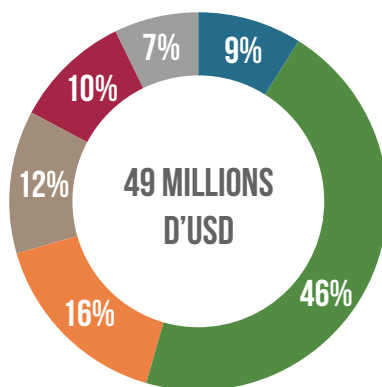
Les projets ou les programmes de fonds fiduciaires multilatéraux sont financés par plusieurs (au moins deux) partenaires de ressources qui mettent en commun leurs fonds pour obtenir un ensemble de résultats convenus à l'avance. Les partenaires de ressources canalisent leurs contributions volontaires par le biais de Fonds fiduciaires multilatéraux (MUL) pour financer des projets ou des programmes de développement spécifiques.

En 2019, les approbations de projets financés par des MUL s'élevaient à 49 millions d'USD pour 55 projets, tandis que l'exécution de 110 projets s'élevait à 45 millions d'USD.

Exécution¹ par objectifs stratégiques

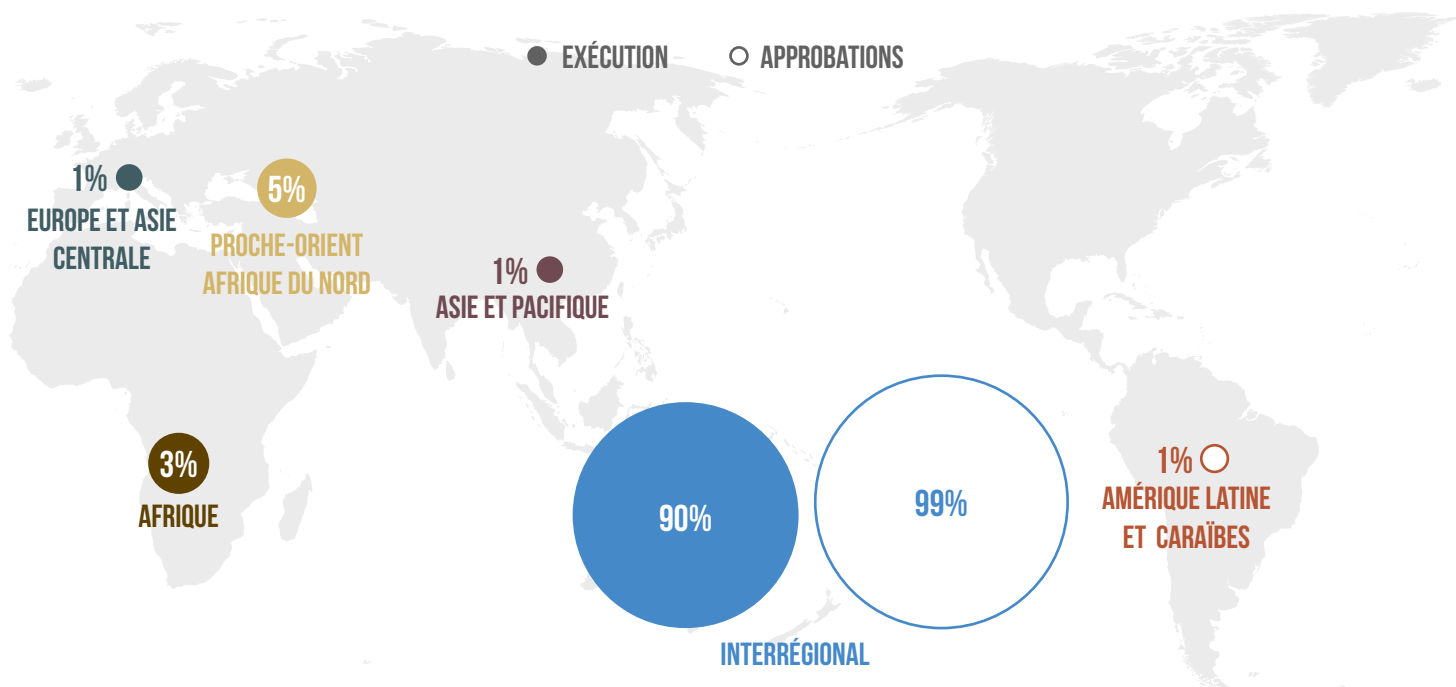


Approbations² par objectifs stratégiques



- Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition
- Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables
- Réduire la pauvreté rurale
- Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
- Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise
- Autre

Répartition par région



¹ Le chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre au cours de 2019 et financés par des contributions volontaires.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent concerner le financement de nouveaux projets ou des révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Le Mécanisme multidonateurs flexible

Le Mécanisme multidonateur flexible (FMM) est l'instrument mondial de la FAO qui permet de recevoir, gérer et exécuter des fonds communs flexibles.

Depuis sa création il y a dix ans, le FMM s'est avéré être un mécanisme précieux pour relever des défis mondiaux complexes et majeurs, de la faim et la pauvreté au changement climatique. Au cours de ses deux premières phases (2010-2013 et 2014-2017), la souplesse du financement commun et moins strictement affecté qu'offre le FMM a permis à la FAO d'obtenir des résultats non négligeables au niveau des pays, tout en faisant en sorte que l'Organisation soit mieux armée pour appuyer la réalisation des ODD.

Le FMM n'a cessé d'évoluer au fil des ans au rythme de réformes plus vastes de la FAO. Cependant, il a connu en 2018-2019 une profonde restructuration. Durant sa phase actuelle (2018-2021), le FMM a réalisé d'importants progrès vers la simplification de sa gouvernance, caractérisée par un processus de décision plus structuré, l'élaboration d'une théorie du changement et d'un cadre de résultats robustes, un cycle de projet dédié et de meilleures procédures de rapports, des critères d'établissement des priorités clairement définis et un cadre programmatique pratique pour l'attribution des ressources. La mobilisation des ressources et les modalités opérationnelles ont ainsi été repensées pour aboutir à un modèle de financement performant destiné à mobiliser de plus gros flux de ressources flexibles.

En 2019, les nouvelles contributions financières apportées par des partenaires de ressources, nouveaux et anciens, à la phase actuelle s'élevaient à 41 millions d'USD.



+3 nouveaux partenaires de ressources

ont rejoint le FMM en 2019: la France, l'Italie et la Norvège

Partenaires de ressources du FMM

- **Agence flamande de la Coopération internationale** (contribution pluriannuelle de 2011 à 2013 et de 2019 à 2021)
- **Belgique** (contribution pluriannuelle de 2013 à 2020)
- **France** (adhésion en 2019)
- **Italie** (adhésion en 2019)
- **Norvège** (adhésion en 2019, avec contribution pluriannuelle de 2019 à 2021)
- **Pays-Bas** (contribution pluriannuelle de 2010 jusqu'en 2014-17)
- **Suède** (contribution pluriannuelle de 2010 à 2021)
- **Suisse** (contributions annuelles en 2016, 2019 et 2020)

Programmes prioritaires du FMM

1. Politiques fondées sur des données, instruments mondiaux et produits de connaissance
2. Résilience et systèmes alimentaires durables
3. Migration et fragilité
4. Fossés générationnels, autonomisation des femmes et emplois ruraux décents
5. Action climatique dans l'agriculture
6. Océans et croissance bleue

Faits marquants en 2019

- Grâce à ses changements stratégiques et aux résultats concrets obtenus sur le terrain, le FMM a attiré un soutien croissant. Les principaux contributeurs pluriannuels à la phase actuelle (2018-2021) sont la Belgique, les Flandres, la Norvège et la Suède.
- Deux consultations avec les partenaires de ressources organisées au Siège de la FAO ont fourni une plateforme pour mettre en avant les résultats du FMM et recueillir les commentaires de ses partenaires sur des thèmes stratégiques et opérationnels d'intérêt. En présence du Directeur général de la FAO et de partenaires de ressources actuels et potentiels, les consultations ont illustré les efforts redoublés de la FAO de rendre le FMM plus visible et plus réactif aux besoins et défis du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Le FMM a intensifié ses efforts grâce au renforcement de son marketing et à une communication plus proactive sur des plateformes variées, telles que le nouveau site web du FMM et les réseaux sociaux de la FAO.

Fonds fiduciaire africain de solidarité

Le Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF) est l'une des plus grandes réussites des initiatives et partenariats menés par l'Afrique avec la FAO. Il témoigne de ce que peuvent réaliser sur ce continent le fort leadership, la volonté politique, l'engagement et la solidarité des Africains.

Lancé en 2012, l'ASTF fournit un financement catalyseur et flexible aux initiatives de l'Afrique pour l'Afrique dans le domaine de l'agriculture et des systèmes alimentaires durables aux niveaux régional et des pays. Grâce aux contributions substantielles de l'Angola et de la Guinée équatoriale, l'ASTF a démontré durant sa première phase (2013-2018) son taux de réussite comme instrument innovant guidé par l'Afrique au profit du développement durable, avec 18 projets mis en œuvre dans 41 pays d'Afrique.



+4 nouveaux partenaires de ressources

ont rejoint la deuxième phase de l'ASTF:
la Chine, l'Eswatini, la France et le Zimbabwe

L'exploitation des connaissances locales, de la technologie et des bonnes pratiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est au cœur de cette initiative. Par l'intermédiaire de sa nouvelle phase, l'ASTF cherche à élargir sa portée via trois composantes clés: i) des actions accélérées et ciblées à l'appui de la mise en œuvre des ODD au plan national; ii) une coopération renforcée pour exploiter les solutions de développement intra-africaines de la part de partenaires africains et encourager la création de connaissances parmi les centres d'excellence africains; iii) des modalités financières innovantes destinées aux pays africains de la part de partenaires africains.

Partenaires de ressources de l'ASTF

- **Angola**
(adhésion en 2012)
- **Chine**
(nouveau membre)
- **Eswatini**
(nouveau membre)
- **France**
(nouveau membre)
- **Guinée équatoriale**
(adhésion en 2012)
- **Zimbabwe**
(nouveau membre)

Thématiques de travail de l'ASTF

- Égalité des sexes et autonomisation des femmes
- Emploi des jeunes
- Changement climatique
- Chaînes de valeur et marchés
- Sécurité alimentaire, sécurité sanitaire des aliments et nutrition
- Productivité alimentaire durable
- Résilience des moyens d'existence

Faits marquants en 2019

- La Table ronde des contributeurs à l'ASTF a eu lieu le 11 juin 2019 à Malabo (Guinée équatoriale) et a rassemblé des chefs d'État et de gouvernements, des ministres et d'autres représentants de la communauté du développement dans le but de recapitaliser le Fonds et de lancer une deuxième phase encore plus ambitieuse. Lors de la Table ronde, des promesses de dons d'un montant de 25 millions d'USD ont été reçues, notamment de la part de l'Angola (10 millions d'USD), de la Chine (2,6 millions d'USD), de la Guinée équatoriale (10 millions d'USD), de la France (2 millions d'euros) et du Zimbabwe (100 000 USD).
- Durant la réunion du Comité directeur de l'ASTF, l'Angola a proposé d'accueillir la deuxième Table ronde des contributeurs à l'ASTF à Luanda en 2020.
- Afin d'augmenter la visibilité mondiale de l'impact de l'ASTF, des campagnes de communication et de promotion ont été programmées; elles sont indispensables pour attirer de nouveaux partenaires de ressources et la feuille de route complète de mobilisation des ressources pour le Fonds leur attribue un rôle central.

Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement

En cas de crise humanitaire, un grand nombre d'avoirs productifs tels que les semences, le bétail et le matériel de pêche sont perdus. La priorité numéro un de la FAO est d'aider les ménages producteurs affectés à produire leur propre nourriture et à reconstruire leur vie et leurs moyens d'existence aussi vite que possible tout en renforçant leur résilience.

Le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de redressement (SFERA) a été créé en 2004 pour permettre à la FAO de prendre des mesures rapides et efficaces en réponse à des menaces et à des urgences alimentaires et agricoles.

Les trois composantes du SFERA

1

Un fonds de roulement qui permet d'avancer des fonds une fois l'engagement d'un partenaire de ressources garanti afin de fournir immédiatement les intrants pour protéger les moyens d'existence, redémarrer les activités agricoles ou contribuer à une réponse rapide face à une crise.

2

Un Fonds renouvelable destiné à appuyer les efforts de la FAO en matière d'évaluation des besoins et d'élaboration des programmes, de création et de renforcement rapide des capacités de l'équipe d'urgence des pays et de préparation et réponse aux urgences à grande échelle (niveau 3).

3

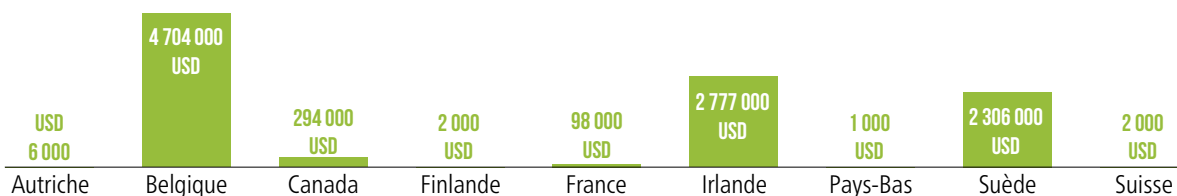
Une composante Programmation pour soutenir des interventions lors d'urgences à grande échelle ou pour compléter de manière stratégique des programmes en cours par le biais du volet Capacité de réponse en intrants agricoles et par des actions rapides déclenchées par les alertes de l'Organisation.

Les contributions au SFERA donnent à la FAO les moyens de fournir aux populations les plus vulnérables touchées par les crises et les catastrophes une assistance d'urgence rapide et à fort impact. Elles permettent à l'Organisation d'apporter une réponse plus rapide et plus souple, et de déployer sans délais inutiles ses capacités opérationnelles lorsque les besoins augmentent de façon brusque et exponentielle après une catastrophe.

Depuis son lancement en 2004, le SFERA a reçu un total de 249 millions d'USD.

En 2019, les contributions totales au SFERA se sont élevées à 18,7 millions d'USD.

Partenaires de ressources du SFERA en 2019



Faits marquants en 2019:

- Au **Soudan du Sud**, la persistance de la crise intensifie les besoins humanitaires, avec une insécurité alimentaire sévère atteignant des niveaux alarmants. Le SFERA a permis à la FAO d'améliorer rapidement la production alimentaire en apportant des intrants de subsistance, en augmentant la consommation de légumes nutritifs et riches en vitamines, en protégeant le capital bétail par l'intermédiaire de vastes campagnes de vaccination et de traitement, et en renforçant les capacités. Elle a également soutenu l'accès en temps voulu à des informations sur la sécurité alimentaire pour informer la prise de décision via la collecte de données, le suivi et l'analyse.
- En **Afghanistan**, le financement du SFERA a facilité l'intervention articulée de la FAO face aux besoins humanitaires immenses provoqués par la sécheresse et les conflits. La FAO a rapidement distribué des kits d'urgence de production de blé aux populations vulnérables en manque de semences et a formé des agriculteurs aux bonnes pratiques de culture du blé pour augmenter leur production. La réponse humanitaire a également été renforcée aux niveaux national et infra-national par l'intermédiaire d'analyses des besoins et l'amélioration de l'efficacité du système de gestion des informations.
- Au **Mozambique**, deux tempêtes tropicales dévastatrices ont aggravé la situation humanitaire en 2019. Le financement du SFERA a permis à la FAO d'acheter et de distribuer des semences de maïs et de haricots ainsi que du petit outillage agricole pour autonomiser 17 690 ménages et restaurer leurs moyens d'existence. L'intervention de la FAO a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes frappées par les cyclones.
- Trois projets financés par le SFERA au **Malawi**, à **Madagascar** et au **Zimbabwe** ont aidé à anticiper et limiter l'impact de la sécheresse entraînée par El Niño sur les moyens d'existence et les avoirs agricoles des foyers les plus vulnérables. La FAO a ciblé plus de 12 000 foyers dans les trois pays via une série d'actions élaborées sur mesure pour chaque pays, notamment la diversification de la production agricole, la distribution d'outils et d'intrants agricoles (dont des volailles et des liquidités pour la vaccination du bétail) et un renforcement des capacités en matière d'agriculture intelligente face au climat, de conservation de l'eau et de techniques de récolte/post-récolte.
- La propagation de la chenille légionnaire d'automne a posé une menace sérieuse sur les revenus agricoles et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est en 2019. Grâce au financement SFERA, la FAO a pu contrer rapidement la propagation du ravageur en **Éthiopie** et au **Kenya** en formant les agriculteurs aux méthodes de contrôle biologiques et mécaniques par l'entremise des champs-écoles des producteurs.



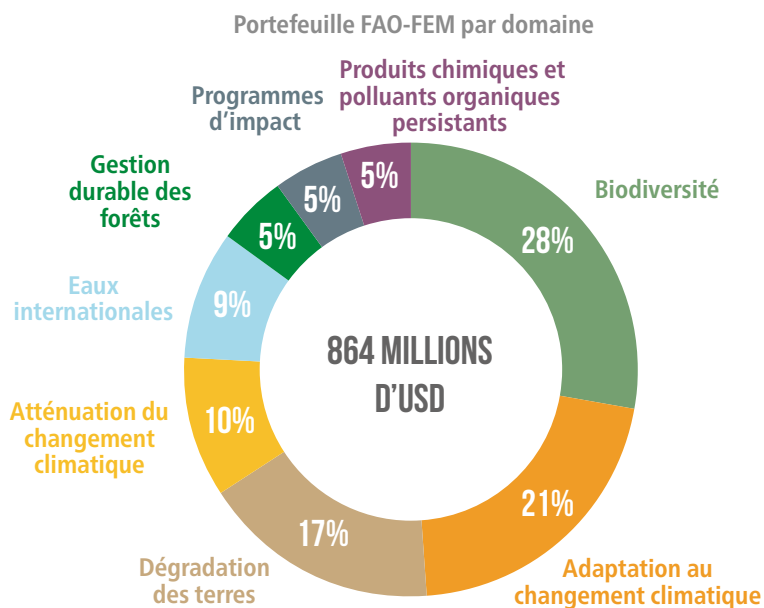
Fonds pour l'environnement mondial

Pour répondre aux défis posés par l'évolution des conditions climatiques, la FAO aligne ses efforts sur les dynamiques du financement international de la lutte contre le changement climatique et s'associe aux principaux fonds mondiaux.

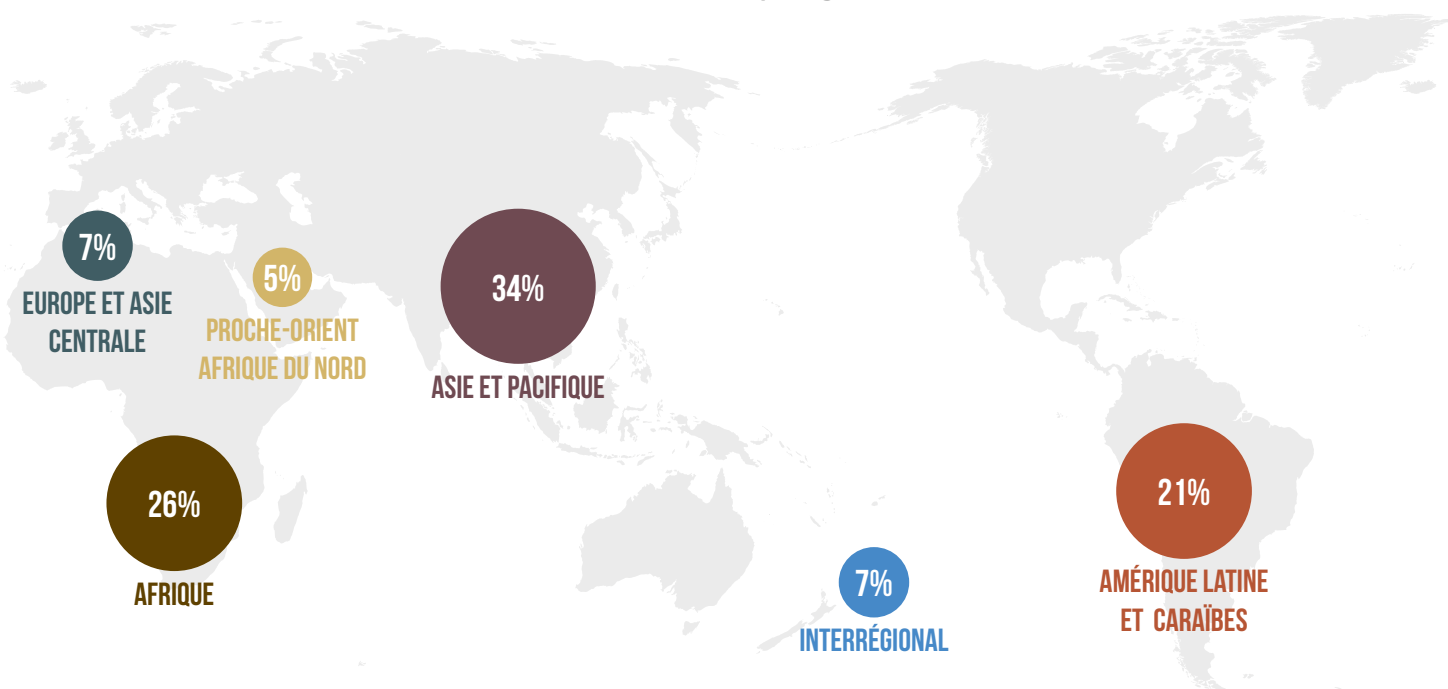
Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été créé au Sommet de la Terre de Rio en 1992, dans le but de s'attaquer aux problèmes environnementaux les plus pressants. Depuis, le FEM a fourni plus de 19 milliards d'USD en subventions et il a mobilisé 100 milliards d'USD supplémentaires pour le cofinancement de plus de 4 700 projets dans 170 pays.

La FAO et le FEM ont renforcé leur partenariat au cours des vingt dernières années, en abordant la question critique de l'interconnexion entre agriculture et environnement. Aujourd'hui, le FEM est le troisième donateur de la FAO en termes de contributions volontaires, et les deux organismes travaillent ensemble pour réduire les impacts négatifs de la production alimentaire et de fibres ainsi que leurs chaînes de valeur sur les ressources naturelles et l'environnement.

À ce jour, la FAO a mobilisé près de 940 millions d'USD (dont 76 millions d'USD en projets clôturés) de subventions du FEM, avec actuellement 864 millions d'USD consacrés à des concepts approuvés et à des projets opérationnellement actifs (191 au total) dans plus de 130 pays.



Portefeuille FAO-FEM par région



La septième phase de reconstitution du Fonds fiduciaire du FEM (FEM-7) a officiellement démarré en juin 2018 et a depuis vu l'approbation de trois programmes de travail à l'occasion de trois réunions semestrielles du Conseil du FEM. Aujourd'hui, avant même d'atteindre la mi-parcours de la FEM-7, la FAO a d'ores et déjà mobilisé 253 millions d'USD, dépassant le montant total des ressources mobilisées sous la FEM-6 (246 millions d'USD).





Réduire les émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts

La FAO soutient les pays dans leurs efforts pour stopper la déforestation et la dégradation des forêts, tout en encourageant les approches collaboratives pour répondre au défi du changement climatique.

L'initiative de Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) incite les pays en développement à réduire les émissions de carbone liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et à promouvoir la conservation des forêts ainsi que la gestion durable et la valorisation des stocks de carbone forestier, tout en renforçant les moyens d'existence locaux et les services écosystémiques. Les pays qui démontrent des résultats REDD+ peuvent accéder au système des paiements liés aux résultats (RBP) et utiliser les fonds pour contribuer ultérieurement à l'atténuation du changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'assistance technique de la FAO dans les secteurs des forêts et de l'utilisation des terres est essentielle pour renforcer les capacités institutionnelles nationales pour la surveillance des forêts, la mesure, la notification et la vérification (MNV) des résultats REDD+ et aider les pays en développement à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies, des actions et des plans d'investissement REDD+.



En 2019, la FAO a soutenu plus de **75 pour cent** des 39 pays qui ont soumis des niveaux d'émissions de référence pour les forêts à la CCNUCC



Sur les 50 soumissions REDD+ MNV à la CCNUCC, **70 pour cent** ont reçu un soutien direct de la FAO, et un grand nombre a également utilisé la plateforme ouverte de la FAO, FORIS (système d'information forestier) de manière autonome

La FAO apporte un appui technique solide aux pays afin de les aider à apporter leurs contributions déterminées au niveau national dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et d'autres utilisations des terres. REDD+ exige une approche mondiale qui dépasse les frontières et les nations. La FAO soutient les pays dans leurs efforts de réalisation de résultats REDD+ et travaille sur un large éventail d'initiatives mondiales, régionales et nationales avec de multiples partenaires de ressources, notamment le Programme ONU-REDD, l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale, le FVC et le FEM, ainsi que l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et l'Union européenne (UE).

Le Programme ONU-REDD est une initiative phare de partenariat interagences de l'ONU, lancé en 2008. Il s'appuie sur les avantages comparatifs de la FAO, du PNUD et du PNUE pour opérer comme un centre mondial de connaissances et de soutien et apporter des solutions à la déforestation et à la dégradation des forêts. Pour la FAO, le Programme est un catalyseur: son budget annuel d'exécution de trois millions d'USD a permis de mobiliser le portefeuille actuel de plus de 140 millions d'USD.

En 2019, la FAO a soutenu quatre pays via le REDD+ par le système RBP, et 40 pays ont par ailleurs reçu un appui pour développer des systèmes de surveillance des forêts pour REDD+. La FAO aide également 30 pays à planifier et mettre en œuvre leurs actions d'atténuation REDD+, qui sont reflétées dans leurs stratégies REDD+ et leurs contributions déterminées au niveau national.

En 2019, les ressources exécutées ont atteint 26,9 millions d'USD, les nouvelles propositions 34 millions d'USD, ou 140 millions d'USD si l'on inclut les projets FVC récemment approuvés au Chili et au Népal.

Faits marquants en 2019

- Au **Chili**, le FVC a approuvé une proposition de financement REDD+ RBP soutenue par la FAO de **63 millions d'USD** pour une **réduction d'émissions de 18,4 millions de tonnes (éq CO₂)** pour la période 2014-16. Les recettes seront réinvesties dans la restauration et la conservation des forêts naturelles et pour améliorer les moyens d'existence de certaines communautés et zones les plus vulnérables du pays.
- En **Afrique de l'Ouest**, la FAO travaille avec la Suède et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de mobiliser un soutien politique, institutionnel, financier et technique pour avancer sur les questions liées aux forêts transfrontalières dans **15 pays d'Afrique de l'Ouest**.
- Au **Honduras**, la FAO poursuit son travail avec **les femmes, ainsi qu'avec les jeunes ruraux et indigènes**, afin de promouvoir la conservation et l'utilisation responsable des forêts en améliorant les capacités productives, entrepreneuriales et techniques. Le projet vise à réduire la pauvreté de **2 000 ménages**.
- En **République démocratique populaire lao** et dans la province de l'Équateur en **République démocratique du Congo** la FAO renforce les liens entre la foresterie et l'agriculture pour appuyer une **planification intégrée du paysage participative et inclusive**.



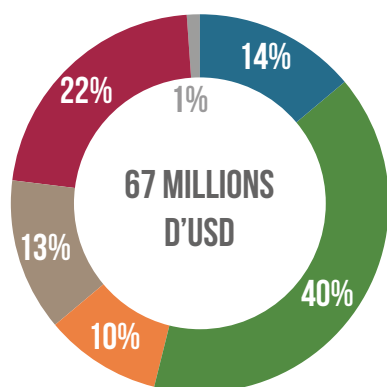
Le Programme de coopération technique

Le Programme de coopération technique (PCT) facilite le déploiement de l'expertise de la FAO auprès des États Membres ainsi que de l'expertise technique spécifique dont ils ont besoin via des projets ciblés à court terme au rôle catalytique.

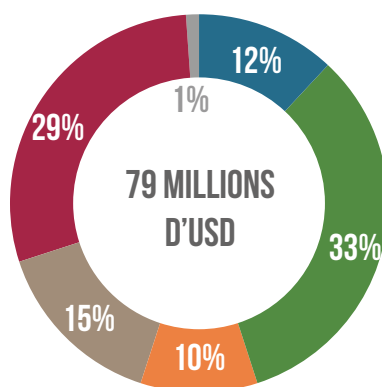
Le PCT fait partie du Programme ordinaire de la FAO. Son objectif est d'aider les pays à obtenir des impacts durables en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire nationale et de réduction de la pauvreté. Les projets du PCT aident à résoudre des problèmes techniques relatifs aux cultures, à l'élevage, aux pêches et à l'aquaculture, à la foresterie, à la nutrition, à la sécurité sanitaire des aliments, au développement rural ainsi qu'à d'autres domaines identifiés dans les Cadres de programmation nationaux.

En 2019, le PCT a exécuté 67 millions d'USD sur 998 projets tandis que 79 millions d'USD ont été approuvés pour un total de 458 projets.

Exécution¹ par objectifs stratégiques

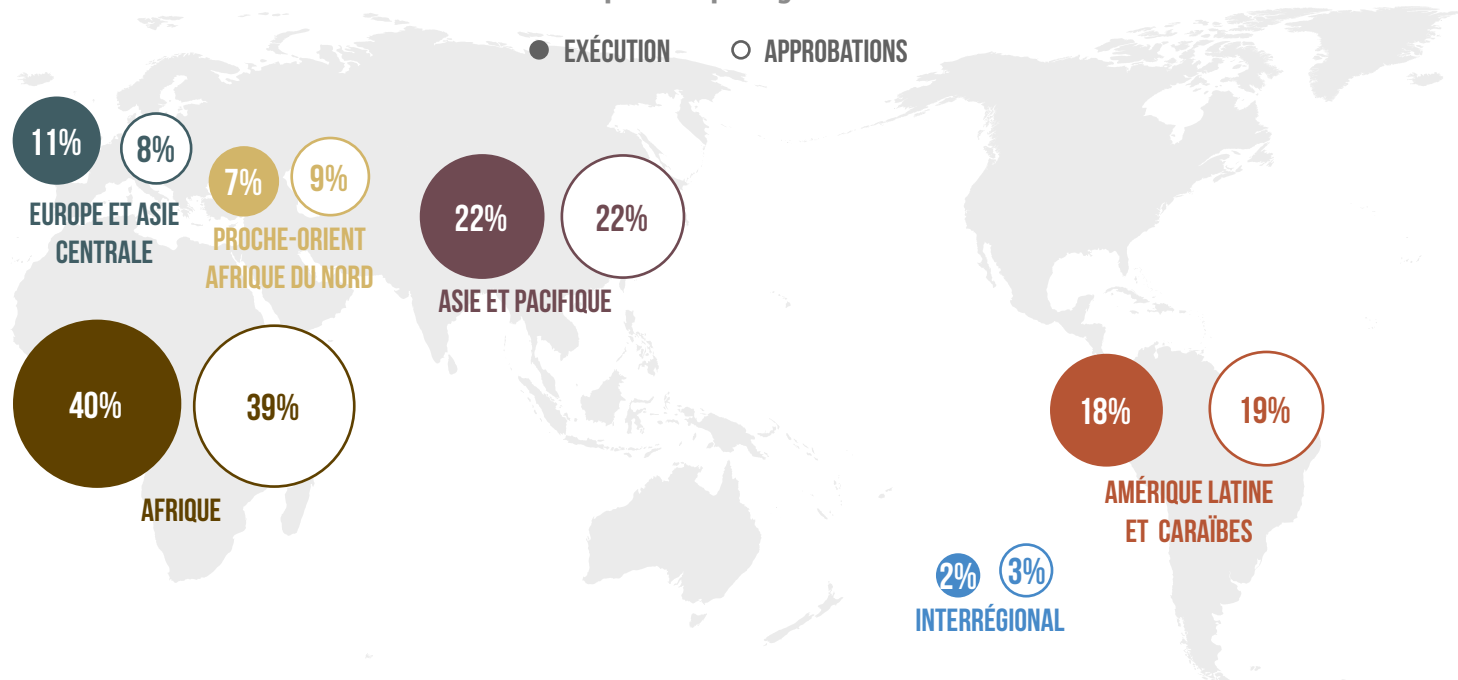


Approbations² par objectifs stratégiques



- Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition
- Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables
- Réduire la pauvreté rurale
- Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
- Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise
- Autre

Répartition par région



¹ Ce chiffre se réfère aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre durant l'année 2019 financés par les contributions préétablies des États Membres.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure des financements de nouveaux projets ou des révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

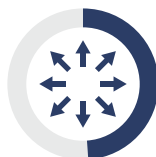
Les ressources humaines

Une partie importante de la valeur ajoutée de la FAO provient de ses ressources humaines, qui apportent leur expérience, leur expertise technique et leur passion pour le développement.

La FAO possède un vaste champ d'expertise et de compétences techniques pour aider les pays et les communautés à relever les défis du développement. L'utilisation et le partage de l'expertise à travers des projets pratiques sont essentiels pour lutter contre la faim dans le monde.



Plus de **12 500 personnes** réparties sur **640 sites***



Environ **49%** du personnel est déployé sur le **terrain**

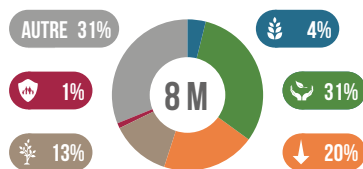


Le personnel est constitué pour **53% de femmes et pour 47% d'hommes**

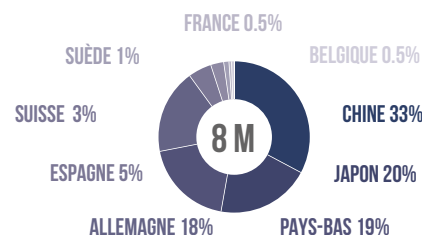
Le Programme Cadre associé de la FAO est un mécanisme unique qui permet aux partenaires de ressources de parrainer des opportunités d'apprentissage pour des jeunes talentueux en les exposant à un environnement international à une coopération pour atteindre l'objectif Faim «zéro». Depuis son lancement en 1954, le Programme Cadre associé de la FAO a offert à des ressortissants de nombreux pays la possibilité de vivre une expérience professionnelle concrète à des postes variés, leur permettant ainsi d'appliquer leur spécialisation universitaire et professionnelle sous la supervision du personnel expérimenté de la FAO. Les partenaires de ressources apportent un financement pour leurs ressortissants, certains finançant aussi des participants de pays tiers.



En 2019, **43 Cadres associés** de **10 pays** ont travaillé sur **9 lieux d'affectation**



Approbations de 2019 par objectifs stratégiques



Approbations 2019 par partenaires de ressources

Le Programme mondial de la FAO relatif aux stagiaires, aux volontaires et aux chercheurs invités (PVII) offre des possibilités d'apprentissage et de développement professionnel aux étudiants, aux jeunes diplômés, aux experts et aux chercheurs, tout en dotant l'Organisation de capacités précieuses. En 2019, la FAO a continué à élargir ses partenariats avec de nouveaux partenaires institutionnels afin de promouvoir la participation professionnelle des jeunes avec la FAO pour travailler à la réalisation de l'objectif Faim «zéro» dans le monde. L'Organisation continue de mener des activités de diffusion et de forger des partenariats stratégiques pour renforcer le PVII afin qu'il soit plus solidaire et plus international.



En 2019, le PVII comptait **397 participants** issus de **84 États Membres** dans **72 lieux**



21 nouveaux accords de financement ont été signés en 2019 avec des partenaires



33% des participants étaient financés par des sources externes en 2019

* Les lieux d'affectation incluent tous les lieux où le personnel et les ressources humaines hors personnel travaillent, y compris lorsque les employés travaillent depuis leur domicile.

3. LES PARTENARIATS ET LES ALLIANCES

La réalisation des ODD et de l'objectif Faim «zéro» dans le monde exige un effort mondial concerté qui dépasse les possibilités d'action d'une région, d'un pays ou d'une organisation pris individuellement. Une action synergique est donc nécessaire; elle passe par des partenariats, qu'ils soient établis ou en devenir, qui incarnent une volonté de se rassembler au-delà des frontières et au-delà des secteurs.





Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome

Les mandats de la FAO, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM) se complètent dans leur contribution vis-à-vis de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La FAO, le FIDA et le PAM se sont engagés dans des partenariats en vue d'atteindre l'ODD 2 et de réaliser le plus vaste Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2018, les organismes ayant leur siège à Rome (RBA) ont signé un protocole d'accord sur cinq ans, par lequel chaque organisme place ses compétences et atouts uniques au service de résultats collectifs et d'un objectif commun. Les avantages comparatifs de chaque organisme peuvent ainsi être capitalisés dans des calendriers pluriannuels.

À l'occasion de la réunion du Groupe consultatif de haut niveau (SCG), ce dernier a collectivement approuvé le Plan d'action des RBA qui traduit les principales dispositions du protocole d'accord en actions concrètes pour 2019-2020. Le Plan d'action est un document-cadre de travail destiné à guider, suivre et renforcer la collaboration entre les trois organismes pour augmenter leur efficacité et leur impact.

En 2019, les RBA ont continué à s'engager dans des actions coordonnées sur le plan national, régional et mondial pour faire progresser de nouvelles stratégies, de nouveaux programmes et activités fondées sur les bonnes pratiques, les enseignements tirés, les solutions innovantes et l'efficacité, afin d'accroître le soutien apporté aux États Membres et d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain.



Les RBA, avec le Centre international de lutte contre la pauvreté en Chine et le Centre d'informations Internet de Chine ont coorganisé le troisième **Séminaire international**

annuel sur les partenariats destinés à réduire la pauvreté mondiale. L'édition de Rome (15 mai 2019) a souligné le rôle des innovations technologiques dans la promotion du développement inclusif, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'agriculture durable, de l'égalité des sexes et de la réduction de la pauvreté rurale, tandis que l'édition de Beijing (16 octobre 2019) a souligné l'importance du partage des connaissances via la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en matière de protection sociale pour l'inclusion des petits exploitants. Par ailleurs, une première édition africaine a eu lieu le 29 novembre 2019 à Kampala (Ouganda), où les trois RBA ont organisé et accueilli une session parallèle lors du Forum annuel sur la coopération sino-africaine (FOCAC) - Conférence sur la réduction de la pauvreté et le développement.



Dans le cadre de l'effort mondial pour atteindre les ODD, la FAO et le FIDA ont lancé la **Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale** (2019-2028) destinée à renforcer le soutien apporté aux exploitants familiaux. La Décennie et son Plan d'action mondial visent à créer un environnement favorable pour renforcer la position des exploitants familiaux et maximiser leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'à la construction d'un avenir sain, résilient et durable. Le lancement mondial de la Décennie en mai a rassemblé 448 participants, dont 216 exploitants familiaux, représentants de la société civile, des universités et du secteur privé, et 232 délégués issus de 113 pays. Le lancement régional de l'initiative en Amérique latine et dans les Caraïbes a eu lieu du 25 au 27 octobre en République dominicaine. Les parties prenantes ont identifié des possibilités de formulation et de promotion d'actions collectives et cohérentes au niveau régional. La FAO cherche à améliorer l'accès du secteur aux ressources, à renforcer les

organisations de producteurs, à promouvoir la participation des communautés rurales aux stratégies de développement et à créer des synergies qui améliorent les conditions socioéconomiques des exploitants familiaux et de leurs communautés dans le monde entier.



Le **Comité sur la sécurité alimentaire mondiale** (CSA) est la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte à tous, qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble à assurer à chacun la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2019, les RBA ont continué d'apporter leur expertise technique ainsi qu'un soutien financier et stratégique au Secrétariat du CSA et ses divers axes de travail pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. La 6^e séance plénière du CSA, «Accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 2 afin de réaliser tous les ODD», a eu lieu du 14 au 18 octobre 2019 à Rome et a atteint un nombre record de 51 670 participants. Le CSA a approuvé son programme stratégique de travail pour 2020-2023, dont les axes de travail thématiques sont: les systèmes alimentaires et la nutrition; les approches d'agroécologie et autres approches novatrices; l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes; la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires; les outils de collecte et d'analyse des données; la réduction des inégalités pour une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.




En 2019, plus de 400 événements et activités dans environ 150 pays du monde (ce qui représente une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2018) ont été organisés pour renforcer la **Journée mondiale de l'alimentation (JMA)** et promouvoir à la fois la sensibilisation et l'action en faveur de ceux qui souffrent de la faim, ainsi que la nécessité d'assurer une alimentation saine pour tous. Dans le cadre des célébrations de la JMA 2019, le 16 octobre, l'événement «Pour un monde libéré de la faim – nos actions sont notre avenir» a eu lieu à l'université des Nations Unies à Tokyo. L'événement a été coordonné par la FAO, le FIDA, le PAM et le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches japonais, sous le patronage officiel du Ministère des affaires étrangères japonais. Il a attiré plus de 130 personnes, dont des représentants du Gouvernement, du secteur privé, des organismes de recherche et des universités, de la société civile et des jeunes, et a contribué à la tenue de discussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, notamment sur les pertes et le gaspillage alimentaires, tout en renforçant la collaboration des RBA.


Autres agences des Nations Unies





La FAO forge des partenariats avec les autres agences du système des Nations Unies pour produire des résultats comme une seule entité.

En 2018, suite à la promesse faite de ne laisser personne pour compte, et reconnaissant le rôle moteur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour le changement, le Secrétaire général de l'ONU a présenté un ambitieux programme de réformes. Celui-ci prévoit la réforme de l'architecture de la paix et de la sécurité de l'ONU, de sa gestion et son mécanisme budgétaires ainsi que de ses opérations de développement durable. Le principal produit de la réforme est la création d'un système de développement onusien plus efficace, plus cohérent et plus responsable, axé sur les résultats et qui parvient à aider les pays dans le monde à réaliser les ODD. Le renforcement des partenariats est essentiel pour améliorer le travail collectif de tout le système des Nations Unies, qui est aligné sur les priorités et les stratégies de développement des gouvernements.


 La FAO et l'**Organisation mondiale de la Santé (OMS)** ont codirigé la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025. Cette initiative appuie les pays afin de renforcer la collaboration sur la nutrition en créant des Réseaux d'action, qui sont des coalitions informelles de pays à la portée mondiale ou régionale, visant à accélérer et aligner les efforts autour de domaines d'action du Programme de travail de la Décennie d'action pour la nutrition. En 2019, les Réseaux ont permis aux pays d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques, d'illustrer les réussites et les défis et de se soutenir mutuellement pour accélérer les progrès dans des domaines spécifiques au sein du contexte plus vaste d'amélioration des systèmes alimentaires, de l'alimentation et de la nutrition pour tous par le biais de politiques et de la législation. En juillet 2019, la FAO et l'OMS ont organisé une consultation technique sur les régimes alimentaires sains et durables qui sous-tendent la santé et le bien-être, tout en tenant compte des données sur la durabilité économique, sociale et environnementale. La consultation a abouti à l'affirmation de principes directeurs pour une alimentation saine et durable qui guideront l'action de la Décennie d'action pour la nutrition et la réalisation des ODD.

 En 2015, l'**Agence internationale d'énergie atomique (AIEA)** a lancé un projet de recherche coordonné intitulé «Techniques de détection efficaces pour identifier les mutations résistantes aux maladies du café et de la banane». Dans le cas de la banane, l'initiative s'attaque à la menace imminente du champignon tueur de banane, le *Fusarium oxysporum f. sp. cubense*, connu sous le nom de race tropicale 4 (TR4). En s'appuyant sur le travail préalablement effectué par la FAO, des méthodes efficaces sont appliquées pour produire des bananes résistantes au TR4. L'introduction de nouvelles mutations et techniques de détection à la résistance au TR4 est en cours, tandis que la Chine a produit un candidat résistant au TR4 et la République islamique d'Iran, la Malaisie et les Philippines ont mis au point des variétés mutantes tolérantes au TR4. En 2020, 12 protocoles et méthodes seront publiés dans un ouvrage en accès ouvert pour une diffusion plus large aux États Membres de la FAO et de l'AIEA. D'autres initiatives entre ces organisations ont renforcé les capacités locales pour la détection, la surveillance et la suppression d'espèces de mouches des fruits, ravageurs qui constituent une menace importante pour l'industrie horticole en Afrique et ailleurs. En 2019, la FAO et l'AIEA ont conseillé la République de Maurice dans la conception et la création d'une installation d'élevage intensif de mouches des fruits et a aidé le pays à acheter et installer un irradiateur de Cobalt-60 destiné à stériliser les mouches.


 Au fur et à mesure que le commerce et les échanges s'accroissent, le contrôle des maladies zoonotiques, dont certaines constituent une menace potentielle de pandémie, revêt une importance mondiale pour la santé humaine et animale. L'émergence de pandémies telles celle de la COVID-19 avait été envisagée par les travaux de la FAO, mais pour répondre à ces menaces, la collaboration, la coordination, la communication et une action concertée entre les différents secteurs sont nécessaires, dans le droit fil de l'approche multisectorielle «Une seule santé». La FAO travaille en étroite collaboration avec l'**OMS** et l'**Organisation mondiale de la santé animale (OIE)** afin de promouvoir une collaboration intersectorielle visant à affronter les zoonoses et d'autres menaces à la santé publique (y compris la résistance aux antimicrobiens), émergentes et existantes, à l'interface homme/animal/écosystèmes, et pour fournir des conseils sur la manière de limiter les risques. En mars 2019, les trois organisations ont lancé un guide intitulé «Guide tripartite pour la gestion des zoonoses à travers l'approche multisectorielle "Une seule santé"», pour renforcer les capacités nationales de lutte contre les menaces sanitaires mondiales, compléter le système d'alerte rapide tripartite mondial et le Centre de gestion des urgences (CGU) pour une réponse coordonnée face aux zoonoses majeures et événements de santé animale qui menacent la sécurité alimentaire ainsi que la santé animale et humaine.


 En 2018, l'UE et la FAO ont signé un programme de partenariat pour rendre opérationnel le Réseau mondial contre les crises alimentaires. Le Réseau cherche à résoudre les crises alimentaires de manière durable et devrait avoir un effet catalyseur sur le nexus humanitaire-développement-paix. Grâce au renforcement de la mobilisation de la FAO, du **PAM**, du **Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)** et du **Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF)** en termes d'actions d'anticipation, de celui de l'Union africaine et d'autres acteurs dans la mesure de la résilience, le programme a apporté une assistance technique sur la sécurité alimentaire, la résilience et l'analyse des risques à ceux qui en avaient le plus besoin. En 2019, le programme a soutenu 19 analyses du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et 18 formations ciblant 17 pays, en plus des activités de renforcement des capacités sur le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience dans six pays. Le programme a également développé un centre de données en Éthiopie pour mener les premières analyses IPC.





 Le programme d'alerte et d'intervention précoces (AIP), également connu sous le nom d'action d'anticipation, a lui aussi été développé en 2019. Sur le plan mondial, l'initiative a mené un plaidoyer pressant pour une collaboration entre les partenaires opérant dans ce domaine et a joué un rôle essentiel dans la création du groupe de travail sur l'intervention précoce, à côté du **PAM**, de la **Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**, du réseau **Start** et **OCHA**. Par ailleurs, le programme a soutenu le CERF pour piloter l'AIP/action d'anticipation et lancer le premier projet pilote en Somalie. Au plan national, un système AIP/actions d'anticipation a été créé au Pakistan début 2019.

 Le 26 novembre 2019 au Caire (Égypte), la FAO, en collaboration avec l'**Organisation internationale pour les migrations (OIM)** et **ONU-Habitat**, a organisé un atelier régional sur le renforcement de la gouvernance des migrations sur le continuum rural urbain. Cet atelier de trois jours a encouragé le dialogue politique entre les pays du Moyen-Orient et de la région d'Afrique du Nord de façon à développer des politiques qui s'attaquent aux moteurs négatifs de la migration en promouvant une transformation agricole durable et inclusive. L'atelier a également fourni une plateforme aux pays afin qu'ils puissent mettre en valeur leurs bonnes pratiques et leurs efforts déployés pour améliorer la gestion de la migration vers les zones rurales et en provenance de celles-ci au plan local.

 La complexité de la crise syrienne exerce une pression sans précédent sur les systèmes alimentaires et sur le développement socioéconomique en Turquie, les Syriens sous protection temporaire (SuTP) restant dépendants de l'aide humanitaire internationale malgré des investissements du Gouvernement turc. La FAO et le **Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)** ont mis en œuvre trois projets depuis 2017 pour améliorer les compétences des SuTP et des communautés hôtes via un programme de formation professionnelle. Le programme a consolidé la résilience des groupes cibles en diversifiant les moyens d'existence et en augmentant les opportunités d'emploi dans les secteurs alimentaire, agricole et de l'élevage. Il a aussi encouragé les bonnes relations et renforcé la cohésion sociale entre les deux communautés, contribuant ainsi à la stabilité sociale de la région.

 En août 2019, lors de la 7^e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la FAO, l'**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)** et l'Union africaine, ainsi que d'autres partenaires, ont lancé l'initiative phare «Opportunités pour les jeunes en Afrique: accélérer la création d'emplois dans l'agriculture et l'agroalimentaire.» Cette initiative vise à améliorer l'écosystème d'affaires en créant davantage d'emplois et de perspectives pour les jeunes Africains. L'un des aspects fondamentaux de cette initiative est l'investissement responsable dans l'agriculture par le biais de partenariats public-privé pour le développement des zones rurales de manière à réduire la disparité urbaine rurale.

 En raison de l'escalade des niveaux de violence, l'État de Borno, au nord-est du Nigéria, s'est transformé en une zone de déplacement, de risques et d'insécurité alimentaire. L'accès limité à l'eau potable et le manque d'hygiène menacent l'alimentation et la nutrition, ainsi que le démontre la prévalence de maladies comme le paludisme, le choléra et la diarrhée. À ceci vient s'ajouter un accès limité aux terres et à la production agricole. La FAO, **ONU Femmes** et le **PAM** mettent en œuvre un programme d'action commune pour réduire la malnutrition et renforcer la résilience tant des populations touchées par le conflit que des institutions du secteur public d'une manière écologique et durable. L'amélioration de l'accès aux services de base, aux avoirs productifs, à l'aide alimentaire d'urgence et aux moyens d'existence est la priorité du partenariat en cours.

 En septembre 2019, la FAO et le **Programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE)** ont renouvelé leur collaboration formelle, inaugurée en 1977, par la signature d'un protocole d'accord par le Directeur général de la FAO et le Directeur exécutif du PNUE. Un aspect essentiel de ce travail conjoint est le réseau One Planet - un partenariat multipartite qui compte plus de 650 membres dans le monde entier. Le réseau travaille pour obtenir une augmentation de 200 pour cent du financement de l'ODD 12, une réduction de 20 pour cent dans la production de déchets par l'intermédiaire de la prévention, de la réduction, du recyclage et de la réutilisation, et une réduction de 25 pour cent du gaspillage et des pertes alimentaires.



De 2015 à 2020, le Programme Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation (PNA-Ag), mis en œuvre conjointement par la FAO et le **Programme des Nations**

Unies pour le développement (PNUD), a soutenu 11 pays pour identifier et intégrer des mesures d'adaptation au climat liées à l'agriculture dans les plans nationaux et les processus budgétaires. En s'appuyant sur ce partenariat solide, les deux agences se sont engagées dans un nouveau programme d'un montant de 20 millions d'euros, «Intensification des efforts pour l'agriculture et l'utilisation des terres par la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national et des Plans nationaux d'adaptation (SCALA)», lancé à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (CoP 25), avec pour objectif d'apporter un soutien à au moins 12 pays pour renforcer leurs capacités d'adaptation et mettre en œuvre les priorités relatives à la limitation des émissions entre 2020 et 2025.



En juillet 2019, la FAO et cinq autres agences de l'ONU (**l'Union internationale des télécommunications** [UIT], **l'OMS**, **l'UNESCO**, **l'UNICEF** et le **PNUD**) ont signé une

déclaration d'intention collective avec le Gouvernement du Niger pour soutenir le projet «Smart Villages», un point d'entrée sur le développement rural qui cherche à améliorer la vie des populations via l'utilisation de solutions TIC et d'applications TIC dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du commerce, entre autres. Cette initiative est un bon exemple de la façon dont les différents organismes de l'ONU peuvent travailler «Unis dans l'action», pour concrétiser les promesses et le potentiel des TIC dans la réalisation des ODD. La FAO et l'UIT ont approfondi leur partenariat stratégique sur l'agriculture numérique au niveau mondial par l'intermédiaire d'un nouveau protocole d'accord signé en octobre 2019.



Le **Business Innovations Group** est présidé par le HCR et le PAM, et son secrétariat est accueilli par la FAO. Il apporte son

soutien et assure le suivi et les rapports en matière de réforme du système de développement des Nations Unies visant à maximiser les gains programmatiques via des opérations d'administration efficaces et de grande qualité au plan mondial et national. La Déclaration de reconnaissance mutuelle, signée par la FAO en août 2019, et les principes convenus relatifs à la satisfaction du client, les coûts et la tarification permettront aux entités des Nations Unies d'utiliser ou de s'appuyer progressivement sur les politiques, procédures, systèmes, contrats et mécanismes de fonctionnement d'autres entités, ce qui encouragera une plus grande collaboration et souplesse opérationnelle grâce au partage de services.



Les institutions financières internationales

Le Centre d'investissement de la FAO établit des partenariats avec les IFI et d'autres acteurs du secteur public et privé pour aider les pays à améliorer et à amplifier leurs opérations d'investissement dans des domaines comme la sécurité alimentaire, les systèmes alimentaires, l'agriculture intelligente face au climat, l'agriculture numérique et le financement mixte.

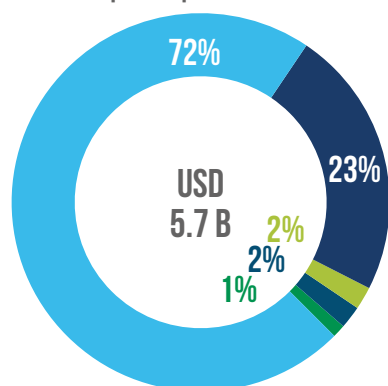
Les IFI partenaires de longue date de la FAO sont notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le FIDA, la Banque mondiale et les banques de développement régionales. De nouveaux partenariats avec le FVC et l'Union européenne, par exemple, contribuent à stimuler respectivement le financement de l'action climatique et les solutions de financement mixte. L'équipe multidisciplinaire du Centre d'investissement de la FAO propose un large éventail de services de soutien aux investissements: conception des investissements, soutien à la mise en œuvre et l'évaluation, conseil sur les politiques et le développement de stratégies agricoles, méthodologies d'investissement et outils analytiques. Elle aide aussi les pays à créer un environnement porteur pour les investissements privés via un dialogue entre le public et le privé.

«Le travail du Centre d'investissement couvre tous les objectifs stratégiques, et sa présence mondiale, ses ressources expertes et son vaste portefeuille d'opérations d'investissement pour les institutions internationales fournissent des points d'entrée importants pour démontrer l'expertise de la FAO et la validité de ses approches stratégiques.»

Synthèse des résultats et enseignements tirés des évaluations des objectifs stratégiques, 2019.

En 2019, le Centre a aidé à concevoir 32 projets d'investissement public dans 26 pays, financés par les IFI et les gouvernements pour une valeur totale de 5,7 milliards d'USD.

Valeur des investissements par IFI partenaire



- **Banque mondiale**
4 145 millions d'USD (20 projets)
- **IFAD**
1 305 millions d'USD (7 projets)
- **FVC**
97 millions d'USD (2 projets)
- **Banque interaméricaine de développement**
90 millions d'USD (1 projet)
- **AfDB**
73 millions d'USD (1 projet)
- **Banque de développement des Caraïbes**
20 millions d'USD (1 projet)

Faits marquants en 2019:

- Des services d'appui ont été déployés dans 130 pays. La conception des investissements a représenté 30 pour cent des activités du Centre, la mise en œuvre de projets 58 pour cent et l'appui aux politiques 12 pour cent.
- L'appui aux politiques fourni a porté sur 13 stratégies agricoles, dix études de politiques et 15 dialogues de politiques du secteur public/privé.
- Une assistance à la conception de proposition de financement FVC a été apportée à sept pays. De plus, deux propositions conçues en 2018 ont été approuvées par le FVC, l'une au Pakistan (47 millions d'USD) et l'autre en République kirghize (50 millions d'USD).
- Les efforts de mobilisation des ressources ont été soutenus, avec la signature de trois UTF en Asie (tous les trois avec le Bangladesh) et trois en Afrique (avec le Burkina Faso, le Niger et le Zimbabwe).
- Douze missions d'assistance technique ont été développées avec la BERD pour appuyer des investissements du secteur privé dans ses États membres.
- Une assistance a été apportée à 15 pays fragiles et touchés par les conflits avec des propositions de projet pour le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Un conseil technique a été fourni sur des interventions de financement mixte et 74 opérations d'investissement issues de trois fonds d'impact dans le cadre de l'initiative AgrIntel ont été évaluées.
- Le centre a enfin travaillé avec des partenaires pour soutenir l'adoption des technologies numériques dans l'agriculture, notamment la conception de trois initiatives en Amérique latine et une en Afrique.

Répartition des investissements par région

17%
EUROPE ET ASIE CENTRALE

51%
ASIE ET PACIFIQUE

20%
AFRIQUE

12%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Combiner ressources publiques et privées pour promouvoir l'inclusion financière en collaboration avec le FIDA.

Quatre Maliens sur cinq vivant dans des communautés rurales n'ont pas accès au capital financier nécessaire pour développer des activités économiques.

Un programme de microfinancement rural soutenu par la FAO est en train de changer la donne en améliorant l'accès aux services financiers d'environ 500 000 Maliens ruraux à faibles revenus.

Le second projet d'inclusion financière, Financement inclusif des filières agricoles (INCLUSIF), mis au point avec l'assistance de la FAO et financé par le FIDA à hauteur de 95 millions d'USD, vise à élargir l'inclusion financière des exploitants familiaux au Mali entre 2018 et 2024. Les objectifs du projet sont d'augmenter les revenus des ménages, de soutenir l'emploi des jeunes et d'améliorer le niveau de vie et la sécurité alimentaire des familles d'exploitants et des éleveurs de la zone lacustre.

Le Centre d'investissement a dirigé la conception initiale du programme en 2009 et a apporté son soutien à la mise en œuvre en 2017. Il a non seulement aidé à créer une approche efficace à l'inclusion financière, mais il a également aidé le Gouvernement à créer un mécanisme de refinancement viable pour renforcer la durabilité des institutions de microfinance participantes.

Le mécanisme de refinancement est une innovation majeure pour le secteur financier malien, puisqu'il facilite l'accès des institutions de microfinance à des prêts concessionnels. Il fournit également une réponse sur le long terme à l'inadaptation et à la volatilité de l'épargne rurale, ainsi qu'une alternative durable aux défis rencontrés par les institutions de microfinance rurale pour accéder au marché financier. Les enseignements tirés du programme soulignent que l'inclusion financière des pauvres ruraux peut réellement se concrétiser en utilisant un mécanisme de refinancement durable consacré aux systèmes financiers ruraux. De tels exemples, où le secteur public peut contribuer à réduire les risques du financement rural, sont de bon augure pour les millions de ruraux qui n'ont toujours pas accès au financement.

Résultats

- Grâce à l'approche participative du programme, 105 000 femmes rurales issues d'environ 4 000 groupes sont désormais soutenues par des institutions de microfinance. Ces groupes ont bénéficié d'un appui à la gestion et de plusieurs formations: alphabétisation financière, préparation de plans d'affaires, réseautage avec des institutions financières.
- Le programme a également renforcé et professionnalisé 15 institutions de microfinance par la mise en place de systèmes d'information de gestion adaptés, l'organisation de formations sur les méthodologies, outils et produits financiers adaptés à l'agriculture et au monde rural, et l'intégration de l'éducation sur des thèmes essentiels tels que la nutrition, l'hygiène, l'assainissement et l'alphabétisation fonctionnelle.

Durabilité

- Un élément important du programme a été la restructuration et la consolidation du secteur de la microfinance afin de garantir que les institutions de microfinance respectent les nouvelles réglementations. Ceci a aidé à améliorer la qualité de la gouvernance institutionnelle, des rapports et des contrôles internes.
- Le projet a transformé l'environnement du développement agricole au Mali, et les nouveaux projets pourront à l'avenir utiliser cet instrument financier pour réaliser leurs activités.



D'autres appuis apportés aux IFI dans le domaine de la mise en œuvre:



La FAO travaille en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAfD) et WorldFish pour appuyer le Ministère des pêches et de l'élevage zambien dans sa mise en œuvre du projet de développement des entreprises aquacoles en Zambie. Le soutien de la BAfD se traduit par un prêt à la République de Zambie pour augmenter la production aquacole et générer des possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes dans la chaîne de valeur de l'aquaculture. Plus précisément, le projet: (i) soutient et promeut un accès stable à des intrants de qualité et aux marchés de production; (ii) fournit un accès au financement à des prix compétitifs pour le partage des risques; (iii) soutient le développement d'une infrastructure porteuse. La FAO appuie le projet en apportant son assistance technique en matière d'aquaculture, de technologie de transformation et de santé des poissons, tandis que la recherche et le développement de connaissances sont soutenus à travers la collaboration avec WorldFish et les universités du pays.



En Équateur, le partenariat entre la FAO et la Banque latino-américaine de développement (CAF) a pour ambition de soutenir la mise en œuvre de projets qui s'attachent à consolider la capacité d'adaptation des populations et des écosystèmes vulnérables, tout en améliorant la production agricole. Cette collaboration, par laquelle la FAO a mobilisé 2,3 millions d'USD, fournit une expertise dans la conception et la mise en œuvre de mécanismes financiers innovants pour l'adaptation du secteur agricole au changement climatique. La FAO, en qualité d'entité d'exécution, apporte son expertise technique et sa capacité opérationnelle durant la période d'exécution de quatre ans (2020-2023).



La FAO soutient le Programme de financement rural et agricole, un programme de formation hautement spécialisé destiné aux agents de finances rurales et agricoles, dans le cadre du partenariat «Amélioration des capacités en financements ruraux (CABFIN)». Ce partenariat réunit la FAO, le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le FIDA, la Société financière internationale, le PAM et le Fonds d'équipement des Nations Unies en collaboration avec le Boulder Institute of Microfinance. Le Programme rassemble des spécialistes des financements ruraux et agricoles du monde entier, représentant entre autres les institutions de microfinance, les banques rurales, les banques centrales, les ministères compétents, les organismes donateurs, les investisseurs et les agences de développement. Par le biais de ses curricula en anglais, français et espagnol, le Programme ne se limite pas à un public générique, mais cible spécifiquement les professionnels des régions d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Caraïbes. L'objectif est d'améliorer l'accès aux services financiers des petites et moyennes entreprises (PME), des petits producteurs agricoles et d'autres acteurs de la chaîne de valeur alimentaire par l'intermédiaire du renforcement des capacités de toutes les parties prenantes.

Les acteurs non étatiques

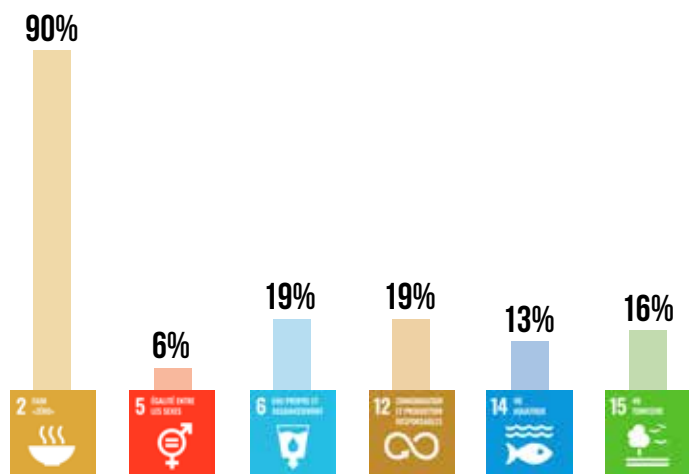
La FAO est le partenaire incontournable de tous ceux qui s'engagent à éradiquer la faim et travaille avec la société civile, les parlementaires, le secteur privé, les coopératives et les centres universitaires et de recherche.

En 2019, la FAO a collaboré à 29 partenariats, dont neuf étaient des renouvellements et 20 totalement nouveaux. Ces partenariats, qui se matérialisent par des plateformes, des programmes, des alliances et des feuilles de route communs, sont les canaux qui rendent possible une action conjointe pour intensifier la lutte contre la faim dans le monde. La participation et l'engagement de multiples parties prenantes, y compris des groupes marginalisés, dans la planification et l'élaboration de politiques facilitent une meilleure appropriation des interventions et œuvrent pour leur réussite sur le long terme, tout en garantissant que personne ne soit laissé pour compte.

Le secteur privé et les organisations de producteurs

La FAO considère le secteur privé et les organisations de producteurs comme des alliés fondamentaux dans la lutte contre la faim. Toutes les forces doivent s'unir contre la faim, pour faire passer à la vitesse supérieure les programmes qui fonctionnent et coordonner les actions, afin d'obtenir de meilleurs résultats passant par des modèles économiques inclusifs et durables.

Répartition des accords existants avec le secteur privé en fonction de leur contribution aux ODD:



La FAO a établi de nouveaux accords avec ENEL, DANONE, la Confédération mondiale des légumineuses, le Centre de recherche, d'études et de formation agronomique Al-Sulaiteen, Korea Telecom, Seeds and Chips, la Fédération mondiale de l'obésité et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN).



La FAO a développé un réseau visant à créer des synergies de dialogue et de développement pastoral, connu sous le nom de **Plateforme des connaissances pastorales**. Financée au départ par l'Allemagne, puis par d'autres parties prenantes comme l'Espagne et le FIDA, cette initiative a fourni une plateforme aux organisations internationales, régionales, nationales et intergouvernementales, aux institutions publiques, aux partenariats multipartites et aux centres de recherche afin de partager des résultats clés sur le pastoralisme et contribuer à la définition d'activités communes futures. L'initiative a appuyé huit organisations pastorales régionales au travers de dialogues communautaires et de réunions régionales, notamment le Réseau pastoral d'Afrique orientale et australe. Elle a également fait huit propositions de politiques et s'est faite la porte-parole des éleveurs pastoraux dans plus de 25 processus de décision.



Le Dialogue sur l'innovation numérique (**Digital Innovation Dialogue**), lancé début 2019, sert de forum d'échange pour le partage des connaissances et l'apprentissage mutuel entre les acteurs multidisciplinaires de l'innovation et le personnel de la FAO, par le biais de discussions ouvertes et informelles. Des centres d'innovation agricole et numérique ont également été lancés par la FAO pour autonomiser les innovateurs ruraux et les agripreneurs en exploitant les technologies et les outils numériques pour faire face aux défis du développement. En Asie, la FAO a noué un partenariat avec l'Université de Zhejiang (Chine) et Korea Telecom, tandis qu'en Afrique, la FAO unit ses efforts à ceux de l'université Wageningen et d'autres partenaires prestigieux pour formuler une proposition de SmartAgriHubs pour l'Afrique et accélérer et amplifier l'innovation numérique dans les systèmes agroalimentaires.

Les parlementaires

Les améliorations dans la sécurité alimentaire et la nutrition sont le résultat de nombreuses politiques et de la contribution de multiples acteurs qui opèrent sur le long terme. La FAO soutient les parlementaires dans l'élaboration de lois nationales spécifiques, en leur fournissant des informations techniques et des statistiques et en créant des forums de dialogue et d'échange.



La FAO, avec l'Association des Sénats, Shoora et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe, a organisé le **Séminaire international sur les réseaux parlementaires et les défis de la sécurité alimentaire** et la **Première réunion des réseaux parlementaires sur la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe** (du 7 au 9 novembre 2019, à Rabat au Maroc).

Ces trois journées de dialogue de haut niveau et les ateliers techniques à l'attention des alliances parlementaires ont fourni un aperçu des thèmes et instruments clés que les législateurs pourraient utiliser pour œuvrer à la réalisation des ODD. L'événement s'est conclu avec la Déclaration de Rabat sur la sécurité alimentaire, par laquelle les participants ont reconnu leur responsabilité dans la lutte contre la faim et toutes les formes de malnutrition dans leurs secteurs respectifs.



L'**Intergroupe parlementaire italien de l'Alliance contre la faim et la malnutrition** a tenu sa première réunion en octobre 2019. Le groupe a pour ambition de créer des

synergies avec le Parlement de façon à réaliser les ODD, notamment par l'intermédiaire de projets de loi sur l'agriculture biologique, la biodiversité, l'agriculture paysanne/familiale, l'innovation dans l'agriculture et les gaspillages alimentaires, avec un accent particulier sur le régime méditerranéen.



Le **Forum parlementaire afro-latino-américain et le Réseau des Alliances parlementaires d'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle** ont été

créés en novembre 2019 pour fournir un espace institutionnel à un dialogue interactif constructif ainsi qu'une plateforme pour le travail parlementaire visant à faciliter l'intégration régionale et promouvoir la coopération Sud-Sud.

L'université et la recherche

La FAO collabore activement avec les institutions d'études supérieures afin de mobiliser les connaissances et les innovations, de renforcer les capacités, de fournir des solutions fondées sur des données aux processus politiques et de partager sa propre expérience du terrain avec la communauté universitaire.

La FAO et la faculté de médecine vétérinaire et de sciences médicales de la Texas A&M University ont travaillé avec des agences sanitaires publiques et l'Institut des maladies infectieuses animales pour mettre en œuvre la «**Formation des professionnels vétérinaires en épidémiologie de terrain (ISAVET)**». Le partenariat a piloté avec succès une formation bilingue adaptée à la région, en utilisant l'approche «Une seule santé», afin de renforcer la capacité des effectifs en santé animale en Afrique. En 2019, ISAVET, soutenue financièrement par les États-Unis d'Amérique, a formé 45 candidats et 120 futurs formateurs et mentors de niveau national dans 14 pays africains. La collaboration a augmenté la préparation, la sensibilisation, la mobilisation et l'intérêt d'organiser des formations ISAVET à la fois au plan national et régional.

En mai 2019, l'Université de Washington, le Partenariat pour une pêche durable, le Conseil d'intendance des mers et FORTH ont participé à la 11^e session du Comité directeur (FSC11) du **Système de suivi des ressources halieutiques et des pêcheries (FIRMS)** à Rome (Italie) pour présenter leur accord de collaboration. Le FIRMS, dont le secrétariat est hébergé par la FAO, fournit un accès à un large éventail d'informations de grande qualité sur l'état et les tendances mondiales des pêches et des ressources halieutiques. La FSC11 a approuvé un modèle de gouvernance, permettant au partenariat FIRMS de mener l'élaboration détaillée du Registre mondial des stocks et des pêches (GRSF) et de l'Atlas mondial de captures de thonidés et d'espèces apparentées (Atlas des captures de thons et marlins), en collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement.

Une révision compatible avec une consultation par téléphone portable du **cours en ligne sur la présélection par l'Initiative de partenariat mondial pour le renforcement des capacités de sélection végétale (GIPB)** a été lancée en 2019. La formation renforce les capacités des responsables de banques de gènes et des phytogénéticiens à travailler de façon collaborative afin de générer des matériels d'amélioration intermédiaire avec des caractéristiques nouvelles issues de lignées parentales non adaptées. Le cours a été financé par le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures et a été parrainé conjointement par la FAO, Biodiversity International et le GIPB.

En 2019, la FAO, le FIDA et le Centro de Estudios en Desarrollo Económico de l'Université des Andes (Colombie), se sont associés pour étudier les bénéfices de l'articulation des **interventions de protection sociale et de développement rural**, en se référant à plusieurs points d'entrée d'analyse (à savoir, les niveaux individuel, des ménages, du village et institutionnel). Le projet cherchait à fournir des données aux décideurs et aux donateurs pour

améliorer la conception des programmes, la planification temporelle des activités et les dispositifs institutionnels afin d'œuvrer à la réduction de la pauvreté rurale en aidant les petits exploitants à devenir plus productifs, mieux connectés aux chaînes de valeur et aux marchés, et au bout du compte, à devenir des agents efficaces du processus de transformation rurale.

Déterminée à promouvoir l'impact de sa compréhension de l'alimentation et de l'agriculture, la FAO s'associe à d'autres organisations en utilisant des solutions de données ouvertes.

Actuellement, le **Système international pour les sciences et la technologie agricoles (AGRIS)**, une base de données bibliographique multilingue, compte plus de 450 fournisseurs de données issus de 145 pays, avec plus dix millions de visites par an. En 2019, 110 fournisseurs de données ont fourni 1,3 million d'archives, portant le nombre total d'archives à 11 millions. Avec sa nouvelle initiative Open Data Set, la nouvelle interface AGRIS fournit des informations pour l'investissement agricole, l'innovation et les politiques, afin d'orienter la transition du secteur agricole vers des pratiques plus durables. Des efforts continus sont déployés pour développer les capacités des institutions dans les États Membres via le programme **Accès à la recherche mondiale en ligne sur l'agriculture (AGORA)**, qui met 105 000 ressources à disposition en ligne. Plus de 4 000 participants ont assisté à des activités de formation en présentiel et en ligne. Cette fréquentation a débouché sur l'inscription de 300 nouvelles organisations à Research4Life en 2019. La FAO soutient l'interopérabilité entre les ressources et les archives à travers AGROVOC, une plateforme de vocabulaire contrôlé multilingue qui enregistre plus de 28 millions de connexions par an. Actuellement, **AGROVOC** compte 36 700 concepts avec 740 000 termes dans 35 langues. En 2019, le trafic des utilisateurs d'AGORA, AGROVOC et AGRIS a atteint 35 millions.




©FAO/IFAD/WFP/Petterik Wiggers

La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

Si les pays en développement sont confrontés à une multitude de défis de développement, ils possèdent aussi des solutions innovantes, développées localement, pour y répondre et accélérer la transformation agricole et le développement rural durable.

La coopération Sud-Sud (CSS) est le partage et l'échange mutuel de solutions essentielles au développement – connaissances, expériences, bonnes pratiques, politiques, technologies, outils et ressources – au sein et entre les pays du Sud. La coopération triangulaire, quant à elle, implique des partenariats entre au moins deux pays en développement, auquel s'ajoute un troisième partenaire. Ce dernier est généralement un pays développé/partenaire de ressources traditionnel, un pays à l'économie émergente ou une organisation multilatérale. En réponse à une demande accrue de solutions de coopération Sud-Sud ou triangulaire (CSST), en 2019, les deux mécanismes de coopération ont continué de développer des initiatives d'apprentissage et d'assistance mutuels entre Membres de la FAO et au sein de ces derniers.

 Le 6 septembre 2019 à Rome (Italie), les RBA ont célébré la **Journée des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud** dont le thème était cette année «Ne laisser personne pour compte durant la réalisation de l'ODD 2: Quelles possibilités s'offrent aux RBA de favoriser la Coopération Sud-Sud et triangulaire après la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40)». Cet événement fondé sur des données, hébergé au siège du PAM, a donné des exemples de la façon dont les trois agences apportent des bénéfices concrets aux populations rurales et, en particulier, aux communautés les plus vulnérables et aux ménages de petits producteurs grâce aux initiatives de SSTC. L'événement était également axé sur la contribution des RBA à l'ODD 2 à travers la SSTC ainsi que la mise en œuvre du document final de la conférence de haut niveau BAPA+40 (2019).

«La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent changer la donne en offrant des modèles innovants à l'appui du changement et des réformes»

QU Dongyu, Directeur général de la FAO

 Du 25 au 27 novembre à Kampala (Ouganda), la FAO a organisé le **Dixième anniversaire du Programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine et perspectives d'avenir pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire**. Plus de 100 participants issus de 28 pays, représentant des gouvernements, des universités, des organisations internationales et régionales, des agences des Nations Unies, le secteur privé, la société civile, des associations de producteurs et des bénéficiaires des programmes, ont assisté à l'événement qui a servi à renforcer la visibilité mondiale de la CSS dans le secteur agricole promue par la FAO, et l'impact du Programme de CSS FAO-Chine en particulier. Les temps forts de l'événement ont été l'allocution principale du Président de la République de l'Ouganda et le lancement du rapport «Inspiration, inclusion et innovation: le Programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine (2009-2019)», qui présente les réalisations et les innovations rendues possibles par le programme, qui ont directement bénéficié à plus de 70 000 personnes dans 12 pays en développement de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie ces dix dernières années.

 La FAO renforce les capacités des pays pour la réalisation des ODD en partageant les solutions existantes qui ont été mises au point localement et qui sont durables, reproductibles et extensibles. L'Organisation met en œuvre le projet financé par l'Allemagne, «**Vers des directives de bioéconomie durable**», par le biais duquel elle a apporté un soutien aux pays pour l'élaboration de stratégies et de programmes de bioéconomie durable et circulaire, tout en diffusant les solutions fondées sur la nature et les bonnes pratiques de bioéconomie. Depuis 2015, la FAO coordonne le travail international sur la bioéconomie durable et circulaire, notamment en: facilitant le partage des connaissances et des expériences par le biais du Groupe international de travail sur la bioéconomie durable composé d'acteurs multiples, qui constitue un très bon exemple de CSST; en développant et partageant des produits de connaissance destinés aux décideurs politiques et aux personnes directement impliquées dans des activités de bioéconomie. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de décembre 2019, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a lancé la publication intitulée «La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière de bioéconomie à la lumière de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030», qui a choisi comme étude de cas le projet de bioéconomie de la FAO pour lutter contre le changement climatique et encourager le développement durable.



©FAO/Gustave Ntaraka

4. LES RÉSULTATS DE LA FAO EN 2019

La FAO intervient dans plus de 130 pays, en s'efforçant de positionner l'Organisation au plus près de ses Membres. En transformant le savoir en action, la FAO relie le terrain aux initiatives nationales, régionales et mondiales dans un cycle vertueux de renforcement mutuel.





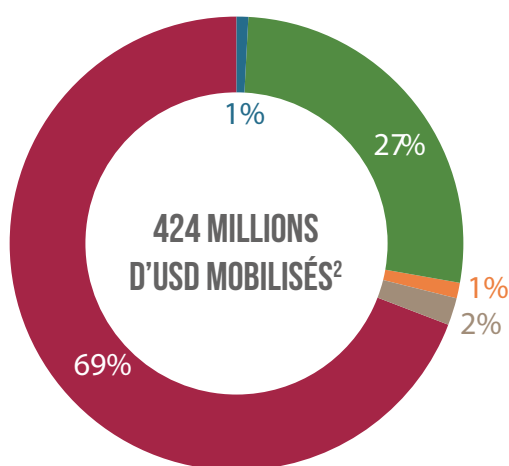
Agence spécialisée des Nations Unies, la FAO s'appuie sur son expertise et son expérience unique pour travailler aux côtés de ses partenaires dans le monde entier afin d'aider les pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Avec un cadre stratégique aligné sur les ODD, la FAO s'engage dans des projets et des initiatives d'importance cruciale aux niveaux mondial, régional et national, en se fondant sur les trois dimensions du développement durable et en ciblant tous les laissés pour compte.

Les histoires et faits marquants qui suivent illustrent l'impact du travail de la FAO sur le terrain et donnent une idée du rayon d'action thématique et géographique des activités menées en 2019.

Malgré le soutien constant de la FAO et les efforts multilatéraux consentis pour lutter contre la faim en Afrique, le continent n'est pas en bonne voie de réaliser l'ODD 2. La prévalence de la sous-alimentation continue d'augmenter et affecte désormais 20 pour cent de la population africaine. De surcroît, le niveau des pertes alimentaires (fruits, légumes, céréales, légumineuses...) en Afrique subsaharienne reste dramatiquement élevé. La majorité des jeunes travaillent dans l'économie informelle et 67 pour cent des jeunes actifs vivent dans la pauvreté. Pour compliquer encore davantage la situation, l'évolution des conditions climatiques en Afrique constitue une menace croissante à la sécurité alimentaire et à la nutrition, surtout dans les pays qui dépendent fortement de l'agriculture, et avec des implications pour les femmes souvent plus sévères. Les inégalités entre sexes demeurent d'ailleurs un obstacle majeur à l'autonomisation des femmes et limitent leur développement.

Afin d'éradiquer la faim en Afrique, les gouvernements et les partenaires doivent travailler de concert pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la pauvreté. Le développement de l'agriculture et des économies rurales jouera un rôle essentiel dans la lutte contre la sous-nutrition dans la région, et des investissements sont requis pour créer des emplois qui peuvent soutenir les millions de jeunes qui rejoignent chaque année le marché du travail. Par ailleurs, une approche sensible au genre doit être adoptée dans l'adaptation et la lutte contre le changement climatique et dans le renforcement de la résilience, tandis que l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, les chaînes de valeur et le commerce accélérera la réalisation des engagements de Malabo et des ODD.

Pour financer les efforts des années à venir, la FAO a mobilisé en 2019¹ 424 millions d'USD répartis sur 196 projets



La stratégie de la FAO

Le programme de travail de la FAO en Afrique, qui rassemble des partenariats et des investissements, s'attache à réaliser la sécurité alimentaire pour tous et assurer que les populations ont un accès régulier et adéquat à des aliments de qualité, nutritifs et sûrs, pour leur permettre de mener une vie active et saine. En se fondant sur un examen approfondi, transsectoriel et interdisciplinaire des problèmes et tendances régionaux, et dans le droit fil des engagements de développement sur le continent, la FAO travaille sur trois initiatives régionales:

- L'engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici 2025 – L'initiative vise à renforcer les politiques, les partenariats et les ressources/investissements en faveur d'interventions coordonnées et harmonisées à l'appui des efforts régionaux et nationaux de promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition
- L'intensification durable de la production et le développement de la chaîne de valeur – L'initiative soutient un programme de transformation du système alimentaire qui se doit d'être inclusif et durable
- Favoriser la résilience dans les zones arides d'Afrique – L'initiative renforce la résilience des systèmes alimentaires et des communautés rurales les plus vulnérables.

- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- **Autre**

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure le financement de nouveaux projets ou de révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**millions d'USD**

États-Unis d'Amérique	92
Union européenne	89
OCHA	36
Fonds fiduciaire conjoint administré par le PNUD	29
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	28
Allemagne	19
Suède	15
FVC	15
UNOPS	11
Mozambique	10
Japon	8
Suisse	7
Belgique ³	7
Fonds fiduciaire administré par le PAM	7
Fonds pour la consolidation de la paix	7
Angola	6
Pays-Bas	5
Congo	3
France	3
République démocratique du Congo	3

Principaux pays du programme**millions d'USD**

Somalie	97
Mozambique	49
Soudan du Sud	44
République démocratique du Congo	41
Zimbabwe	27
Zambie	18
Malawi	15
République centrafricaine	15
Angola	14
Ouganda	12
Burundi	11
Éthiopie	10
Burkina Faso	6
Libéria	6
Cameroun	5
Nigéria	4
Mali	4
Congo	4
Niger	2
Gabon	2

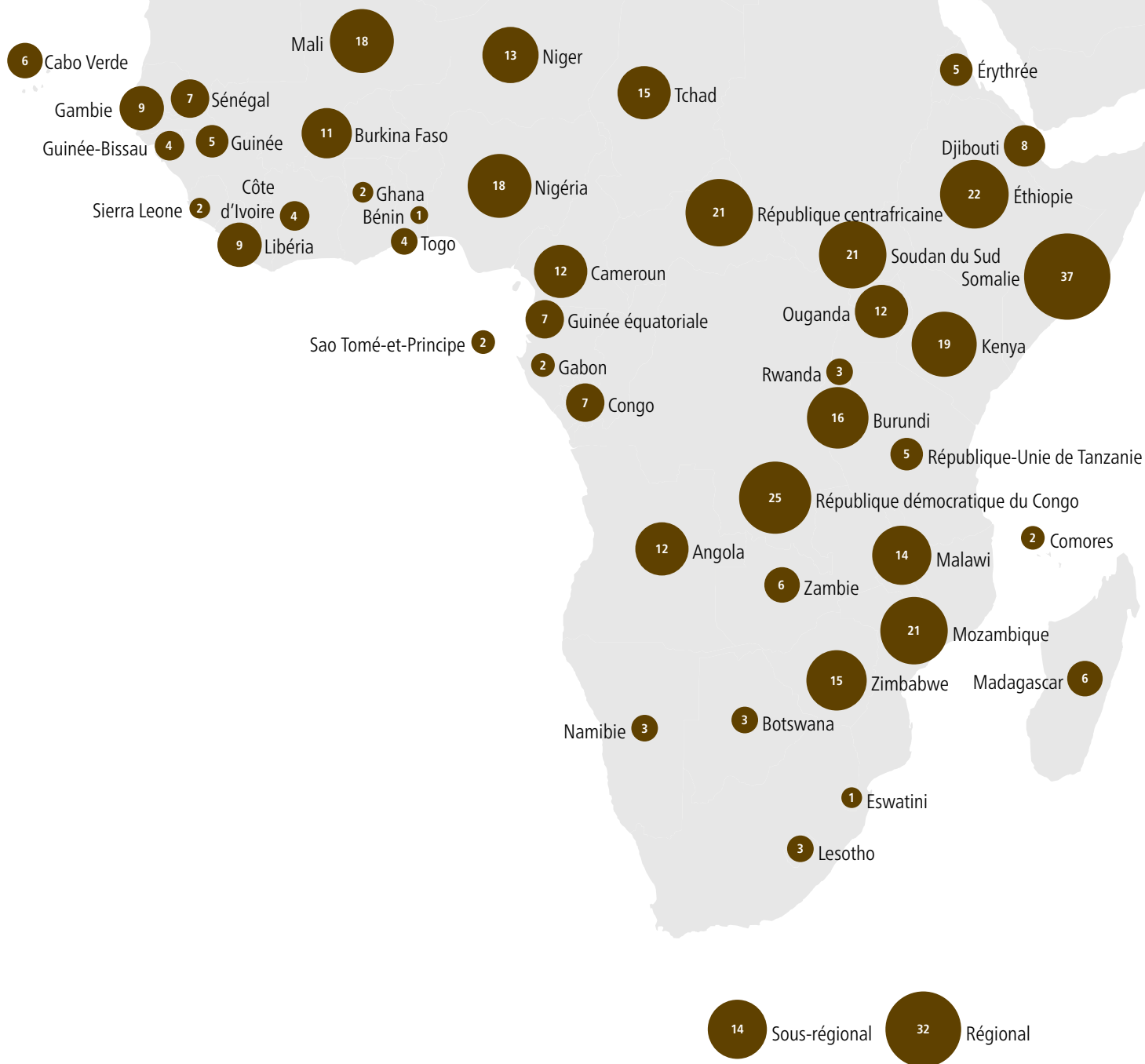
³ Y compris l'agence flamande de la Coopération internationale.

Quelques réalisations et événements régionaux en 2019

- Deux ateliers (à Addis-Abeba [Éthiopie], 28-30 mai et à Dakar [Sénégal], 12-14 novembre) ont aidé les pays de l'Union africaine (UA) à identifier des voies concrètes pour intégrer la gestion de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles à leurs plans stratégiques nationaux pour réaliser la vision commune du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la Déclaration de Malabo.
- Le premier **Dialogue de leadership sur la sécurité alimentaire en Afrique** (à Kigali [Rwanda], 5-6 août) s'est attaché à établir des moyens concrets de renforcer et d'accélérer le soutien aux programmes de sécurité alimentaire en Afrique et d'aider l'agriculture africaine à mieux s'adapter au changement climatique par le biais de partenariats plus robustes et d'une meilleure coordination. Organisé en partenariat avec l'UA, la BAfD, le FIDA et la Banque mondiale, l'atelier a rassemblé plus de 250 décideurs de haut niveau, dont 28 ministres et lauréats de prix Nobel.
- Une session de renforcement des capacités (Elmina, [Ghana], 24-27 septembre) sur la manutention et le traitement du poisson au moyen de la technique FTT-Thiaroye a autonomisé 60 femmes et jeunes issus de 28 pays d'Afrique subsaharienne.
- Le projet **Élevage durable en Afrique d'ici 2050** a fait intervenir les parties prenantes de six pays africains, pour leur permettre d'identifier les problèmes de santé publique liés à l'élevage et d'établir les priorités en matière de développement des politiques en découlant.
- La **réponse d'urgence à la sécheresse en Somalie de la FAO** a atteint 71 585 ménages vulnérables dans 37 districts de tout le pays. Une assistance combinant des distributions d'intrants et de liquidités a été fournie à 52 435 exploitants familiaux, et 308 848 ménages supplémentaires ont bénéficié de la campagne nationale de traitement du bétail.
- Un atelier sous-régional de renforcement des capacités en matière d'emploi des jeunes et d'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur agricoles a été organisé en avril pour les pays d'Afrique centrale. Il a soutenu le développement de plans d'action nationaux pour accélérer la création d'emplois chez les jeunes dans l'agroalimentaire.
- La FAO a participé au **Forum sur la révolution verte en Afrique à Accra** (Ghana) du 3 au 6 septembre. Plus de 2 400 délégués issus de 89 pays ont assisté au Forum, notamment des chefs d'État et des hauts responsables gouvernementaux, ainsi que des acteurs non gouvernementaux.

La FAO en Afrique

Projets en cours en 2019⁴



Exécution en 2019: **364 millions d'USD**
à l'appui de **520 projets** en Afrique⁵

⁴ Ce chiffre correspond au nombre de projets opérationnellement actifs à tout moment entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

⁵ Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre dans la région au cours de l'année 2019.

Mise en œuvre du Programme Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FIRST)

Un environnement plus favorable à la sécurité alimentaire et la nutrition et à une agriculture durable a été établi dans les pays et les régions cibles.



©FAO/Giulio Napolitano

Au cours des 70 dernières années, les systèmes alimentaires ont évolué pour réduire la sous-nutrition et l'insécurité alimentaire. Si ces changements ont contribué à une diminution non négligeable de la faim au niveau mondial, ils ont également eu un coût pour la planète et pour la santé humaine. La création d'un environnement favorable aux investissements visant l'atteinte de l'ODD 2 dans les pays en développement est essentielle pour maximiser l'impact. Bien que les semences soient un élément indispensable, elles ne suffisent pas à elles seules à garantir que les plantes portent des fruits. De la même façon, les ressources financières sont essentielles, mais elles ne peuvent pas seules créer un monde libéré de la faim et de la malnutrition.

APPROCHE

Dans un effort collectif de lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition à travers la promotion de pratiques agricoles durables, l'UE et la FAO ont lancé le Programme FIRST destiné à fournir une assistance aux politiques et au développement de capacités aux pays et aux organisations régionales qui cherchent à résoudre les obstacles à la réalisation de l'ODD 2 spécifiques au contexte. L'établissement de conditions favorables à l'investissement public et privé encouragera l'agriculture durable et soutiendra la nutrition, la santé, le bien-être, la croissance économique et la stabilité. Le Programme FIRST soutient les gouvernements en:

- évaluant l'efficacité des politiques, des plans et des programmes;
- développant les capacités par une assistance aux politiques;
- promouvant un dialogue politique inclusif;
- partageant les meilleures pratiques pour obtenir des résultats.

Au Niger, FIRST a aidé le Haut Commissariat à l'Initiative 3N à formuler une nouvelle Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN), adoptée par le Gouvernement en novembre 2018. Cette politique représente un changement majeur dans la façon d'aborder les problèmes liés à la nutrition en préconisant une approche multisectorielle. La PNSN est désormais le «cadre» de référence pour quiconque a pour ambition de lutter contre l'insécurité alimentaire ou la malnutrition, puisqu'elle englobe et coordonne tous les efforts. Avec l'appui de FIRST, le plan d'action a été budgété à l'issue d'un processus participatif en 2019. Les interventions ont été hiérarchisées et le budget du plan de nutrition a été aligné sur les budgets des ministères concernés. FIRST a également aidé à augmenter la sensibilisation du personnel des différents ministères sur l'importance d'intégrer la nutrition et d'établir des points focaux sur la nutrition dans chaque ministère pertinent.

RÉSULTATS

- FIRST a travaillé sur 59 processus politiques dans 27 pays. Huit politiques, stratégies et programmes d'investissement ont été formulés et validés dans sept pays en 2019 avec le soutien de FIRST. Depuis son lancement, le Programme a soutenu la formulation et la validation de 38 politiques nationales sectorielles et transsectorielles, stratégies, lois-cadres et programmes d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable dans 19 pays, dont 28 (74 pour cent) ont désormais été officiellement adoptés par les gouvernements.
- En 2019, FIRST a amélioré la coordination stratégique et le dialogue inclusif entre les secteurs et les acteurs de 20 pays, ce qui représente un progrès de 78 pour cent par rapport aux cibles fixées.
- En 2019, des diagnostics complets évaluant la pertinence et la faisabilité d'un cadre politique sur la sécurité alimentaire et la nutrition et identifiant les actions clés pour résoudre les obstacles et accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 2 ont été menés dans 19 pays. Ces diagnostics sont utilisés par les gouvernements et les délégations de l'UE pour renseigner la prise de décision en matière d'investissements stratégiques, ainsi que par la FAO pour sa programmation.
- En décembre 2019, les fonctionnaires responsables des politiques FIRST, la FAO, l'UE et les représentants des gouvernements de plus de douze pays d'Afrique subsaharienne ont rencontré des organisations de producteurs, des institutions de crédit et des associations de consommateurs. Ils ont identifié des actions au niveau national pour permettre au secteur privé de mieux contribuer à des systèmes agroalimentaires plus durables et à des possibilités concrètes d'apprentissage mutuel et de CSST.



DURABILITÉ

- Le renforcement des capacités des agents moteurs du changement au niveau national et la création de partenariats plus robustes avec des acteurs clés au niveau national et mondial stimuleront leur contribution au développement d'un environnement favorable à la sécurité alimentaire et la nutrition, au-delà de la durée de FIRST.
- Il convient de générer, saisir et partager les connaissances sur la manière de renforcer un environnement propice à l'accélération des progrès vers la réalisation des ODD. Ceci passe par exemple par une série de notes d'orientation politique pour garantir que les décideurs ont accès aux informations sur la façon dont les questions sectorielles affectent la sécurité alimentaire et la nutrition, et pour identifier la meilleure façon d'intégrer ces considérations dans les politiques.

Période: 2015-2022

Partenaire de ressources: Union européenne

Pays du programme: mondial

Renforcer la sécurité alimentaire en améliorant les systèmes statistiques agricoles pour la production du riz en Afrique subsaharienne

Les pays bénéficiaires ont développé leurs capacités et devraient considérablement améliorer leur enquête de production du riz au plan national en adoptant des méthodes plus fiables et plus efficaces.



©FAO

L'Afrique subsaharienne a la proportion la plus élevée de personnes sous-alimentées du monde (environ 20 pour cent). La consommation de riz en Afrique augmente plus vite que n'importe quelle autre culture de base, et différentes initiatives œuvrent au développement du secteur du riz en stimulant la production et en améliorant la productivité, l'efficacité du marché et les partenariats sur la chaîne de valeur pour assurer la sécurité alimentaire. Les statistiques agricoles, et en particulier les données sur la production rizicole, sont un élément essentiel pour assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi efficace des politiques nationales sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle. Les États membres de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) ont besoin de développer leurs capacités pour produire des statistiques agricoles fiables et exactes afin d'élaborer des stratégies de développement de la riziculture.

APPROCHE

Le projet «Renforcement des statistiques agricoles et des données de sécurité alimentaire dans les pays de la CARD par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud» a amélioré la capacité des pays de la CARD à collecter rapidement des statistiques fiables sur la superficie rizicole, les rendements et la production à l'aide de nouvelles méthodes statistiques et de l'expertise et des expériences de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et du Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) par l'intermédiaire du Programme de CSST de la FAO. Grâce au mécanisme de CSST, le savoir accumulé par plusieurs pays d'Afrique a été partagé pour mettre au point leur propre expertise dans le domaine des statistiques agricoles, ce qui a favorisé une bonne appropriation locale. Des méthodes d'enquête appropriées ont été identifiées et des formations et des enquêtes pilotes destinées à améliorer les compétences d'enquête et à comparer les résultats collectés ont été menées dans les neuf pays cibles, en utilisant différentes méthodes et avec le soutien d'experts asiatiques et africains. Les participants étaient des fonctionnaires, des statisticiens et des agents recenseurs issus des ministères et des autorités locales impliquées dans les statistiques officielles. Après avoir participé ensemble aux enquêtes pilotes, les experts asiatiques et les participants africains ont continué à communiquer efficacement via des groupes de discussion créés pour chaque enquête pilote. Le partage de messages, de questions, de photographies et de vidéos a rendu les enquêtes pilotes plus efficaces et fructueuses grâce à ce soutien expert rapide et fourni à titre gratuit.

«Ces activités ont aidé les États membres de l'ANASE à former des experts en statistiques agricoles. Ces ressources peuvent être utilisées dans les pays africains pour le transfert de technologie, en particulier pour les enquêtes sur la production rizicole, car les États membres de l'ANASE sont les principaux pays producteurs de riz dans le monde et ils ont de l'expérience dans le développement de leurs propres méthodes de production rizicole.»

Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable – Volume 2, Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud



RÉSULTATS

- Dix ateliers de formation, huit enquêtes pilotes et un prétest ont été menés dans le cadre du projet, et neuf pays ont bénéficié des activités. Les experts d'ANASE et d'AfricaRice ont fait des présentations aux participants des pays cibles sur les méthodes d'enquête mises au point au cours des efforts conjoints menés précédemment avec le Japon et ont partagé leurs propres expériences.
- Les enquêtes pilotes ont permis de faire des estimations sur la superficie, la production, le rendement et d'autres données pertinentes (par ex. la méthode de plantation, la variété de riz et l'utilisation d'intrants chimiques) dans les pays cibles.
- Cinq séminaires conclusifs au niveau des pays cibles et trois ateliers régionaux ont été organisés, ce qui a permis de partager les résultats, de comparer les méthodes et de tenir des discussions sur les méthodes d'enquête appropriées et la façon d'améliorer les enquêtes sur la production rizicole dans la région.
- Plus de 800 fonctionnaires et agents recenseurs formés dans les pays cibles ont amélioré leur capacité de planification et de gestion des enquêtes nationales de production rizicole. Ces agents devront mener l'enquête pilote après la fin du projet et former d'autres collègues à l'utilisation des résultats de formation.

DURABILITÉ

En raison du large champ d'application des méthodes d'enquêtes adoptées, les enquêtes peuvent être utilisées dans les pays africains présentant des cultures du riz et des systèmes statistiques agricoles différents. Le projet a produit des manuels de normes sur les méthodes d'échantillonnage par listes et par points adaptées aux besoins de chaque pays cible, ainsi que des Directives sur la planification d'une enquête sur la production rizicole. Ces documents informent les usagers sur la conduite d'enquêtes de production rizicole dans les pays membres de la CARD et recommandent des actions ultérieures relatives aux statistiques agricoles.

Période: 2013 - 2019

Partenaire de ressources: Japon

Pays du programme: Bénin, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Nigéria, Ouganda et Sénégal

Établir une coopération Sud-Sud à l'appui du Programme national d'investissement agricole (PNIA) en République démocratique du Congo

Des connaissances et des technologies agricoles ont été transférées de manière efficace dans le cadre du programme de travail de CSS de la FAO pour soutenir la sécurité alimentaire des ménages et du pays en République démocratique du Congo et promouvoir des changements positifs à l'échelle communautaire.



©FAO

Bien que la République démocratique du Congo présente un potentiel agricole immense, sa population de 90 millions d'habitants est confrontée à l'une des crises alimentaires et nutritionnelles les plus graves du monde. La montée des conflits intercommunautaires a entraîné des déplacements massifs de population, la destruction des infrastructures, des prix alimentaires très élevés, la perte des moyens d'existence, le manque de diversité alimentaire, des infestations de ravageurs et des épidémies sanitaires, comme la maladie à virus Ébola, le choléra et la rougeole. Puisque 75 pour cent des familles rurales dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, il est essentiel d'assurer leur accès aux intrants et aux nouvelles technologies pour améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire.

APPROCHE

Le projet visait à augmenter la production agricole de la République démocratique du Congo en développant les secteurs des cultures végétales, de l'élevage et des pêches par le biais d'une amélioration de la productivité et la compétitivité sectorielle grâce à l'introduction de technologies de production appropriées, au renforcement des infrastructures de transformation et de conservation et de l'accès au marché. Ce projet national du Programme de CSS FAO-Chine a facilité la fourniture d'une assistance technique chinoise à la République démocratique du Congo dans les domaines de la production céréalière, l'horticulture, l'élevage, l'aquaculture, les machines agricoles et la protection des plantes, par le déploiement d'experts et la participation des communautés locales. Le projet a touché 2 260 ménages.

Cinq experts chinois et huit techniciens ont été détachés à Lubumbashi pendant deux ans. Ils ont collaboré avec les partenaires locaux pour comprendre les difficultés auxquelles les communautés d'exploitants sont confrontées et pour trouver des solutions. Le projet a aidé les

ménages à satisfaire leurs besoins en céréales et légumes, et a augmenté le revenu net des agriculteurs. Il a également enseigné de nouvelles technologies agricoles aux agriculteurs locaux.

«J'ai suivi la formation sur la riziculture avec des experts chinois et congolais. (...) Après avoir maîtrisé les différentes techniques enseignées, nous avons mis en place avec succès le champ de démonstration pour la multiplication du riz, qui a produit environ huit tonnes de riz/ha alors qu'avec nos anciennes techniques, notre rendement variait entre 800 kg et 1,5 tonne/ha.»

Mme Omongo Kangidila Benedicte, bénéficiaire du projet

RÉSULTATS

- Grâce aux activités menées par le projet, 21 associations ont été formées et d'autres ont été transformées en coopératives, touchant 3 057 bénéficiaires.
- Quarante séances de formation ont été organisées et 2 900 manuels techniques ont été distribués. Des démonstrations de différentes techniques de production végétales (dont le riz, le soja, le mil, le maïs et les légumes) et de technologies appliquées ont aidé à introduire avec succès 67 nouvelles variétés de cultures et 45 nouvelles techniques, y compris la méthode sur sol sec. Les exploitants locaux ont aussi appris comment détecter et prévenir les infestations de ravageurs comme la chenille légionnaire d'automne et les aphidiens.
- Les agriculteurs locaux ont reçu une formation sur les techniques d'élevage et de gestion des lapins, des cochons, des chèvres et des poulets. Le Bureau d'inspection vétérinaire et de quarantaine du Haut Katanga a présenté des produits vétérinaires aux éleveurs de volaille.
- Des couples de lapins reproducteurs ont été utilisés pour augmenter le cheptel de l'association Kasomeno (qui est passé de quatre à 13), ce qui a permis l'utilisation des lapins en métayage avec l'association de Shibukeni à Sapwe.
- Une machine de fabrication à la main de granulés pour poisson a été introduite. Des experts aquacoles ont bâti cinq cages (pour un volume de 24 mètres cubes) qui ont été remplies avec 30 kg d'alevins à titre de démonstration, produisant des tilapias de 1 kg après six mois.
- Le rendement moyen a augmenté de 133 à 466 pour cent pour le riz, de 25 à 40 pour cent pour le soja et de 28 à 140 pour cent pour le maïs. La production de mil a atteint 6,3 tonnes par hectare.
- La récolte de choux, de tomates, de poivrons et d'oignons a considérablement augmenté (entre 38 et 73 pour cent) après la fourniture d'une assistance aux agriculteurs sur l'ameublissement et la préparation des sols, la construction des lits de semence et les techniques de semis.



DURABILITÉ

- Les petits exploitants ont aussi reçu une formation à la transformation après récolte. En transformant le maïs en fourrage et le soja en lait, les familles ont pu mettre leurs produits sur le marché et améliorer leurs revenus mensuels.
- L'amplification de ce projet pour étendre ses impacts positifs exigera le renouvellement des partenariats pertinents et une augmentation des investissements dans l'agriculture locale. Avec des ressources adéquates, les technologies et les variétés introduites par le Programme de CSS FAO-Chine pourraient être utilisées à bien plus grande échelle, pour toucher davantage de bénéficiaires dans tout le pays et promouvoir l'intensification agricole et la diversification en République démocratique du Congo.

Période: 2017-2019

Partenaire de ressources: République populaire de Chine

Pays du programme: République démocratique du Congo

Soutenir la production alimentaire durable, la sécurité alimentaire et la résilience face au climat dans les hautes terres du Burundi.

Le Burundi a amélioré ses systèmes de production pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable en mettant en place une gestion intégrée du paysage et des chaînes de valeur alimentaires durables.



©FAO/Giulio Napolitano

Le Burundi, un pays enclavé au cœur de la région des Grands Lacs, est pénalisé par son éloignement des zones d'approvisionnement et ses conditions géographiques. La topographie du Burundi et le fort taux de pluviosité du pays entraînent un phénomène d'érosion qui provoque de fréquents glissements de terrain. Ces derniers ont naturellement modifié la qualité de l'eau des lacs, principale source d'eau potable. Ce phénomène d'érosion hydrique a également réduit la disponibilité en terres arables, déjà rares au Burundi, ainsi que la fertilité des sols, deux des éléments essentiels pour un pays densément peuplé. Le problème est ultérieurement aggravé par la perte associée de biodiversité agricole. Cette situation contribue à la persistance de pénuries alimentaires, à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition chronique, aux conflits fonciers et sociaux, à la pauvreté, à l'exode rural et à la vulnérabilité croissante face au changement climatique.

APPROCHE

Le projet pilote d'Approche intégrée de la sécurité alimentaire fait partie du Programme pour des systèmes alimentaires résilients en Afrique et vise à augmenter l'adoption de systèmes de production améliorés et résilients à travers la gestion intégrée du paysage et la promotion de chaînes de valeur alimentaires durables. Il s'attaque aux principaux facteurs de la dégradation environnementale et fournit aussi une assistance pour améliorer la productivité agricole au sein des systèmes agraires constitués de petits exploitants où l'insécurité alimentaire est directement liée à l'agriculture. L'intervention a organisé et formé des plateformes à l'échelle de la province sur la Gestion durable des terres (GDT) et sur les moyens d'existence des communautés. Elle a également créé des Champs-écoles des producteurs (CEP) pour renforcer les capacités dans: (i) la restauration des terres dégradées par la gestion intégrée des bassins versants; (ii) la stabilisation des sources d'eau dans le but d'améliorer la qualité de l'eau; (iii) le suivi et l'évaluation des impacts écologiques et socioéconomiques. Le projet s'est assuré que les dimensions du genre et de la nutrition soient prises en compte dès sa conception et a traité ces facteurs comme des déterminants essentiels pour résoudre l'insécurité alimentaire.

«Avant d'aller au CEP, je n'avais pas suffisamment de connaissances en techniques agricoles; mais grâce au CEP, j'ai pu apprendre et internaliser de bonnes pratiques agricoles qui me permettent de récolter bien plus qu'avant. J'ai par exemple semé 10 kg de haricots et la récolte a été de 334 kg. Avant mon passage au CEP, lorsque je semais 10 kg de haricots nains, je récoltais seulement 20 à 30 kg.»

Marguerite Maniragumije, membre du CEP de Kerebuka Duterimbere, colline de Muyebe, commune de Kayokwe dans la province de Mwaro.

Après sa formation en CEP, Marguerite a été en mesure d'acheter un lopin de terre pour 400 000 FBu (environ 200 USD). Grâce aux semences maraîchères que la FAO lui a fournies, le produit de la vente de sa production de choux a permis à sa famille de rassembler le capital nécessaire pour acheter des chèvres et des cochons.

RÉSULTATS

- Pour l'instant, 75 CEP ont été créés et les capacités des communautés locales ont été renforcées.
- La capacité nationale de suivi et d'évaluation des impacts socioéconomiques et écologiques du projet a été renforcée grâce à la formation de 110 fonctionnaires gouvernementaux à différents outils de GDT, notamment à EX-ACT (Ex-Ante Carbon Balance Tool), DATAR (outil d'évaluation de la biodiversité) et Collect Earth.
- Les CEP ont formé 9 000 producteurs, dont les moyens d'existence ont été renforcés. La formation offerte par les CEP portait notamment sur la gestion intégrée des bassins versants, les pratiques agricoles résilientes et la nutrition.
- Sur 30 079 ha de terres identifiées comme nécessitant une action restauratrice, 30 000 ha ont été restaurées en mettant en place une gestion intégrée des bassins versants.
- Près de 300 km de berges ont été stabilisées pour améliorer la qualité de l'eau.
- Neuf comités de bassins versants ont été renforcés pour servir au niveau local de ressources de partage des connaissances sur la GDT/gestion intégrée des ressources nationales.
- Trois séances de formation sur la collecte des données ont été organisées au niveau provincial à l'attention des utilisateurs locaux de DATAR, réunissant 90 personnes.
- Des bonnes pratiques de GDT ont été mises en œuvre pour restaurer 4 500 ha de terres dégradées.
- Quarante-trois groupes CEP ont produit 2 150 000 arbres d'agroforesterie et de foresterie, qui devraient couvrir 4 300 ha de terres.
- Des plantations de bambou ont permis de stabiliser 150 km de berges.



DURABILITÉ

- À travers les plateformes provinciales, les cadres locaux ainsi que d'autres décideurs ont appris de nouvelles pratiques de GDT et reconnu l'importance de leur rôle pour sensibiliser et mobiliser les communautés locales à la protection des ressources naturelles.
- Durant la mise en œuvre du projet, des accords ont été signés avec: (i) Biodiversity International – pour renforcer les capacités en biodiversité agricole et en évaluation de la résilience; (ii) L'Office burundais pour la protection de l'environnement – pour produire 250 000 arbres indigènes et 50 000 plants de bambou; (iii) l'Institut des sciences agronomiques du Burundi – pour produire six tonnes de semences maraîchères; (iv) l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire, l'Association pour le développement intégral des collines et l'Association pour la promotion des cultures vivrières – pour des activités de gestion intégrée du bassin versant.
- Le succès initial du projet a permis de mobiliser d'autres ressources du FEM pour l'extension des CEP à d'autres provinces grâce à un nouveau projet du Fonds pour les pays les moins avancés.

Période: 2017-2021

Partenaire de ressources: FEM

Pays du programme: Burundi

Encourager des investissements agricoles responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en Afrique et au-delà

La formulation de politiques évolue pour encourager les investissements agricoles responsables nécessaires pour éradiquer la pauvreté, la faim et le chômage des jeunes en utilisant des méthodologies et des outils innovants.



©FAO

L'augmentation des investissements agricoles responsables est essentielle à la réalisation des ODD. Pour atteindre l'ODD 1 et l'ODD 2, on estime que l'Afrique devrait canaliser 168 milliards d'USD supplémentaires par an, dont environ 75 pour cent devraient aller à l'agriculture. En particulier, il convient de donner aux jeunes les moyens de se lancer dans des investissements agricoles responsables dont ils bénéficieraient au premier chef. En effet, les investissements effectués aujourd'hui par de jeunes entrepreneurs dans les chaînes de valeur agricoles garantissent la sécurité alimentaire des générations futures. Par ailleurs, donner aux jeunes les moyens d'investir dans leurs propres activités à travers des incitations et des services appropriés est fondamental pour enrayer le problème mondial du chômage élevé des jeunes. Le chômage des jeunes atteint 30 pour cent en Afrique du Nord, et en Asie, les jeunes ont 5,4 fois plus de chances d'être au chômage que les adultes.

APPROCHE

Le projet a apporté un soutien au développement des capacités pour encourager les investissements agricoles responsables grâce à l'adoption de méthodologies et d'outils innovants. Il visait en outre à donner les moyens aux jeunes agri-entrepreneurs de s'engager dans des investissements responsables. Ses principales réalisations ont été:

- l'introduction d'un outil d'évaluation rapide des capacités et la réalisation d'une évaluation des capacités multipartites des investissements agricoles responsables et des jeunes dans la région du Bassin du fleuve Sénégal (BFS) et en Asie du Sud-Est;
- la création d'un programme d'apprentissage mixte destiné aux décideurs de la région du BFS sur l'environnement porteur aux investissements agricoles responsables, menée en collaboration avec l'Initiative Prospective agricole et rurale (IPAR);

- une planification et une évaluation stratégique complète en Tunisie afin d'identifier les principaux domaines d'intervention pour favoriser l'engagement des jeunes dans des investissements agricoles responsables, avec l'Institut national de recherche agricole de Tunisie, l'Université de sciences appliquées de Berne et l'Agence de promotion des investissements agricoles tunisienne.

«Les résultats serviront au niveau national pour examiner les programmes en cours et voir comment les adapter aux principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.»

Abdoulaye Diop, Agence nationale mauritanienne pour l'emploi des jeunes, commentant l'utilité du programme mené dans la région du BFS

«Les bons exemples d'incubateurs découverts dans le contexte de l'évaluation des jeunes m'ont inspiré pour travailler à la création d'incubateurs dans les régions rurales de la Guinée.»

Abdoulaye Balde, Agence de promotion des investissements privés de Guinée à propos de la reproductibilité des bonnes pratiques

RÉSULTATS

- Dans la région du BFS, le projet a renforcé les capacités de 25 décideurs de haut niveau issus de plus de 15 agences et a eu pour résultat l'élaboration de plans d'action nationaux. La FAO continue de soutenir la finalisation des plans d'action dans le cadre de la phase II du programme d'apprentissage. Les jeunes agri-entrepreneurs et les décideurs en question partagent leurs informations et bonnes pratiques par le biais d'une plateforme virtuelle.
- En Tunisie, le projet a conduit à la rédaction de trois rapports qui ont identifié les tendances d'investissement et d'emploi par région, ainsi que les chaînes de valeur prioritaires et les régions cibles. Il a également amélioré le dialogue multipartite sur les politiques en organisant un atelier destiné à identifier une vision commune pour les jeunes agri-entrepreneurs. L'atelier a aussi donné aux jeunes entrepreneurs l'occasion de présenter leurs produits.
- En Asie du Sud-Est, le premier outil d'évaluation est utilisé dans la consultation et la planification sur les investissements agricoles responsables et les jeunes des pays de l'ANASE, à la fois au niveau régional et national, en collaboration avec le Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines dans les zones rurales.



DURABILITÉ

- Le programme d'apprentissage utilisé dans la région du BFS sera employé dans au moins trois autres pays (République démocratique populaire lao, Libéria et Sierra Leone) par le biais d'un financement allemand. Le cours «Créer un environnement favorable aux investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires» est disponible en ligne via le centre d'apprentissage électronique de la FAO.
- En se basant sur l'expérience menée en Tunisie, la FAO et l'Université de sciences appliquées de Berne prévoient de développer un outil de planification stratégique pour permettre sa réplique dans d'autres pays.
- En Tunisie, le projet a contribué à la mobilisation de ressources supplémentaires par le biais du Mécanisme multidonateurs flexible pour assurer un soutien initial à la mise en œuvre de la feuille de route, centrée à la fois sur les décideurs et sur les jeunes agri-entrepreneurs.

Période: 2017-2020

Partenaire de ressources: France et Suisse

Pays du programme: région du Bassin du fleuve Sénégal (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal), Tunisie et Asie du Sud-Est

Renforcer la coordination transfrontalière dans la région du Karamoja pour améliorer le partage des ressources naturelles et les mouvements de troupeaux

Les communautés de chaque côté de la frontière ont travaillé ensemble pour résoudre les conflits et améliorer la gestion des ressources naturelles, ce qui a eu pour conséquence une amélioration de la résilience et des moyens d'existence, davantage d'échanges commerciaux et de paix.



© FAO/Agatha Ayebazibwe

Le terme «Cluster élargi du Karamoja» fait référence à une zone géographique transfrontalière qui englobe le sud-ouest de l'Éthiopie, le nord-ouest du Kenya, le sud-est du Soudan du Sud et le nord-est de l'Ouganda. Situé loin des capitales, le cluster présente les indicateurs de développement social les plus bas et l'accès le plus médiocre aux services de ces quatre pays. La région est mal intégrée aux systèmes nationaux de commercialisation du bétail et aux infrastructures d'exportation de la Corne de l'Afrique. L'insécurité alimentaire persistante des communautés pastorales qui résulte de cette situation est aggravée par les maladies animales transfrontalières, les longs et fréquents épisodes de sécheresse ainsi que les phénomènes liés au changement climatique, les litiges intercommunautaires récurrents pour l'attribution des ressources naturelles et les conflits d'origine ethnique à l'intérieur et à l'extérieur des frontières.

APPROCHE

Le projet de coordination transfrontalière visait à faciliter les efforts visant à promouvoir la coordination intracommunautaire de la mobilité des troupeaux, la préservation des ressources naturelles et le partage de celles-ci dans les zones transfrontalières, qui sont du ressort de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Des interventions aux niveaux communautaire, national et du cluster du Karamoja ont été menées dans le but de parvenir à une transformation sociale durable, d'encourager l'innovation et de prévenir les conflits. Afin d'établir une coordination transfrontalière efficace, un diagnostic territorial initial a identifié les institutions traditionnelles et les acteurs territoriaux et analysé les rôles et responsabilités des autorités locales ainsi que les déséquilibres des forces en présence.

En 2019, la bonne pratique qui en a découlé a été choisie parmi les 25 projets de développements lauréats du Programme Global Best Practice de l'Expo 2020 Dubaï, illustrant l'interconnexion humanitaire-développement-paix et comment des initiatives menées au niveau communautaire peuvent avoir des effets de grande ampleur à l'échelle régionale.

Désormais, les groupes pastoraux transfrontaliers collaborent pour s'échanger des informations essentielles sur la sécheresse, le prix du fourrage et les pâtures disponibles, ce qui a revitalisé les réseaux de connaissance qui avaient été perturbés par plusieurs années de conflits violents. «Avant la paix, personne ne partageait les informations. C'était chacun pour soi», raconte Samuel Loyopo, 25 ans, qui cultive désormais du maïs qu'il vend sur les marchés locaux transfrontaliers, où ses clients sont principalement originaires du comté de Turkana ou d'Ouganda.

RÉSULTATS

- Après la signature du protocole d'accord entre le Kenya et l'Ouganda en 2013, l'IGAD a établi son premier bureau de coordination pour le Cluster élargi du Karamoja à Moroto (Ouganda). Des réunions transfrontalières et régionales ont été organisées sur la santé animale et le partage des ressources afin d'aborder la question du contrôle des maladies, plus particulièrement entre l'Éthiopie et le Kenya et entre la Tanzanie et le Kenya. En 2015, le protocole d'accord est devenu multilatéral, et en 2019, il a été signé pour régler la question de la santé animale transfrontalière et des mesures sanitaires pour la région du Karamoja.
- L'apaisement des conflits transfrontaliers a permis aux négociants de se déplacer entre le Kenya et l'Ouganda plus fréquemment et en toute sécurité, ce qui a augmenté le commerce du bétail, des céréales et d'autres produits.
- Les autorités du comté de Turkana au Kenya et celles des districts de Moroto et Kotido en Ouganda ont non seulement augmenté leurs échanges commerciaux, mais ils ont également développé une riposte conjointe à la sécheresse, qui prévoit notamment la vaccination des bébés et le traitement vétérinaire du bétail.
- Le partage des ressources a encouragé la création de plateformes qui facilitent le règlement des litiges, la conclusion d'accords de paix et la formulation de politiques communes sur le pâturage pour prévenir de nouveaux conflits.



DURABILITÉ

- Le projet a encouragé le partage des ressources naturelles, la création de plateformes pour résoudre les litiges et la coexistence pacifique entre les peuples Turkana et Karamojong. Il a renforcé les institutions pastorales traditionnelles et dynamisé la résilience des communautés pastorales face aux catastrophes et aux sécheresses.
- La collaboration transfrontalière a amélioré les liens entre les autorités locales et les communautés, ce qui a facilité l'intégration de plans communautaires dans les politiques locales.
- La FAO continue d'ancrer la pratique de partage des ressources transfrontalières dans les stratégies régionales et nationales et dans les politiques. Ce travail est réalisé en étroite collaboration avec l'IGAD et ses institutions spécialisées.

Période: 2007-en cours

Partenaire de ressources: Suisse et Union européenne

Pays du programme: Éthiopie, Kenya, Ouganda et Soudan du Sud



©FAO/Ariel Sophia Bardi

Asie et Pacifique

La région Asie et Pacifique est une région dynamique qui a connu un développement et des réussites inspirants au cours des dernières décennies. Grâce à un boom économique sans précédent, 1,3 milliard de personnes sont sorties de la pauvreté, le nombre de personnes souffrant de la faim a été divisé par deux et l'éducation et la santé se sont considérablement améliorées.

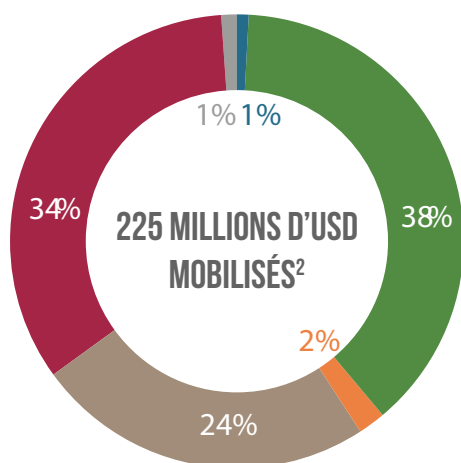
Mais il y a un revers à la médaille. La priorité exclusive donnée à la croissance économique met en danger la prospérité à long terme. La croissance économique est assombrie par la montée des inégalités et de l'exclusion, l'augmentation du travail précaire, l'absence de protection sociale, la dégradation de l'environnement et la vulnérabilité croissante face aux catastrophes d'origine climatique. La pression sur les ressources risque d'augmenter, la population de la région devant croître de 12 pour cent d'ici 2050. Par ailleurs, la région connaît une urbanisation galopante: la proportion de personnes vivant en ville est passée de 31 pour cent en 1990 à 50 pour cent en 2020. Toutefois, c'est dans les zones rurales et montagneuses que l'on rencontre encore la plus forte incidence de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Près d'un demi-milliard (479 millions) de personnes sont toujours sous-alimentées dans la région.

La stratégie de la FAO

La FAO améliore en permanence sa réponse aux besoins des pays et aux défis régionaux émergents en mettant à disposition une expertise technique interdisciplinaire de grande qualité ainsi que des avis en matière de politiques, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. La FAO structure son appui autour de cinq initiatives régionales:

- Défi «Faim zéro» – l'initiative agit sur les environnements pour encourager une agriculture et des systèmes alimentaires écologiquement viables, sensibles à la nutrition et intelligents face au climat.
- Croissance bleue – l'initiative soutient une croissance durable dans les secteurs marins, maritimes et de l'aquaculture, et renforce la gestion productive et durable des ressources naturelles.
- Changement climatique – l'initiative aide les pays à étendre leurs actions d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans l'agriculture.
- L'Initiative interrégionale en faveur des Petits États insulaires en développement – soutient les efforts des gouvernements du Pacifique et de leurs partenaires pour améliorer la durabilité et la prise en compte des enjeux nutritionnels des systèmes alimentaires.
- «Un monde, une santé» – aborde les menaces sanitaires complexes et interconnectées pour réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, créer des écosystèmes durables, protéger la santé publique et faciliter le commerce équitable.

Pour financer les efforts des années à venir, la FAO a mobilisé en 2019¹ 225 millions d'USD répartis sur 92 projets



- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- **Autre**

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure des financements de nouveaux projets ou des révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**millions d'USD**

Union européenne	77
FEM	50
États-Unis d'Amérique	27
OCHA	19
Pakistan	11
Japon	9
République de Corée	6
Népal	5
Fonds fiduciaire conjoint administré par le PNUD	5
Bangladesh	3
Norvège	2
OIM	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1
FVC	1
UNOPS	1
Inde	1
Fonds chinois pour la science et l'enseignement agricole	1
Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)	1
Allemagne	1
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	1

Principaux pays du programme**millions d'USD**

Papouasie-Nouvelle-Guinée	55
Inde	35
Bangladesh	28
Cambodge	21
Afghanistan	20
Pakistan	18
Philippines	8
Indonésie	7
Népal	5
Viet Nam	3
République démocratique populaire lao	2
Myanmar	2
République populaire démocratique de Corée	1
Chine	1
Mongolie	1

Quelques réalisations et événements régionaux en 2019

- Plusieurs événements de haut niveau ont été organisés par la FAO, notamment l'**Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région Asie et Pacifique**, «**L'avenir des forêts: Trajectoires durables pour les forêts, les paysages et les populations de la région Asie et Pacifique**», la **Réunion consultative régionale sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs agricoles de la région Asie et Pacifique**, la **Semaine forestière de l'Asie et du Pacifique** et la **Semaine de l'agriculture dans le Pacifique**. Les produits de savoir et les axes de travail développés à l'occasion de ces événements ont servi de base au travail et aux activités associées au niveau des pays.
- La **Journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN)** tenue à Bangkok (Thaïlande) le 5 juin 2019 a réuni 250 participants. Des engagements ont été pris pour lutter contre la pêche INN par l'Australie, les États-Unis d'Amérique, les Maldives, les Philippines, Sri Lanka, le Viet Nam, l'Union européenne et les agences régionales. La FAO, l'OIT et l'OIM ont appelé les pays d'Asie et du Pacifique à redoubler d'efforts en adhérant à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et en ratifiant les instruments connexes pour protéger les pêches et le bien-être des travailleurs du secteur.
- La FAO a joué un rôle clé en facilitant l'échange de connaissances et le partage d'expériences entre les pays en organisant à point nommé une **Consultation régionale sur la chenille légionnaire d'automne**, tenue à Bangkok (Thaïlande) en mars 2019. Les pays participants ont reconnu le défi que représente ce ravageur transfrontalier, qui s'est rapidement propagé dans 12 pays en moins d'un an. Le renforcement des capacités de surveillance et de suivi ainsi que des mesures intégrées de gestion des ravageurs ont été identifiées comme les activités principales à mener pour mieux gérer le problème de la chenille légionnaire d'automne dans la région. Pour amplifier la lutte contre le ravageur, la FAO a mis en œuvre plusieurs projets du PCT dans neuf pays de la région.

La FAO en Asie et dans le Pacifique

Projets en cours en 2019³



Exécution en 2019: **127 millions d'USD** à l'appui de **219 projets** dans la région Asie et Pacifique⁴

³ Ce chiffre correspond aux projets opérationnellement actifs entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

⁴ Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre dans la région en 2019.

Développer des systèmes de production et de mécanisation agricoles intelligents face au climat à Sri Lanka et au-delà

Les pratiques de production intelligentes face au climat ont permis aux petits exploitants disposant de peu de ressources de produire des cultures de base de manière durable et de devenir plus résilients face au changement climatique.



©FAO/Aruna Hewage

Les petits exploitants pauvres sont extrêmement vulnérables aux effets du changement climatique. En règle générale, leur production agricole est à peine rentable et non durable du point de vue de l'environnement. Dans certains pays comme Sri Lanka, la combinaison de fortes pluies, du travail du sol et d'un cycle médiocre des éléments nutritifs a entraîné une érosion du sol et une perte de fertilité, réduisant la productivité des fermes de montagne. L'ensablement des réservoirs d'eau qui en résulte pollue les systèmes d'irrigation et réduit la productivité de l'eau dans les basses terres.

APPROCHE

À Sri Lanka, le projet a soutenu la transition vers un système plus durable de petites exploitations agricoles grâce à la planification et la gestion intégrées du paysage. Cet objectif a été atteint en optimisant l'utilisation de l'eau, de la main-d'œuvre et des machines, et en répartissant les demandes de production de manière plus efficace entre les zones montagneuses et les basses-terres tout au long de l'année. En Zambie, grâce à la collaboration établie entre ce projet et le projet d'Intensification durable de l'agriculture en Zambie, financé par l'UE et mis en œuvre par la FAO et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, le programme de subventions national inclut désormais les exploitants concernés. Après avoir identifié les contraintes climatiques et socioéconomiques, des solutions agronomiques que les petits producteurs sont en mesure d'adopter à court terme sans investissement majeur ont été développées.

P. Sisilarathna, 43 ans et père de trois enfants, est le principal pourvoyeur de revenu d'un foyer de huit personnes dans le village de Meegassegama dans le district d'Anuradhapura à Sri Lanka. Lui et son épouse ont activement participé à toutes les activités du projet, des discussions initiales précédant la formulation du projet à la formation sur place et en champs-écoles des producteurs. Parmi les nombreuses interventions novatrices mises en œuvre au cours des trois dernières campagnes agricoles, l'application de la méthode de semis de riz paddy à la volée dans les rizières des basses-terres de M. Sisilarathna a entraîné une augmentation des rendements et de meilleurs bénéfices en raison de la réduction considérable des coûts de production.

RÉSULTATS

- Des centres d'affaires agricoles ont été créés pour les exploitants, afin de faciliter leur accès à des semences de grande qualité de variétés adaptées, à des inoculants et à des services de mécanisation. Dans ces centres, ils ont également reçu des formations sur les techniques de production et le fonctionnement des équipements, basées sur des programmes et des manuels harmonisés entre les organismes de vulgarisation à l'échelle nationale. Les centres ont été dotés d'équipements de terrain testés en conditions locales ainsi que des vidéos/guides de formation pour la production végétale intelligente face au climat. Plus de 1 130 exploitants et prestataires de service ont reçu une formation sur les pratiques de production végétale intelligentes face au climat, techniques d'inondation et d'assèchement alternés comprises.
- Selon l'Institut de recherche et de développement du riz, grâce à l'adoption de nouvelles pratiques de gestion de l'eau, les producteurs ont réduit les besoins totaux en eau d'irrigation pour la riziculture de 20 pour cent par saison, ce qui a permis d'utiliser l'eau économisée pour la prochaine saison de culture.
- Les exploitants ont pu étendre la superficie irriguée de 15 pour cent durant la saison sèche, une extension nettement supérieure à la superficie moyenne des terres habituellement cultivées en saison sèche. La communauté a eu à sa disposition la capacité en eau la plus élevée jamais enregistrée à la fin de la saison sèche.
- L'utilisation des engrais a été optimisée et réduite de 27 pour cent grâce à la plantation de cultures de couverture, à l'adoption de la technique de la palette de couleur des feuilles et de plateaux pour le semis à la volée.



DURABILITÉ

- Plutôt que d'adopter une solution unique, une gamme de pratiques agronomiques peut être adaptée pour répondre aux besoins et aux ressources des exploitants afin de les aider à faire face au changement climatique. Bien que la combinaison de pratiques se soit avérée efficace, elle nécessite toutefois d'être testée et divulguée au niveau local. Les producteurs doivent être formés pour comprendre pourquoi il est intéressant d'adopter ces pratiques et comment les utiliser, afin de renforcer leur motivation. Des politiques d'incitations appropriées devront être mises en place par les gouvernements. Lier les pratiques de production durable aux marchés est un moyen stratégique de créer une attraction pour les pratiques agronomiques qui favorisent un système de gestion agricole viable et une gérance de l'environnement intelligente face au climat.

Période: 2019-2020

Partenaire de ressources: Allemagne

Pays du programme: Asie du Sud



©FAO/Asanga Ranasinghe

Renforcer la gestion durable des pêches mondiales et la conservation de la biodiversité dans les zones hors juridiction nationale

Le Programme mondial pour la gestion durable des pêches et la conservation de la biodiversité dans les Zones hors juridiction nationale (ZHJN), ou océans communs, a débouché sur des changements transformateurs dans la gestion des pêches, de nouveaux outils pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN), ainsi qu'une réduction des impacts environnementaux de la pêche dans les ZHJN.



©FAO/FAO/Luis Costa

Les ZHJN sont les zones marines qui ne sont pas administrées par un État unique. Ce sont les océans que nous avons en commun – aussi appelés eaux internationales – qui représentent 40 pour cent de la surface du globe, soit 62 pour cent de la surface océanique et pratiquement 95 pour cent du volume des océans.

Les écosystèmes des ZHJN sont soumis aux impacts de divers secteurs et activités humaines (navigation, pollution marine, pêche et exploitation minière). Bien que des progrès aient été réalisés pour surmonter ces défis, la gestion actuelle de nombreuses pêches en ZHJN et la protection insuffisante des écosystèmes associés ont des effets dévastateurs sur la biodiversité marine et sur le bien-être socioéconomique et la sécurité alimentaire de millions de personnes directement dépendantes de ces pêches.

APPROCHE

En 2014, le Programme ZHJN-Océans communs financé par le FEM, coordonné et exécuté par la FAO et ses partenaires, a été déployé avec les objectifs suivants:

- Améliorer la mise en œuvre de politiques, de cadres juridiques et de stratégies de capture basées sur la science pour des pêches durables et la conservation de la biodiversité des ZHJN;
- Réduire la pêche INN en renforçant et en harmonisant le suivi, le contrôle et la surveillance;
- Réduire les impacts de la pêche au thon et de la pêche en eaux profondes sur les écosystèmes, y compris les effets sur les captures accidentelles et les espèces associées dans les ZHJN.

«Le Programme a catalysé des changements et des pratiques transformationnels importants dans la gouvernance et les aspects opérationnels des pêches et leur impact sur la biodiversité. Les données concernant l'intégration de ces pratiques par des acteurs institutionnels clés sont encourageantes, tout comme les premières tendances de l'impact positif du Programme indiquent une amélioration de l'état des stocks de poisson et une réduction des captures accidentelles, à commencer par la qualité et la quantité des informations disponibles.»

Évaluation finale du Programme ZHJN-Océans communs

RÉSULTATS

- Le Programme a soutenu le développement d'importants produits axés sur les connaissances qui renforcent les mesures nécessaires pour réduire la pêche INN, comme le modèle juridique des Mesures du ressort de l'État du port et les choix de conception pour les Programmes de documentation des prises pour la pêche au thon et la pêche en eaux profondes. Il a également facilité l'amélioration de la liste consolidée des navires autorisés disponible en ligne et a contribué à créer le premier cours de formation certifié par l'université sur la conformité aux règlements de pêche et leur application pour les Petits États insulaires en développement du Pacifique.
- Le programme a joué un rôle fondamental dans le développement de stratégies de capture plus durables et plus transparentes pour tous les principaux stocks de thon. Entre 2013 et 2019, le nombre de stocks de thon en surpêche est passé de treize à cinq.
- Le Programme a permis aux organisations de gestion régionale des eaux profondes de mener des évaluations de l'impact des pêches sur les écosystèmes marins vulnérables. En 2019, 18 nouvelles zones ont été délimitées pour protéger d'importantes espèces des eaux profondes comme les coraux et les éponges.
- Le Programme a réduit les captures accidentelles et la pollution marine en testant et en déployant des dispositifs de concentration de poissons sans filet maillant et biodégradables. Il a également soutenu les évaluations de stocks d'espèces de requins vulnérables et les analyses de tortues marines capturées par les pêches au thon à la palangre dans le Pacifique. Grâce à l'utilisation obligatoire des hameçons autoferrants et à d'autres mesures d'atténuation, la mortalité des tortues devrait diminuer.



DURABILITÉ

- Le Programme a rassemblé des partenaires et des acteurs très différents, dont le PNUE, la Banque mondiale, le Fonds mondial pour la nature, toutes les organisations régionales de gestion des pêches au thon et de pêches en eaux profondes, le Programme pour les mers régionales, la société civile, les gouvernements, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, en tout plus de 60 partenaires qui ont collaboré sur les questions relatives aux ZHJN.
- Cette possibilité d'échange de vues et d'expériences, en plus de faciliter une compréhension mutuelle, est de l'avis général l'un des résultats importants du Programme.
- La préparation d'une proposition pour une seconde phase du Programme est pressentie et sa soumission auprès du Conseil du FEM est prévue pour juin 2020, à l'occasion du septième cycle de reconstitution du FEM.

Période: 2014-2019

Partenaire de ressources: FEM

Pays du programme: mondial

Lutter contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) à travers l'approche «Une seule santé»

Conformément aux recommandations mondiales, des plans d'action nationaux multisectoriels sont désormais en place dans douze pays, et des capacités de laboratoire et des infrastructures ont été développées pour surveiller la RAM.



©FAO/Sergei Gapon

La RAM menace de rendre impossible le traitement des principales maladies humaines, animales et végétales. Si la tendance actuelle n'est pas corrigée, on estime que d'ici 2050, les infections résistantes aux traitements faucheront dix millions de vies humaines chaque année. Selon les projections, les pertes de vies humaines les plus importantes se produiront dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'Afrique et d'Asie. Les pertes économiques dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture devraient également être considérables.

L'un des principaux responsables de la RAM est le mauvais usage et l'abus d'antimicrobiens dans la santé humaine et animale. Les antimicrobiens sont devenus un élément fondamental de certains systèmes de production alimentaires, mais seuls 48 pays collectent régulièrement des données sur l'utilisation d'antimicrobiens (UAM) destinés à être utilisés chez les animaux, selon la base de données mondiale tripartite pour l'auto-évaluation de la RAM par les pays.

APPROCHE

Le projet visait à lancer et soutenir des actions au niveau des pays, ainsi qu'à générer des informations pertinentes pour informer les responsables des politiques et les autorités gouvernementales là où les capacités de maîtrise de la RAM sont limitées. L'approche adoptée avait pour objectif de réduire la transmission de micro-organismes résistants aux antimicrobiens (et/ou à ses déterminants) le long de la chaîne alimentaire et dans l'environnement alimentaire et agricole. Le projet a appuyé douze pays pour qu'ils renforcent l'engagement de leurs secteurs alimentaire et agricole à s'attaquer à la RAM à travers l'élaboration et la mise en œuvre de Plans d'action nationaux multisectoriels, dans le cadre de la stratégie «Une seule santé». Cette stratégie vise à concevoir et mettre en œuvre des programmes, des politiques, des lois et des programmes de recherche, par lesquels des secteurs variés communiquent et travaillent ensemble pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique.

«Le projet a augmenté notre prise de conscience des effets d'une mauvaise utilisation des antimicrobiens, notamment au sein de l'industrie avicole, et nous a permis d'apprécier le rôle des partenaires de développement comme la FAO, qui aide ses États Membres à comprendre la gravité de la RAM et la nécessité d'agir immédiatement. Nos exploitants ont beaucoup apprécié que la FAO revienne vers eux après les enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, ce qui ne s'était jamais produit selon eux par le passé.»

Boi Kikimoto, contrepartie du projet et Directeur des services vétérinaires

RÉSULTATS

- Les Plans d'action nationaux fondés sur «Une seule santé» ont été soutenus, tout comme les évaluations juridiques des lois prenant en compte la RAM et spécifiques à l'UAM dans les douze pays cibles.
- Des plans de surveillance intégrés de la RAM ont été appuyés dans cinq pays africains et cinq pays asiatiques.
- Plus de 20 laboratoires dans six pays ont bénéficié de la fourniture de matériel de laboratoire et de réactifs.
- Plus de 80 agents de laboratoires vétérinaires, phytosanitaires, environnementaux et de santé publique ont été formés à la détection de la RAM et aux techniques de surveillance.
- Quatre-vingts laboratoires ont été évalués au moyen de l'outil de la FAO d'évaluation de la surveillance nationale de l'antibiorésistance et des compétences des laboratoires (ATLASS). Des domaines de priorité pour le renforcement des capacités ont été identifiés pour effectuer des améliorations progressives.
- Plus de 50 experts d'Afrique et d'Asie ont rejoint la communauté des évaluateurs d'ATLASS et ont bénéficié de formations.
- Des campagnes de sensibilisation ont été menées et accompagnées de formations d'experts des médias. Par ailleurs, des matériels de sensibilisation ont été mis au point et distribués.
- Plus de 4 000 exploitants et parties prenantes ont bénéficié des campagnes de sensibilisation, d'enquêtes sur les changements de comportement, de formations ou de soutien en intrants.



DURABILITÉ

- Le soutien pour la création d'un cadre régional de surveillance de la RAM en Asie, ainsi que les bonnes pratiques et une UAM prudente, ont été promus avec succès par le biais d'outils de sensibilisation et d'études pilotes. Des réunions régionales RAM et des événements de partage d'expérience organisés en Afrique et en Asie ont débouché sur des stratégies régionales, des recommandations, des communautés de pratique et des initiatives régionales «Une seule santé».
- La génération de données de surveillance de la RAM a commencé et d'autres résultats allant dans le sens d'interventions fondées sur des données sont attendus. De nets changements positifs ont été observés dans les pays cibles et l'approche de la RAM par «Une seule santé» a été améliorée à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Période: 2016-2019

Partenaire de ressources: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Pays du programme: Cambodge, Éthiopie, Ghana, Kenya, Philippines, République démocratique populaire lao, Soudan du Sud, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe



©FAO/H kun Lat

Améliorer et institutionnaliser la sécurité sanitaire des aliments au Bangladesh

Grâce à l'engagement montré par le Gouvernement, le secteur privé, les médias et la société civile, la sécurité sanitaire des aliments est devenue au Bangladesh «l'affaire de tous», permettant l'institutionnalisation et la mise en œuvre de bonnes pratiques dans toute la chaîne d'approvisionnement.



©FAO/Karina Coates

Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés du monde avec plus de 1 000 habitants au kilomètre carré. La densité de population exerce une pression énorme sur les ressources naturelles limitées et sur l'infrastructure du système alimentaire. Les produits agricoles atteignent difficilement les marchés en raison du manque de moyens de transport adaptés et l'entreposage n'existe pas vraiment.

Ces conditions entretiennent la pratique dangereuse et contraire à la déontologie de l'adultération des aliments qui, combinée à la faible connaissance des producteurs et des acteurs de la chaîne logistique en matière de Bonnes pratiques d'hygiène (BPH), menace la sécurité sanitaire des aliments. Des maladies communes, comme la diarrhée attribuable à la consommation d'aliments insalubres, réduisent la productivité et ont un impact négatif sur l'économie. Cette situation n'est pas correctement traitée en raison de la fragmentation des responsabilités en matière de contrôle des aliments entre différents ministères et agences gouvernementales.

APPROCHE

L'intégration de la sécurité sanitaire des aliments est essentielle, non seulement pour la santé, mais aussi pour le développement des chaînes de valeur nationales et internationales. La FAO, avec le soutien des États-Unis d'Amérique et des Pays-Bas, a lancé les deux plus grands projets de renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments jamais documentés. Le projet «Améliorer la sécurité sanitaire des aliments au Bangladesh» (2012-2019) visait à renforcer les bases de la sécurité sanitaire des aliments et à potentialiser l'application de mesures de sécurité sanitaire grâce à une main-d'œuvre mieux formée. Le projet «Institutionnalisation de la sécurité sanitaire des aliments au Bangladesh pour des produits alimentaires plus sûrs» (2013-2019) avait pour but d'établir, d'opérationnaliser et de développer la structure de gouvernance institutionnelle de l'Autorité de sécurité sanitaire des aliments du Bangladesh.

Parvin, vendeuse et mère d'un garçon de deux ans, a perdu son mari lors du cyclone Sidr en 2007. Elle et son père se sont lancés dans la cuisine de rue avec une charrette en bois délabrée et des pratiques d'hygiène très

médiocres. Cette activité leur permettait de gagner 150-200 BDT par jour (soit environ 2 USD). Depuis que la ville de Khulna lui a octroyé un chariot moderne et hygiénique accompagné d'une formation aux BPH, son activité attire davantage de clients. Elle gagne maintenant de 400 à 500 BDT par jour (près de 6 USD) et son fils va à l'école.

«Les projets ont couvert les aspects les plus importants d'un système de contrôle des aliments efficace. Ils ont renforcé les liens entre mesures de sécurité sanitaire des aliments, sécurité alimentaire et nutritionnelle et santé publique et ils ont mis en évidence l'expertise, les connaissances mondiales et les meilleures pratiques de la FAO. Le soutien de la FAO fait la différence, comme en témoignent les résultats obtenus au plan technique et local.»

Évaluation groupée de deux projets de sécurité sanitaire des aliments de la FAO au Bangladesh

RÉSULTATS

- La loi sur la sécurité sanitaire des aliments a été formulée en 2013. Des tribunaux de sécurité sanitaire des aliments au niveau des districts ont été créés et 70 magistrats ont été formés à la sécurité sanitaire des aliments.
- Le Réseau de sécurité sanitaire des aliments au Bangladesh a été fondé avec cinq ONG et il compte désormais plus de 20 membres associés. C'est un partenaire consultatif de l'Autorité de sécurité sanitaire des aliments du Bangladesh qui se fait le porte-parole de la population dans ce domaine.
- Le Laboratoire national de sécurité sanitaire des aliments a été créé et a obtenu une accréditation internationale en cinq ans. Du matériel et des formations ont été fournis à dix laboratoires et deux laboratoires mobiles pour les tests sur le terrain.
- Le réseau national de laboratoires, qui compte plus de 35 institutions membres, a mené la toute première enquête sur les principaux contaminants chimiques et microbiens sur plus de 3 000 échantillons de produits alimentaires. Cette enquête a montré que le problème le plus important est la présence de micro-organismes comme *E. coli* et la salmonelle.
- Des codes d'usage et des recommandations de bonnes pratiques de fabrication pour les chaînes de valeur de l'horticulture, des pêches et de l'industrie avicole ont été élaborés par des experts nationaux. Un groupe de 1 500 formateurs a atteint plus de 200 000 exploitants par le biais des CEP. L'exportation de mangues fraîches à Walmart au Royaume-Uni a été effectuée pour la première fois, ce qui marque un rétablissement suite à l'alerte engendrée par la surutilisation du formol.
- Sachant que la restauration de rue est essentielle pour les groupes à faibles revenus, des systèmes de vente et de surveillance ont été mis en place dans six zones urbaines en collaboration avec les autorités de la ville. Un total de 1 200 chariots pour la vente ambulante d'aliments a été distribué et plus de 4 000 vendeurs de rue et employés de restaurants ont reçu une formation aux BPH. Les consommateurs des villes de Khulna et Barisal ont désormais accès à une alimentation de rue hygiénique.



DURABILITÉ

- Les réalisations du projet sont intégrées au plan opérationnel des services nationaux pour la nutrition qui font partie du Plan quinquennal de développement sectoriel du Ministère de la santé et du bien-être familial.
- L'Autorité de sécurité sanitaire des aliments du Bangladesh est devenue un organisme comptant 22 fonctionnaires détachés de haut niveau et 106 membres du personnel, qui sont tous financés par le Gouvernement.
- Les capacités ont été renforcées par le biais de la formation continue et de cours de remise à niveau pour les acteurs concernés. De nouvelles technologies ont été transférées aux inspecteurs sanitaires et au personnel de surveillance des vendeurs d'alimentation de rue.

Période: 2012-2019/ 2013-2019

Partenaire de ressources: États-Unis d'Amérique et Pays-Bas

Pays du programme: Bangladesh

Renforcer la préparation aux situations d'urgence liées à la grippe aviaire hautement pathogène ainsi que la gestion des risques fondée sur des données probantes dans la filière de l'élevage

Les exploitants et les autorités locales ont amélioré la biosécurité des exploitations en renforçant la capacité à gérer les risques associés aux déplacements des volailles et aux produits à base de volailles.



©FAO

Au cours des dernières décennies, la croissance exponentielle de la population mondiale a entraîné une hausse considérable de la demande en protéines. Dans certaines régions, les demandes alimentaires non satisfaites ont poussé les entrepreneurs à intervenir, avec pour conséquence un nombre grandissant d'entreprises d'élevage et de commerce de volailles. C'est le cas dans la province de Luang Prabang, située au nord de la République démocratique populaire lao. Cependant, en raison du nombre croissant d'exploitations commerciales mal gérées, des maladies animales pouvant potentiellement se transmettre à l'homme, comme la Grippe aviaire hautement pathogène (HPAI), se sont répandues dans certaines régions d'Asie.

APPROCHE

Le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontalières (ECTAD) de la FAO, qui vise à augmenter la résilience des ménages face aux menaces et aux crises en matière de santé animale, a mis en œuvre un premier projet destiné à renforcer la préparation à l'urgence face à la HPAI en Asie. Des études portant sur la chaîne de valeur ont retracé les déplacements des animaux et des produits animaux «de la ferme à la fourchette» tandis qu'une assistance technique a informé les producteurs commerciaux sur la façon d'améliorer la biosécurité et la gestion de leurs exploitations, tout en augmentant la productivité du cheptel. Un second projet a utilisé les informations précédemment générées sur la filière pour tester des interventions de gestion du risque tout au long des chaînes de valeur d'élevage sélectionnées dans des sites au Cambodge, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Viet Nam.

Luang Prabang, située au nord de la République démocratique populaire lao, a fait état à maintes reprises d'épidémies de HPAI par le passé, et le risque de réintroduction est toujours présent. Les vétérinaires, le personnel de la province et les éleveurs locaux ont été formés aux bonnes pratiques d'élevage d'un cheptel et à la biosécurité des exploitations, à la vaccination aviaire et à l'enregistrement des produits pour réduire le risque d'épidémies d'origine locale. Les populations locales, des groupes sexospécifiques, les autorités locales et le milieu universitaire ont été impliqués pour réduire la dépendance et l'exposition aux produits d'importation contaminés.

RÉSULTATS

- Des études transfrontalières portant sur la chaîne de valeur ont été préparées dans la province de Takeo au Cambodge (Cambodge – Viet Nam) et dans la province de Luang Prabang, en République démocratique populaire lao (Chine – République démocratique populaire lao). À Luang Prabang, le projet a apporté son soutien à un important afflux de volailles vivantes en provenance des pays voisins. Une race de poulet soigneusement sélectionnée, adaptée à la production locale a été introduite.
- Le Centre de santé avicole, qui fait office de centre de formation et fournit des conseils pratiques aux exploitants, a été créé en collaboration avec l'école d'agriculture locale. Des couveuses à prix contenu ont été introduites et les exploitants ont été formés pour améliorer leur production.
- Le projet a considérablement renforcé la capacité à gérer les risques associés aux déplacements de volailles et aux produits à base de volaille à Luang Prabang. Les autorités locales à Bac Giang ont aussi été formées à l'élevage avicole et aux pratiques de biosécurité.
- Les capacités des autorités locales en matière de contrôle de la certification de la volaille ont été renforcées au Viet Nam ainsi qu'au Myanmar. Une formation sur l'amélioration de la biosécurité et sur les pratiques de gestion des exploitations a été organisée dans la zone de production avicole de Yangon. L'évaluation et la notation de 15 exploitations ayant participé à l'évaluation de la biosécurité ont été effectuées: toutes les fermes avaient réalisé des progrès. La technologie portable de réaction en chaîne par polymérase a été en outre introduite pour une détection rapide et simple du virus de la grippe aviaire.



DURABILITÉ

- Les interventions, qui ont adopté une approche fondée sur des données, visaient à réduire les risques dans l'intégralité de la filière commerciale. Le fait d'encourager le développement d'entreprises communautaires en renforçant les capacités pour la mise en œuvre de bonnes pratiques sanitaires et la biosécurité du cheptel soutiendra la durabilité à long terme et l'appropriation en matière de limitation des risques.
- Les groupes d'exploitants, avec les conseils techniques du Centre de santé avicole, sont en train de développer des entreprises communautaires pour améliorer la production d'une race de poulet locale, qu'ils ont fièrement baptisée «poulet originaire de Luang Prabang».

Période: 2014-2019

Partenaire de ressources: États-Unis d'Amérique

Région du programme: Région Asie et Pacifique



©FAO

Restaurer les moyens d'existence reposant sur l'agriculture des exploitants touchés par la sécheresse à Badghis et Ghor

Les ménages touchés par la sécheresse ont pu protéger à temps les principaux éléments de leur cheptel afin de sécuriser et d'optimiser leur production alimentaire destinée à la consommation et à la vente, préservant ainsi leurs moyens d'existence et renforçant leur résilience.



©FAO

En République islamique d'Afghanistan, les moyens d'existence de la population dépendent largement de l'agriculture: les deux tiers des ménages font de l'agriculture et le secteur agricole emploie environ 78 pour cent de la main-d'œuvre nationale. Étant donné que la majorité de l'eau agricole provient des pluies et de la fonte des neiges durant la saison hivernale, la grave sécheresse qui a touché le pays en 2018 a particulièrement affecté les provinces occidentales, notamment Badghis et Ghor, où le sol desséché a entraîné une germination et des conditions de croissance médiocres du blé, la culture de base du pays. Cette situation a accru la vulnérabilité des petits exploitants, dont les cultures ont été endommagées ou perdues.

APPROCHE

La riposte de la FAO face à cette crise s'est traduite par la mise en œuvre de deux projets, en coordination avec de nombreux acteurs, afin de protéger et de restaurer les moyens d'existence reposant sur l'élevage de 5 200 ménages vulnérables touchés par la sécheresse. Le projet a fourni des aliments pour les animaux et des semences de plantes fourragères à croissance rapide, du vermifuge pour les petits et grands ruminants et une formation sur les meilleures pratiques de sélection du bétail.

Comme beaucoup d'autres exploitants du village de Sarpal-e-Kasi situé dans le district de Ferozkoh (province de Ghor), Mohammad Azim a été frappé par la sécheresse. Ses terres ravagées et son bétail étant la seule source de revenus pour nourrir sa famille de dix personnes, Mohammad a dû vendre pratiquement la moitié de son cheptel, ne lui laissant que trois vaches. Grâce aux semences de fourrage, de blé et de légumes fournis par le projet, il a pu assurer la sécurité alimentaire de sa famille.

«Le sac de semences de blé a non seulement augmenté mes rendements, mais j'ai récolté aussi suffisamment de fourrage (paille) pour mon cheptel. J'ai appris à protéger mes cultures des ravageurs et des maladies (...) je suis très heureux et très reconnaissant de cette aide, qui m'a permis de sauver mes terres.»

Mohammad Azim, fermier bénéficiaire du programme

RÉSULTATS

- Les moyens d'existence reposant sur l'agriculture de 7 800 ménages touchés par la sécheresse (68 656 personnes) dans les provinces de Badghis et Ghor ont été restaurés et le projet a empêché la détérioration ultérieure de leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Conformément aux préférences des bénéficiaires, chaque famille a reçu 50 kg de semences de blé certifié, 100 kg d'engrais (urée et phosphate diammonique), 200 kg de semences de légumes (oignon, okra, aubergine et tomate), ainsi qu'un kit de jardinage. Au total, les ménages ont reçu 390 tonnes de semences de blé, 390 tonnes de phosphate diammonique et 390 tonnes d'urée.
- Les bénéficiaires ont cultivé une superficie totale de 3 120 ha de terre avec les semences de blé pour une récolte estimée à 5 616 tonnes (0,9 tonne par ménage bénéficiaire, une quantité suffisante pour assurer la consommation d'une année). Grâce aux kits de jardinage, 11,6 ha supplémentaires ont été cultivés avec les semences maraîchères, ce qui a contribué à la diversification de la consommation alimentaire à l'échelle des ménages.
- Grâce au second projet, les bénéfices ont été étendus à 5 500 ménages de bergers (environ 40 040 personnes) sur cinq districts de la province de Badghis, qui ont reçu 520 tonnes d'aliments pour animaux, 15,6 tonnes de semences de fourrage et 500 litres de vermifuge pour bétail, dont la qualité a été testée et qui a été administré à des points de distribution à l'échelle du district. Au total, 26 915 animaux (2 043 veaux et vaches, 14 036 moutons et 10 836 chèvres) appartenant à 5 200 ménages affectés par la sécheresse ont été protégés.



DURABILITÉ

- La formation sur les bonnes pratiques agricoles a aidé 7 800 exploitants, dont 248 femmes, à améliorer leurs connaissances sur le contrôle des ravageurs et des maladies (lutte contre les mauvaises herbes, surveillance des ravageurs de cultures et contrôle précoce des maladies et des ravageurs). Les exploitants ont appliqué ces nouvelles connaissances à leurs champs et ont de ce fait augmenté leurs productions.
- Le second projet a permis la culture de 520 ha de terre avec des cultures fourragères, ce qui contribuera à dynamiser la production d'aliments pour animaux et améliorera la résilience des bénéficiaires, contribuant ainsi à une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plus de onze agents de vulgarisation du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage ainsi que le personnel du partenaire de mise en œuvre ont été formés aux bonnes pratiques d'élevage et à la gestion durable des pâturages pour diffuser ces connaissances à d'autres exploitants.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: Belgique et République de Corée

Pays du programme: Afghanistan

Europe et Asie centrale

Au cours des dernières années, les pays à faibles revenus de la région Europe et Asie centrale ont connu des changements structurels accompagnés d'une croissance économique accélérée, qui ont sorti les populations les plus vulnérables de la pauvreté et ont considérablement réduit le nombre de personnes souffrant de la faim. Néanmoins, certains défis doivent encore être relevés et de nouvelles menaces émergent sur le front de la lutte contre la pauvreté et la malnutrition.

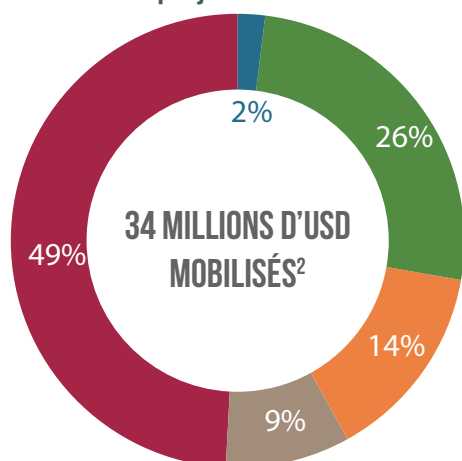
- Les progrès réalisés dans la réduction de la faim sont inégaux: plusieurs pays connaissent une prévalence de la faim comparativement élevée, ou une phase de ralentissement des progrès.
- Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, la conjonction de la pauvreté et de l'inégalité entraîne une augmentation de la vulnérabilité chez les groupes les plus démunis.
- Un grand nombre de pays continuent à montrer une prévalence relativement élevée de diverses formes de malnutrition et risquent de ne pas réaliser les cibles des ODD concernés.
- La région se classe au deuxième rang pour l'accueil des migrations dans le monde, avec 78 millions de migrants internationaux en 2017. En plus de la migration économique, la région a été le témoin ces dernières années d'une augmentation des populations déplacées dans leur pays et des réfugiés.
- Dans certains pays, la part des emplois agricoles dépasse nettement la part de l'agriculture dans l'économie, ce qui est un indicateur d'une productivité faible du secteur par rapport à d'autres domaines.

La stratégie de la FAO

Le programme de travail de la FAO dans la région s'attache à soutenir les pays dans leur transition vers des économies de marché plus robustes, en revitalisant les secteurs ruraux et en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de systèmes alimentaires durables. Les initiatives régionales fournissent une approche intégrée et programmatique pour résoudre les problèmes prioritaires et guider la mise en œuvre des programmes nationaux. Les initiatives régionales sont centrées sur les objectifs suivants:

- Autonomisation des petits producteurs et des exploitations familiales aux fins de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté – pour développer une production agricole durable via la croissance inclusive et renforcer la résilience des populations rurales.
- Amélioration du commerce agroalimentaire et de l'intégration du marché – pour aider les pays à améliorer l'environnement des politiques concernant les échanges agroalimentaires pour les PME agricoles et développer des systèmes agroalimentaires plus inclusifs et plus efficaces.
- Gestion des ressources naturelles face au changement climatique – pour aider les pays à utiliser leurs ressources naturelles de manière durable, tout en s'adaptant au changement climatique et en réduisant le risque de catastrophes qui affectent l'agriculture, les forêts et les pêches.

Pour financer les efforts des années à venir,
la FAO a mobilisé 34 millions d'USD répartis sur
35 projets en 2019¹



- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- **Autre**

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure le financement de nouveaux projets ou de révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**millions d'USD**

Union européenne	14
Turquie	3
Azerbaïdjan	3
Fonds fiduciaire administré par le PNUD	3
FEM	3
Suède	3
HCR	2
États-Unis d'Amérique	1
Japon	1
Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)	1
OCHA	1
République de Corée	1

Principaux pays du programme**millions d'USD**

Turquie	16
Azerbaïdjan	7
Ukraine	3
Kosovo ³	3
Géorgie	1
Kirghizistan	1

³ Les références au Kosovo doivent être comprises au sens de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU (1999).

Quelques réalisations et événements régionaux en 2019

- Lors du **Processus consultatif régional sur la migration** en octobre-novembre 2019, à Budapest (Hongrie), la FAO a entamé des concertations sur les politiques avec des partenaires stratégiques afin de mobiliser des ressources et soutenir toutes les étapes du cycle de migration; elle a aussi développé une feuille de route qui dessine la voie à suivre pour gérer la migration.
- La **Conférence internationale sur l'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments et la RAM** (17-18 décembre 2019, Moscou [Fédération de Russie]) a aidé à rehausser la coopération internationale multilatérale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Organisée dans le cadre d'un projet financé par la Fédération de Russie, la conférence a contribué au développement des dispositions du Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux recommandations de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et à la Déclaration politique de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la RAM.
- Le **Dialogue régional sur les partenariats multipartites pour l'action en faveur du climat et des ODD** (24-25 octobre 2019, Budapest [Hongrie]) a identifié les facteurs clés de la réussite dans le domaine de la création et du maintien de partenariats multipartites efficaces pour renforcer l'action en faveur du climat dans la région en rapport avec les ODD.
- Le projet de la FAO **«Développer les capacités pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays cibles du Caucase et d'Asie centrale»** a amélioré l'accès des enfants à une nourriture saine et diversifiée de manière durable, tout en soutenant l'agriculture locale. En 2019, le projet a fourni: (i) des serres et des vergers à trois écoles de la région d'Ararat (Arménie), au bénéfice de plus de 1 000 élèves; (ii) des serres à semis et des vergers à 20 écoles dans la région Khatlon (Tadjikistan), ce qui a fourni de la nourriture à 7 529 élèves; (iii) le Centre logistique du district de Kemin (Kirghizistan), qui couvre 29 écoles et un total de 12 000 élèves; (iv) six centres d'apprentissage pour un enseignement agricole moderne dans des écoles de la région d'Ararat (Arménie); (v) un soutien au développement de nouveaux programmes nationaux qui introduisent le thème de la nutrition dans les écoles du Tadjikistan; (vi) une étude juridique avec des recommandations pour améliorer la législation actuelle sur les jardins potagers scolaires au Kirghizistan.

La FAO en Europe et en Asie centrale

Projets en cours en 2019⁴



Exécution en 2019: **20 millions d'USD** à l'appui de

73 projets en Europe et en Asie centrale⁵

Sous-régional

8

Régional

8

⁴ Ce chiffre correspond aux projets opérationnellement actifs à tout moment entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

⁵ Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre dans la région en 2019.

Renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition dans le Caucase et en Asie centrale en établissant un lien entre l'agriculture et les programmes scolaires

Le projet a considérablement amélioré l'accès des enfants à une alimentation saine, diversifiée, de manière durable, tout en soutenant l'agriculture locale.



©FAO/Karen Minasyan

Malgré la croissance économique et des améliorations considérables dans le bien-être des ménages ces dernières années, l'Arménie, le Kirghizistan et le Tadjikistan demeurent très vulnérables aux chocs économiques mondiaux, à la volatilité des prix mondiaux des denrées alimentaires et des produits de base et aux événements météorologiques extrêmes qui affectent la sécurité alimentaire. Selon la Conférence européenne régionale de 2016, les principaux moteurs du changement et les défis de la région sont: (i) les moyens d'existence ruraux, la migration et la pauvreté rurale; (ii) la structure des exploitations agricoles; (iii) la durabilité de la production alimentaire et des systèmes alimentaires; (iv) l'insécurité alimentaire et la malnutrition; (v) les politiques relatives au commerce des produits agricoles.

APPROCHE

Pour remédier à ces problèmes et créer un environnement porteur afin de combattre la malnutrition, le projet s'était donné pour objectif de concrétiser les liens entre la protection sociale, la nutrition et l'agriculture en mettant en œuvre six projets pilotes. Le Programme d'alimentation scolaire et de nutrition associé au secteur agricole a testé trois modèles différents. En Arménie, des jardins scolaires ont été créés dans trois écoles, tandis qu'au Tadjikistan, l'objectif était de créer 15 jardins scolaires et cinq jardins communautaires. Au Kirghizistan, un centre logistique dédié à la fourniture de produits agricoles a été créé pour répondre aux besoins des écoles et d'autres institutions sociales à l'échelle du district.

«Chaque matin, je vais à la serre et je regarde si les tomates se portent bien, si elles sont sales et ont besoin d'être nettoyées. Je les arrose et je leur donne de l'engrais si besoin. Chaque jour, nous donnons à la cantine scolaire 15 à 18 kg de nos produits et nous vendons le reste au marché. Nous avons beaucoup appris au cours des formations de la FAO. Le résultat est que nous donnons à nos enfants des produits frais sans produits chimiques.»

Alvard Papoyan, directeur d'école (Tadjikistan)

RÉSULTATS

- Les serres et les vergers créés dans les trois écoles de la région d'Ararat (Arménie) ont bénéficié à plus de 1 000 élèves. Les deux vergers de pommiers couvrent une superficie d'environ 1 000 mètres carrés chacun. Trois serres, couvrant une superficie totale de 1 103 mètres carrés, produisent des légumes pour plus de 1 000 élèves des cours élémentaires dans les écoles pilotes. Six centres d'apprentissage pour l'enseignement agricole à l'école garantissent une utilisation optimale de l'investissement.
- Les serres à semis et les vergers installés dans 22 écoles de la région de Khatlon (Tadjikistan) fournissent désormais des aliments pour 7 529 élèves.
- Le centre logistique soutient 29 écoles comptant plus de 12 000 élèves dans le district de Kemin (Kirghizistan). La plantation de jeunes plants de pommiers, accompagnée d'une formation agronomique et de consultations sur le terrain, a bénéficié à 15 écoles du pays.



DURABILITÉ

- Une analyse des réglementations qui régissent les jardins scolaires au Kirghizistan a identifié la législation appropriée et a analysé les mandats institutionnels pour pouvoir fournir des recommandations aux contreparties nationales afin de renforcer le cadre juridique national.
- Plus de 50 représentants d'écoles pilotes et les trois départements d'éducation d'écoles du district ont participé à la formation sur la préparation des terres, la plantation, la production de plantules, la gestion intégrée des ravageurs et l'application d'engrais. En maîtrisant les nouvelles technologies et techniques, les écoles pourraient fournir une base pratique pour la formation des exploitants agricoles locaux.

Période: 2016-2020

Partenaire de ressources: Fédération de Russie

Pays du programme: Arménie, Kirghizistan et Tadjikistan



©SIFI/Rustem Ilyasov

Encourager le développement mutuel des capacités et la collaboration régionale pour la sécurité alimentaire et le développement agricole en Europe et en Asie centrale

Le projet a amélioré les capacités techniques des pays dans les domaines de la peste porcine africaine, de l'aquaculture d'eau douce et de la biodiversité tout en fournissant un accès à des solutions efficaces, viables et locales.



©FAO/Torsten Möner

La République tchèque et la FAO ont mis en place un programme régional de développement des capacités, dont la première année a couvert les thèmes suivants:

- Gestion de la peste porcine africaine (PPA) des sangliers**
 Depuis 2017, la PPA s'est progressivement répandue en Europe de l'Est et a atteint l'UE en 2014. Malgré des efforts et des investissements non négligeables, aucun territoire n'a encore réussi à contrôler et à prévenir efficacement la propagation de la maladie. Récemment, la PPA a causé la mort de milliers d'animaux, ce qui a accéléré la mise en œuvre de restrictions commerciales qui affectent les moyens d'existence et entraînent des pertes économiques graves.
- Ressources non exploitées de l'aquaculture d'eau douce**
 L'Europe de l'Est et le Caucase comptent de nombreux lacs et rivières qui fournissent depuis des siècles de la nourriture, des revenus et des possibilités de loisir. Toutefois, les activités humaines et les changements environnementaux ont dégradé les habitats des poissons et ont épuisé les stocks, si bien que certaines espèces de poissons locales sont sur le point de disparaître. Un grand nombre de fermes aquacoles de la région continuent d'utiliser des technologies dépassées et les systèmes d'exploitation extensifs hérités de la période soviétique, et manquent aussi bien de matériel moderne que de connaissances générales sur les maladies et l'alimentation des poissons, sur la gestion d'entreprise, la commercialisation et la manipulation post-récolte des produits à base de poisson.
- Conservation de la biodiversité et des ressources génétiques**
 La protection de la nature, l'évaluation, l'utilisation et la conservation des ressources génétiques, avec une attention particulière accordée aux ressources génétiques pour l'alimentation, l'agriculture et les forêts sont étroitement liées à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, et plus précisément ses trois objectifs principaux: la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. La mise en œuvre de ces objectifs est une obligation fondamentale de toutes les Parties à la Convention.

APPROCHE

Le projet a été conçu dans le cadre de la CSST pour donner aux pays la possibilité de resserrer la collaboration régionale afin de partager les enseignements tirés liés aux politiques et les meilleures pratiques en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole. La République tchèque et les pays voisins ont organisé trois ateliers techniques et travaillé ensemble à l'appui d'objectifs de développement communs. Les ateliers ont rassemblé plus de 90 fonctionnaires gouvernementaux et experts techniques de 22 pays (des Balkans, du Caucase, d'Asie centrale et au-delà) et ont fourni des occasions uniques de transferts de connaissances, de renforcement des capacités et de partenariats futurs entre les pays participants dans les domaines de la peste porcine africaine, de l'aquaculture d'eau douce et de la biodiversité. Les pays participants ont eu accès à des solutions efficaces, viables et locales.

«L'implication de tous les acteurs concernés par la question des sangliers (chasseurs, services forestiers et vétérinaires) dans toutes les discussions et dans le développement de stratégies est essentielle pour coordonner une gestion optimale de la maladie chez les populations de sangliers.»

Daniel Beltran-Alcrudo, spécialiste de la santé animale à la FAO

RÉSULTATS

- L'atelier régional de gestion de la PPA des sangliers organisé à Belgrade (Serbie) du 21 au 23 mai 2019 a permis de partager les connaissances et les expériences entre pays touchés par la PPA. Il a également fourni un éclairage particulier sur la prévention de la PPA dans les pays des Balkans présentant un risque élevé d'introduction de la maladie et qui ne sont pas encore touchés. Une journée de démonstration dans un territoire de chasse de Karakusa (Serbie) a servi à démontrer les pratiques de biosécurité dans la chasse, avec prélèvement d'échantillons et stockage des carcasses.
- Au cours de l'atelier régional sur l'aquaculture en étang à České Budějovice (République tchèque), du 30 septembre au 4 octobre 2019, des participants d'Europe de l'Est, des Balkans occidentaux et du Caucase ont découvert les nouvelles études et les dernières méthodes et technologies agricoles appliquées à l'aquaculture en étang. Les participants ont partagé les politiques et bonnes pratiques concernant la conservation des ressources génétiques aquatiques et ont effectué des exercices pratiques sur l'élevage de poissons d'ornement et sur la récupération des œufs de poissons-chats africains vivants. La FAO et la faculté des pêches et de la protection des eaux de l'université de Bohême du Sud ont coorganisé l'atelier.
- L'atelier régional sur la conservation de la biodiversité et des ressources génétiques pour l'alimentation, l'agriculture et les forêts tenu à Prague (République tchèque) du 22 au 24 octobre 2019 a permis de partager des expériences et a fourni des exemples de bonnes pratiques. Une attention particulière a été accordée à la sauvegarde des écosystèmes et des ressources génétiques importantes pour l'agriculture et les forêts.



DURABILITÉ

- L'atelier a facilité la discussion sur la coopération régionale et le réseautage.
- Trois ateliers techniques supplémentaires seront organisés en 2020 pour aborder: (i) la gestion de la sélection des bovins; (ii) la conservation de l'écosystème aquatique et l'approche écosystémique (développement durable) de gestion des pêches dans les eaux intérieures; (iii) l'inventaire des forêts par télédétection pour une gestion durable des forêts.

Période: 2019-2020

Partenaire de ressources: République tchèque

Pays du programme: Europe et Asie centrale

Restaurer la productivité du paysage à travers la gestion intégrée des ressources naturelles dans les zones de steppes forestières de l'Ukraine

La diffusion des pratiques de gestion intégrée des ressources naturelles encourage la restauration des paysages dégradés dans les zones de steppes forestières de l'Ukraine.



©FAO/Viktoriiia Mykhalchuk

Les célèbres et vastes terres noires fertiles de l'Ukraine sont victimes d'une grave érosion et détérioration dues à de nombreuses années de production intensive. Elles sont devenues acides, salines ou alcalines en raison de pratiques agricoles non durables, comme l'utilisation excessive d'engrais minéraux ou le recours à des technologies dépassées. L'érosion hydrique a endommagé plus de 13 millions d'hectares et l'érosion éolienne en a touché 6 millions supplémentaires. On estime que la zone érodée a augmenté de 70 000-100 000 ha tous les ans durant les dix dernières années et que les terres irriguées ont diminué d'environ 15 pour cent au cours des 15 dernières années.

APPROCHE

En collaboration avec le FEM, le projet a aidé les pouvoirs publics à développer des systèmes de surveillance environnementale et a réussi à atteindre la neutralité en matière de dégradation des sols dans les zones de steppes et de steppes forestières. Le projet a augmenté la sensibilisation sur la gestion des ressources naturelles durables; renforcé l'environnement institutionnel, juridique et politique; encouragé le rétablissement de la productivité et la résilience des paysages productifs par le biais de renforcements des capacités; fait la démonstration des pratiques de conservation et d'agriculture intelligente face au climat sur des sites pilotes.

«Pour avoir des aliments sains, il faut des sols sains. Grâce au projet de la FAO, les agriculteurs ukrainiens pourront améliorer la gestion intégrée des ressources naturelles tout en assurant une production alimentaire durable.»

Leonid Tsentylo, point focal pour les pratiques d'agriculture intelligente face au climat dans l'oblast de Kyiv

RÉSULTATS

- Les écoles pratiques d'agriculture ont formé environ 160 participants (représentant des exploitations pour une superficie cultivée d'environ 220 000 ha) durant dix séances théoriques et pratiques portant sur la campagne d'ensemencement du printemps, la biodiversité, l'irrigation, les méthodes de culture du sol, la remise en état des rideaux-abris et les aspects économiques des technologies agricoles conservatrices des ressources.
- Des recommandations de la part des organisations participantes ont fourni des informations pour la préparation d'une matrice nationale d'indicateurs de surveillance des sols. L'enquête effectuée auprès des producteurs agricoles a collecté des informations sur environ 500 agriculteurs, couvrant plus d'un million d'hectares de terres arables dans des zones de steppes et de steppes forestières. Une évaluation des méthodes d'exploitation a été menée pour mieux comprendre la situation de dégradation des terres. Pour ce faire, 305 exploitants agricoles dans les zones de steppes, de steppes forestières et de forêts de l'Ukraine ont répondu à un sondage.
- Des biofertilisants ont été utilisés sur les terres dégradées dans le village de Velykiy Burluk, oblast de Kharkiv (sur une parcelle de traitement de 89,8 ha et une parcelle de contrôle de 25,5 ha) afin de restaurer la productivité et la résilience des paysages. La FAO développe aussi un cours en ligne sur les pratiques d'agriculture de conservation, basé sur le programme des écoles pratiques d'agriculture.
- Pour augmenter la sensibilisation à la situation de la dégradation des terres, les résultats de l'évaluation ont été disséminés lors d'événements publics, à la radio, à la télévision et dans la presse. La FAO a également rédigé des rapports sur la dimension sexospécifique des risques environnementaux dans les terres dégradées, sur l'effet du changement climatique sur l'agriculture et les problèmes d'accès aux financements.



DURABILITÉ

- Dans le cadre du Partenariat mondial sur les sols, huit institutions ont établi le Partenariat national sur les sols de façon à faciliter la concertation parmi les parties prenantes et à soutenir la création d'une base de référence pour surveiller la qualité des terres, leur productivité et les stocks de carbone.
- L'approche méthodologique de création et de restauration des rideaux-abris, développée en coopération avec l'Institut des forêts, a fourni la base d'intervention nécessaire pour restaurer 8 km de rideaux-abris et pour planter 2 km de nouveaux rideaux-abris dans les zones du projet.

Période: 2017-2020

Partenaire de ressources: FEM

Pays du programme: Ukraine



©FAO/Vasily Maksimov

Soutenir le secteur agricole en Géorgie dans le cadre du Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (ENPARD) III

Le soutien apporté et l'évolution de la législation ont été déterminants pour aider les agriculteurs à améliorer leurs techniques agricoles, à promouvoir des produits géorgiens de grande qualité et à obtenir des revenus plus élevés.



©ENPARD

La Géorgie, un pays de la région du Caucase en Eurasie, a signé un accord de coopération avec l'UE en 2014. Cet accord, en vigueur depuis 2016, a mis en avant des réformes importantes dans le secteur agricole géorgien de façon à harmoniser les pratiques avec les normes de l'UE, modifiant ainsi l'environnement des communautés rurales. Depuis 2013, la FAO facilite un dialogue sur les politiques entre le Ministère géorgien de la protection de l'environnement et de l'agriculture et l'UE et promeut la coordination entre les responsables de la mise en œuvre et les partenaires de l'ENPARD.

APPROCHE

Ce projet devant guider le développement du secteur agricole géorgien dans le cadre d'ENPARD III est le troisième du genre en Géorgie. Il vise à soutenir le développement économique des communautés rurales en augmentant la productivité et le revenu des agriculteurs géorgiens grâce à l'adoption de méthodes modernes et à la mise en relation des producteurs et des distributeurs. Cette intervention a également soutenu la mise en œuvre de la Stratégie nationale de formation agricole 2018-2019 et la fourniture de services de vulgarisation, de parcelles de démonstration, d'écoles pratiques d'agriculture et un accès à des financements pour les agriculteurs, les coopératives et les PME.

La famille Kapanadze, comme beaucoup d'autres petits exploitants, a tiré profit de ce projet. Elle a reçu de l'aide pour produire du maïs doux selon les normes et pratiques européennes et pour vendre régulièrement ses produits à un grand distributeur, Carrefour. Ces efforts ont été possibles grâce à l'expertise des ingénieurs agronomes de la FAO et d'autres experts, et grâce au programme ENPARD financé par l'UE.

«Je n'aurais jamais imaginé que je vendrais un jour mes produits à Carrefour. Je suis vraiment content que les gens achètent mon maïs doux. C'est la première fois que je collabore avec Carrefour, et j'espère pouvoir continuer à l'avenir. Je suis vraiment reconnaissant à l'UE et à la FAO de m'avoir donné cette possibilité.»

David Kapanadze, exploitant de la municipalité de Lagodekhi

RÉSULTATS

- L'élaboration de la législation et des documents stratégiques a été soutenue par le projet, couvrant les domaines suivants: la loi sur l'aquaculture, la loi sur les indications géographiques, le dispositif législatif pour la certification des semences, la Stratégie pour le développement agricole et rural 2021-2027 et la Stratégie de formation.
- Le Ministère de la protection de l'environnement et de l'agriculture a été soutenu dans la création d'outils de gestion comme le système de surveillance des marchés. L'assistance et la formation fournies par le projet ont amélioré la collecte de données, leur analyse et l'établissement de statistiques, ce qui a contribué à l'évaluation des programmes d'agriculture nationaux.
- La création de parcelles de démonstration (pommes de terre, blé, maïs, concombres, aubergines et maïs doux) a permis aux petits agriculteurs des municipalités d'Akhalkalaki, de Dedoplistskaro, de Khazbegi et de Lagodekhi d'apprendre des techniques agricoles plus avancées et néanmoins abordables.
- Les parcelles de démonstration, gérées par les agriculteurs sous la supervision de la FAO, ont eu un rendement quatre fois supérieur à ceux des fermes avoisinantes aux pratiques traditionnelles. La parcelle de démonstration de concombres sur champ ouvert a produit 120 tonnes/ha, soit environ trois fois plus que les parcelles voisines, tandis que la parcelle d'aubergines a produit 90 tonnes/ha, ce qui dépasse de loin les 35 tonnes/ha produites avec les pratiques traditionnelles.
- En aidant les agriculteurs à se conformer aux exigences du marché, en termes à la fois de cultures et de variétés, le projet leur a permis de mieux vendre leurs produits et d'accéder directement à la grande distribution.



DURABILITÉ

En faisant appel à la méthodologie d'évaluation des chaînes de valeur durables de la FAO, un budget de six millions d'USD a été approuvé pour des subventions de contrepartie destinées aux agriculteurs, aux coopératives et aux PME de façon à ce qu'ils accèdent aux technologies démontrées durant le projet à un coût réduit et pour promouvoir les investissements dans le secteur alignés sur les réformes de politiques. Au cours du premier processus de demandes en 2019, 140 propositions d'investissements ont été reçues, s'élevant à plus de quatre millions d'USD. Les subventions de contrepartie seront versées en 2020.

Période: 2018-2022

Partenaire de ressources: Union européenne

Pays du programme: Géorgie



©FAO/Dorin Goian

Harmoniser les mesures de sécurité sanitaire des produits des pêches en Ukraine avec les normes de l'Union européenne

La FAO a aidé le système ukrainien de sécurité sanitaire des aliments à rendre les produits des pêches conformes aux normes de l'UE, ce qui a amélioré la sécurité sanitaire des produits halieutiques et dynamisé le commerce dans le pays.



©FAO/Amico

L'Ukraine consomme une quantité considérable de ressources de pêche marine et intérieure: elle en produit 226 585 tonnes par an et en importe 629 315 tonnes. En vertu de l'accord de libre-échange approfondi et complet avec l'UE, l'Ukraine s'est engagée à aligner la sécurité sanitaire et de contrôle de qualité des aliments sur les normes de l'UE. Ce processus suppose l'application de changements importants en termes d'obligations légales dans le système ukrainien de contrôle de sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de changements dans les pratiques de production et de transformation des pêches, qui auront des conséquences sur toute l'industrie des pêches à l'échelle nationale.

APPROCHE

En 2018, la FAO a lancé une initiative pour aider l'Ukraine à moderniser son système national de sécurité sanitaire des aliments et à créer des institutions nationales hautement qualifiées pour la sécurité sanitaire des produits des pêches et de l'aquaculture. Cette initiative a jeté les bases d'une transition du système existant vers un système conforme avec le cadre législatif de l'UE. Les activités menées en ce sens ont été les suivantes: (i) évaluer le niveau d'harmonisation des nouvelles réglementations ukrainiennes avec l'UE en matière de sécurité sanitaire et de qualité des poissons, identifier les lacunes et faire des recommandations; (ii) mener des ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités et préparer des manuels destinés aux inspecteurs officiels du poisson ainsi qu'aux pêcheurs, aux négociants et aux transformateurs sur l'évolution des exigences dans l'industrie.

«Sachant que de nombreux producteurs dans le secteur des pêches et de l'aquaculture en Ukraine sont désireux d'exporter leurs produits vers l'Union européenne, l'harmonisation de la législation ukrainienne sur celle de l'UE devrait aider à la fois les autorités publiques et les entreprises... Je crois fermement au succès des formations actuelles, qui vont sans aucun doute aider les entrepreneurs locaux et les grandes entreprises à s'adapter au nouveau système de contrôle de la sécurité sanitaire et aux nouvelles conditions juridiques, notamment les questions de traçabilité et d'étiquetage.»

Esther Garrido Gamarro, spécialiste de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments à la FAO

RÉSULTATS

- De nouvelles réglementations ont été préparées pour progresser dans l'harmonisation avec les normes et les règlements de l'UE.
- Une assistance technique a été fournie au Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation pour rédiger la Stratégie de développement de l'industrie des pêches (pour les quatre années à venir).
- Un plan d'action a été préparé pour la mise en œuvre de la Stratégie de développement des pêches, qui fournit des recommandations pour un décret associé du Cabinet des ministres ukrainien.
- Un manuel a été conçu pour introduire et démontrer comment des protocoles et une approche fondée sur les risques peuvent améliorer l'efficacité et l'efficacité des inspections étatiques. Le manuel a été distribué aux 25 inspecteurs régionaux pour être utilisé et publié au-delà de la clôture du projet.
- Un atelier sur les tests de laboratoire destinés aux produits des pêches a été organisé du 26 février au 1er mars 2019. Trente-quatre personnes ont été formées, notamment des fonctionnaires, des techniciens des laboratoires centraux et régionaux, des inspecteurs nationaux des pêches et des chercheurs des laboratoires des universités nationales.



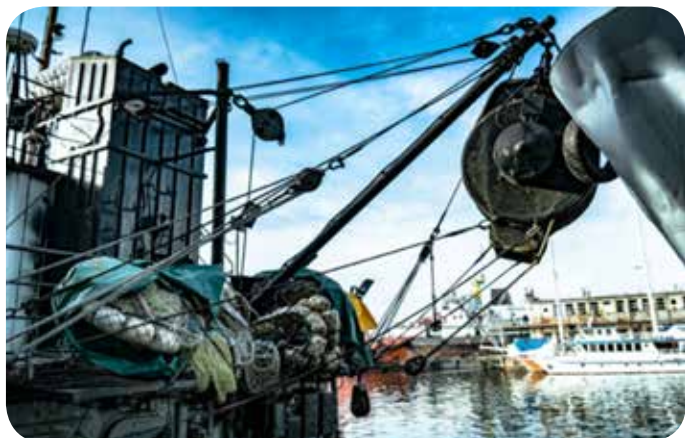
DURABILITÉ

- Les bénéfices et les implications du projet ont été communiqués non seulement aux fonctionnaires de l'Agence ukrainienne des pêches et à l'administration ukrainienne responsable de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection des consommateurs et à leurs laboratoires respectifs, mais aussi aux parties prenantes concernées, dont l'Association ukrainienne des importateurs de poissons et produits de la mer et l'Association ukrainienne pour l'aquaculture. Les connaissances et compétences développées au cours du projet devraient se maintenir dans les institutions en question.
- Des interventions complémentaires des collectivités locales et un soutien supplémentaire de l'UE, de la FAO et d'autres partenaires appuieront le développement d'un système d'inspection de la sécurité sanitaire des aliments.

Période: 2017-2019

Partenaire de ressources: Norvège

Pays du programme: Ukraine



©FAO/Amico

Encourager la cohésion sociale entre les réfugiés syriens et les communautés d'accueil en Turquie, à travers la création de moyens d'existence durables

Le développement de compétences professionnelles et la facilitation de l'emploi ont amélioré les moyens d'existence des réfugiés syriens sous protection temporaire (SuTP) en Turquie et des communautés hôtes.



©FAO

La Turquie accueille la plus grande population de réfugiés au monde. En 2018, le nombre de SuTP restait très élevé, plus de 3,65 millions de personnes, dont environ la moitié étaient des enfants. Bien que les SuTP de Turquie soient pour la plupart impliqués dans l'économie informelle en raison des obstacles administratifs et sociaux, grâce à des exemptions de permis de travail, ils peuvent aussi participer à des activités agricoles saisonnières et d'élevage. Par ailleurs, l'augmentation des investissements dans ces secteurs a déclenché une demande de main-d'œuvre, ouvrant des possibilités de formation professionnelle pour mieux répondre aux besoins de part et d'autre.

APPROCHE

L'intervention de la FAO était axée sur la création de moyens d'existence durables tant pour les communautés d'accueil que pour les Syriens et sur le renforcement des capacités institutionnelles afin d'accroître les possibilités d'emploi dans les économies locales touchées par la crise syrienne. Le projet a identifié des zones à déficit de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'agriculture, ainsi que les entreprises privées potentiellement demandeuses d'ouvriers qualifiés/spécialisés. Des programmes de développement des compétences axés sur la demande (avec des modules en turc et en arabe) et une formation en cours d'emploi ont permis de soutenir les bénéficiaires qui ont participé à des foires à l'emploi. Des campagnes de sensibilisation et des formations ont informé les bénéficiaires sur les régimes alimentaires sains, la nutrition et la prévention des maladies chroniques.

M. Ahmed Mahmoud Awan, un réfugié qui a fui la guerre en Syrie pour rejoindre la Turquie, a réussi à s'inscrire au programme de formation de la FAO sur l'élevage. Après six semaines de formation intensive, qui incluaient l'apprentissage du turc, il a trouvé un emploi dans une ferme d'élevage, dirigée par un exploitant local de Şanlıurfa.

«J'ai participé au cours de formation et j'ai appris beaucoup de choses sur les maladies animales, les gestes de premiers secours ou le stockage du foin. Après avoir terminé la formation sur le terrain, l'un des agriculteurs locaux que j'avais rencontrés durant la formation m'a appelé et m'a demandé si je voulais travailler dans sa ferme. J'ai accepté son offre et j'ai commencé à travailler avec lui.»

RÉSULTATS

- Cinq programmes de formation professionnelle différents ont été organisés dans des domaines à déficit de main-d'œuvre du secteur alimentaire et agricole. Les programmes de développement et la formation sur le terrain ont ciblé 150 personnes (des communautés syriennes et d'accueil), dont 30 pour cent de femmes, avec des compétences axées sur la demande.
- Parmi les bénéficiaires, 120 ont participé à des foires à l'emploi et 49 ont trouvé un emploi dans 30 entreprises privées du secteur alimentaire et agricole.
- La participation des femmes a été encouragée et garantie par diverses dispositions, notamment un taux de participation minimum, la sélection de thèmes de formation qui leur correspondait le mieux, la mise à disposition de services de transport et la souplesse dans les critères de sélection des bénéficiaires.
- Les événements organisés ont fait la démonstration de recettes simples, nutritives et abordables faisant appel à des ingrédients locaux pour promouvoir une alimentation saine chez les bénéficiaires du projet. En conséquence, 250 participants ont amélioré la qualité de leur alimentation. Selon des tests réalisés avant et après le projet, 86 pour cent des participants comprennent désormais mieux ce que sont une alimentation et une nutrition saines et comment prévenir les maladies chroniques.
- Le projet a encouragé le partage d'information et a développé les capacités des employeurs et des employés. Ceci a permis d'appuyer les processus de demande de permis de travail, ou encore les exemptions de permis de travail pour les saisonniers agricoles.



DURABILITÉ

La formation en cours d'emploi a permis d'améliorer la capacité technique des partenaires de mise en œuvre et des institutions gouvernementales concernées à organiser des programmes de formation professionnelle similaires. Les efforts conjugués du réseau établi d'institutions publiques, des partenaires de mise en œuvre et des entreprises du secteur alimentaire et agricole pourront aussi faciliter des initiatives supplémentaires.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: Japon

Pays du programme: Turquie



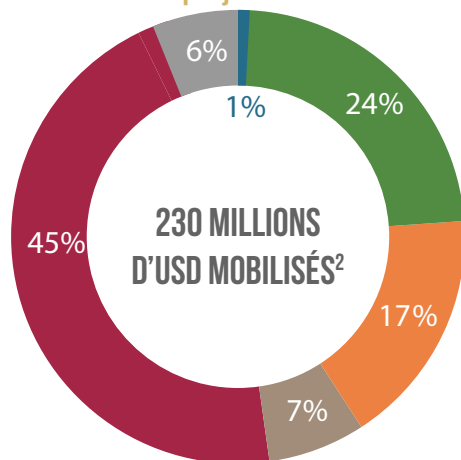
©FAO/Ridvan Vahapo

Proche-Orient et Afrique du Nord

L'élimination de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est un défi persistant au Proche-Orient et en Afrique du Nord. La dépendance structurelle de ces pays à l'égard des importations alimentaires rend la région extrêmement vulnérable aux chocs et réduit la capacité de populations entières à se nourrir par elles-mêmes.

Les pays de la région sont confrontés à des défis similaires lorsqu'ils tentent d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement inclusif de l'agriculture. Parmi ces problèmes, on trouve des taux de croissance démographique très élevés (de 2,2 pour cent en moyenne pour toute la région), une urbanisation importante, une faible croissance de la production alimentaire et une baisse de la productivité. En outre, les possibilités limitées d'approvisionnement en denrées alimentaires conduisent la région à importer des quantités de plus en plus importantes de produits alimentaires de base, ce qui augmente sa vulnérabilité à la flambée des prix alimentaires internationaux et à leur volatilité. La région est enfin naturellement exposée à des pénuries chroniques d'eau, si bien que ces pays pourraient tôt ou tard être confrontés à la plus grave intensification de la pénurie d'eau de toute l'histoire de la région.

Pour financer les efforts des années à venir, la FAO a mobilisé 230 millions d'USD répartis sur 68 projets en 2019¹



La stratégie de la FAO

Le programme de travail de la FAO au Proche-Orient et en Afrique du Nord s'attache à réaliser la sécurité alimentaire et s'efforce d'aider les États Membres à réduire leur vulnérabilité. Il soutient les efforts visant à réduire l'insécurité alimentaire, à éradiquer la faim, à augmenter la productivité de l'agriculture et à améliorer la capacité des communautés vulnérables à faire face aux chocs et aux crises et à s'en rétablir. À ce titre, la FAO a déployé trois initiatives régionales:

- L'initiative sur la raréfaction des ressources en eau soutient les gouvernements et le secteur privé dans l'adoption de technologies modernes et de solutions institutionnelles pour augmenter l'efficacité et la productivité de l'utilisation de l'eau agricole.
- L'initiative en faveur de l'agriculture à petite échelle est centrée sur la promotion d'emplois ruraux décents et sur une croissance économique inclusive dont tireront profit les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.
- L'initiative «Favoriser la résilience pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition» aide les pays à s'attaquer aux causes immédiates de la vulnérabilité, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en améliorant les politiques et les investissements fondés sur la résilience, les mesures de prévention et de réduction des risques et les ripostes rapides aux urgences.

- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- **Autre**

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure le financement de nouveaux projets ou de révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**Millions d'USD**

Arabie saoudite	93
Union européenne	41
OCHA	25
Fonds fiduciaire conjoint administré par le PNUD	13
FEM	13
Japon	12
Tunisie	10
Koweït	5
États-Unis d'Amérique	4
Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour	3
Bahreïn	2
Danemark	2
Allemagne	1
Italie	1
Suède	1
HCR	1
Suisse	1
Libye	1
Norvège	1
Monaco	1

Principaux pays du programme**Millions d'USD**

Arabie saoudite	93
Yémen	38
Iraq	24
Tunisie	16
République arabe de Syrie	15
Soudan	14
Mauritanie	8
Cisjordanie - Bande de Gaza	7
Bahreïn	2
Égypte	2
Liban	1
Libye	1
Maroc	1

Quelques réalisations et événements régionaux en 2019

- Les gouvernements et les institutions internationales ont créé le partenariat des Contributions déterminées au niveau national (CDN) afin d'accélérer la réalisation des objectifs climatiques et des cibles de développement durable vis-à-vis desquels ils se sont engagés. La FAO et le partenariat CDN ont uni leurs forces lors de **l'Atelier régional sur l'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau**, organisé du 9 au 11 septembre 2019 au Caire (Égypte) afin d'aider les pays à déterminer l'état de mise en œuvre de leurs CDN, conformément à l'Accord de Paris. Plus de dix partenaires de ressources et 82 participants venus de 15 pays ont travaillé ensemble pour déterminer les défis actuels, réviser les mécanismes de coordination nationaux pour intensifier les interventions efficaces et éviter la duplication des efforts.
- Les deuxièmes **Journées Terre et Eau** pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ont eu lieu du 31 mars au 4 avril 2019 au Caire (Égypte). La FAO y a tenu le rôle de chef de file pour aborder la question de la pénurie d'eau et de la sécurité alimentaire. La conférence a rassemblé 15 organisations partenaires, dont 480 participants issus de 45 pays, afin d'échanger les expériences et les connaissances sur différentes dimensions des défis liés aux terres, à l'eau et au changement climatique dans la région. Elle s'est conclue par la première réunion conjointe des ministres de l'eau et des ministres de l'agriculture de la région. La réunion a été hébergée par la Ligue des États arabes, et elle est désormais devenue une institution qui sera soutenue par une réunion de haut niveau tous les six mois. Il s'agit d'une étape majeure dans l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'eau dans la région.

La FAO au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Projets en cours en 2019¹



Exécution en 2019: **103 millions d'USD** à l'appui de **171 projets**
dans la région du Proche-Orient et d'Afrique du Nord²

¹ Ce chiffre correspond aux projets opérationnellement actifs à tout moment entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019

² Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre dans la région en 2019.

Protéger et restaurer les capacités agricoles et les moyens d'existence à Gaza en exploitant l'énergie solaire

La création de solutions d'énergie renouvelable à un moment critique s'est avérée essentielle pour améliorer la résilience des communautés rurales.



©FAO

Pendant une décennie, Gaza a connu des pénuries chroniques d'électricité qui ont eu des impacts dévastateurs sur les moyens d'existence reposant sur l'agriculture et sur la production alimentaire. En plus du bilan humain, les dommages infligés aux infrastructures d'électricité et d'eau de Gaza par trois guerres en l'espace de six ans et un blocus prolongé ont intensifié l'insécurité alimentaire. L'enquête socioéconomique et sur la sécurité alimentaire (SEFSec) de 2018 estime que 62 pour cent des ménages dans la bande de Gaza souffrent d'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Les ménages dirigés par des femmes sont généralement confrontés à des taux d'insécurité alimentaire plus élevés et sont moins résilients, ayant souvent du mal à accéder à des aliments nutritifs et diversifiés, que ce soit pour leur propre consommation ou pour la vente sur les marchés locaux.

APPROCHE

La FAO a fourni un soutien en temps utile pour sauvegarder les moyens d'existence issus de l'agriculture à Gaza en résolvant le problème crucial des pénuries d'électricité par l'introduction de sources d'énergie solaire renouvelable. Le projet visait à protéger et restaurer de manière durable les capacités de production agricole et d'élevage et par conséquent, les revenus des ménages, dans l'une des zones les plus à risque de la bande de Gaza. Des installations d'énergie solaire ont été mises en place pour permettre une meilleure production végétale grâce à une irrigation efficace. Le projet a contribué à l'Initiative solaire palestinienne, qui vise à satisfaire 30 pour cent des demandes énergétiques en utilisant des sources renouvelables d'ici 2020, et contribue à la réalisation de l'ODD 7 (garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable).

Suleiman Tabash et sa famille ont reçu des panneaux solaires pour alimenter en électricité leur machine à traire et le réfrigérateur qu'ils utilisent pour garder leurs produits laitiers au frais durant les coupures d'électricité. Il a également bénéficié d'une formation qui lui a permis, avec 200 autres exploitants bénéficiaires du projet, de faire fonctionner les systèmes à énergie solaire dans leurs fermes.

«Actuellement, les panneaux solaires installés nous fournissent huit heures d'électricité supplémentaires par jour. Cet apport est crucial durant les mois d'été où le fromage doit être gardé au réfrigérateur pour augmenter sa durée de conservation et pour éviter les pertes.»

RÉSULTATS

- Le projet est venu en aide à 2 861 personnes, dont 49 pour cent de femmes. Ce chiffre inclut 89 ménages agricoles à risque dans les gouvernorats de Khan Yunis, Rafah et Gaza-Nord, des zones où l'impact de la crise d'électricité est particulièrement sévère. Par ailleurs, 413 ménages supplémentaires, pour la plupart dans des zones semi-urbaines et rurales, ont bénéficié indirectement du projet via l'accès à de l'eau d'irrigation à un coût considérablement réduit, grâce à l'énergie produite par les panneaux solaires.
- Quarante producteurs agricoles ont reçu des systèmes d'énergie solaire pour assurer l'irrigation suffisante des cultures, et les puits d'irrigation ainsi que les étangs de collecte des exploitations ont été optimisés avec des systèmes de pompage à énergie solaire de façon à améliorer la production de cultures grâce à une irrigation efficace des terres agricoles.
- Le projet a augmenté la quantité d'eau extraite des puits jusqu'à leur capacité autorisée, ce qui a réduit les frais de fonctionnement des propriétaires de puits et diminué les coûts d'abonnement à l'eau des ménages agricoles, permettant ainsi aux exploitants d'augmenter la superficie des terres irriguées.
- Des panneaux solaires ont été installés dans 25 fermes à volailles pour maintenir l'éclairage nécessaire à la production d'œufs, et 24 fermes laitières ont également été équipées de panneaux solaires pour le fonctionnement des machines à traire portables de façon à stabiliser la production de lait et de viande.
- Les bénéficiaires du projet, qui comprenaient des agricultrices, ont aussi reçu une formation technique sur la gestion de l'irrigation et sur la gestion des panneaux solaires.



DURABILITÉ

- Les campagnes de formation et de sensibilisation ont amélioré la capacité des bénéficiaires à entretenir les panneaux solaires, ce qui garantira à la fois les bénéfices immédiats et à long terme d'un approvisionnement électrique constant. En retour, la gestion correcte des systèmes réduit la vulnérabilité des groupes bénéficiaires sur le long terme en leur fournissant une solution durable aux pénuries d'électricité.
- La plus grande sensibilisation à l'utilisation durable de l'eau facilite la mise en place de meilleures pratiques de gestion de l'eau, ce qui contribue à limiter les risques et à réduire la vulnérabilité sur le long terme.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: Belgique

Région du programme: Cisjordanie et bande de Gaza



©FAO/Marco Longari

Mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'appui de l'efficacité, de la productivité et de la durabilité au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Le projet facilite la création d'un cadre de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en faveur de l'efficacité, de la productivité et de la durabilité de l'eau dans huit pays.



©FAO/Cengiz Yar

La région Proche-Orient et Afrique du Nord est naturellement sujette à des pénuries d'eau chroniques et va être confrontée à une intensification de la raréfaction de l'eau dans les décennies à venir en raison de l'augmentation de la demande due à la croissance démographique. S'ajoutent à cela, l'augmentation de la production agricole domestique irriguée et la concurrence croissante sur les ressources avec une urbanisation galopante, des niveaux de demande énergétique en hausse et le développement socioéconomique général. Le manque d'eau douce dû à des sécheresses plus fréquentes, plus intenses et plus longues conjugué à l'augmentation de la demande (l'agriculture consommant à elle seule 85 pour cent des ressources), appelle une hausse de l'efficacité des ressources et de la productivité (augmenter le rendement avec la même quantité d'eau) de façon à soutenir la sécurité alimentaire et dynamiser l'économie rurale.

APPROCHE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses ODD n'appellent pas seulement à des changements transformationnels dans la gestion de ressources stratégiques comme l'eau, la terre et l'énergie, mais aussi à des changements structurels dans l'utilisation de l'eau agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire. Le projet mis en œuvre dans huit pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord vise à mettre en place le cadre permettant d'atteindre l'efficacité, la productivité et la durabilité de l'eau (ODD 6.4), en particulier par: (i) la mise en place de systèmes de comptabilité de l'eau fiables; (ii) la mise en œuvre d'actions visant à accroître l'efficacité et la productivité de l'eau agricole; (iii) la définition de la «durabilité de l'eau» qui promeut un développement durable, socialement équitable et fondé sur les droits de l'homme.

Sur le terrain, le projet a mené des sondages auprès des agriculteurs pour comprendre leurs pratiques d'utilisation de l'eau et pour expérimenter sur certaines cultures, dans le cadre des champs-écoles des producteurs. En Palestine, l'école pratique d'agriculture d'Aba, qui réunit 17 exploitants, a travaillé sur la culture du concombre sous serre. Après une campagne agricole menée en utilisant les bonnes pratiques agricoles et de gestion de l'eau, le rendement du champ d'expérimentation (24,7 kg/m³) était deux

fois plus élevé que celui de la serre gérée de façon traditionnelle (12,50 kg/m³). Les champs-écoles des producteurs regroupent 250 exploitants au Maroc, en Tunisie, en Jordanie, au Liban et en Palestine et on pense que ce chiffre pourrait doubler en 2020 sachant que les bureaux locaux d'agriculture ont demandé à être impliqués dans la formation.

RÉSULTATS

- Le projet a facilité six séances de formation régionales sur la productivité de l'eau, la surveillance des cultures par télédétection, la comptabilité de l'eau, la mesure de l'évapotranspiration, la production d'instruments agrométéorologiques pour mesurer l'évapotranspiration et les approches et outils concernant l'interconnexion entre eau/énergie/alimentation. Il a atteint plus de 150 participants issus principalement des pays cibles.
- Quinze webinaires organisés au cours de l'année ont permis d'atteindre 700 personnes. Les conférences internationales et les séances techniques menées ont touché plus de 4 000 personnes dans le monde.
- Trois plateformes de collaboration virtuelle ont été créées: une première sur la comptabilité de l'eau et l'eau au service de l'alimentation, une deuxième sur la productivité de l'eau et une troisième sur la surveillance des cultures par télédétection. Ces plateformes ont organisé des réunions ou des formations virtuelles et en présentiel.
- Six méthodologies (établissement d'une situation de référence de la productivité de l'eau, évaluation de la productivité de l'eau agricole, résolution des problèmes de comptabilité de l'eau, audit/gouvernance de l'eau, surveillance de l'évapotranspiration et surveillance des cultures par télédétection) ainsi que trois programmes de formation ont été développés pour la formation à la comptabilité de l'eau, à la surveillance des cultures et à la productivité de l'eau au moyen de la télédétection.
- Des séances de formation technique spécifiques sur la productivité de l'eau, sa comptabilité, l'évapotranspiration, la télédétection et les systèmes d'information géographiques pour la gestion des ressources naturelles ont également été menées dans les pays cibles. Par ailleurs, des stations agrométéorologiques améliorées (CORDOVA ET) ont été conçues et testées dans chaque pays, et 14 champs-écoles des producteurs ont été créés avec des programmes de formation sur la comptabilité de l'eau et la culture de l'okra, du poivron, de la tomate, du concombre, de l'olive et de la carotte en champ ouvert ou en serre.
- Le Maroc et la Jordanie ont entamé une concertation approfondie sur le nexus eau/agriculture/énergie dans le but d'informer la planification stratégique et des choix/compromis difficiles.
- Le projet a sélectionné 14 sites où les activités de terrain font participer les populations, expérimentent des techniques avec les agriculteurs et disséminent les meilleures pratiques. Au Maroc, le projet appuie l'établissement d'un contrat participatif sur les eaux souterraines en collaboration avec les associations d'exploitants agricoles.



DURABILITÉ

- Les efforts futurs soutiendront l'introduction de la comptabilité de l'eau en Iraq et des processus de gouvernance et de gestion des eaux souterraines en Jordanie, au Maroc, à Oman et en Tunisie.
- Le projet a disséminé ses résultats et augmenté la sensibilisation à la gestion de l'eau, notamment par des participations au Forum mondial de l'irrigation, à la Journée mondiale de l'alimentation, aux Journées de l'eau, du Forum arabe international de l'eau, à la Semaine de l'eau du Caire, aux Journées Terre et Eau pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord et à la conférence régionale sur l'amélioration de la productivité de l'eau. Par ailleurs, un grand nombre d'événements nationaux ont présenté des outils ou des résultats.

Période: 2016-2021

Partenaire de ressources: Suède

Pays du programme: Algérie, Égypte, Iran (République islamique d'), Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie

Améliorer l'employabilité des jeunes Libanais et réfugiés syriens dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

La participation des étudiants libanais et des réfugiés syriens à des formations professionnelles est en hausse avec un enseignement agricole technique plus axé sur la pratique afin de mieux préparer les étudiants au marché du travail.



©FAO/ Fouad Choufany

La crise syrienne qui a débuté en 2011 a entraîné un afflux massif de déplacés syriens au Liban. En 2016, leur nombre total avoisinait 1,5 million de personnes, dont 16 pour cent étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Ces jeunes déplacés ont dû affronter la séparation d'avec leur réseau communautaire et social, l'arrêt de leur parcours scolaire, la perte de leurs moyens d'existence, des problèmes d'accès aux services de sécurité sociale et l'adaptation à un nouvel environnement. Le Gouvernement libanais a identifié l'agriculture comme un secteur ayant à la fois besoin de soutien et capable de fournir des emplois et des perspectives de revenus aux Syriens déplacés, tout comme à la jeunesse/ aux travailleurs libanais non qualifiés des communautés d'accueil.

APPROCHE

Le projet vise à améliorer l'employabilité de la jeunesse libanaise, des Syriens déplacés et d'autres réfugiés au Liban, en leur donnant la possibilité d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour accéder à des emplois dans l'agriculture et l'agroalimentaire au Liban, ou en Syrie à leur retour selon les cas. Le projet a appuyé la révision de la Stratégie nationale de politique technique agricole, et en particulier le cadre institutionnel d'enseignement, le programme et les cursus de formation; la création de liens entre les écoles d'agriculture et le secteur privé; la modernisation, l'équipement et la formation des écoles techniques d'agriculture.

Bathoul est une jeune déplacée qui a fui la ville d'Alep en Syrie pour s'inscrire au Baccalauréat technique d'une école technique d'agriculture. Elle a d'abord suivi des cours de formation non formelle sur le paysagisme, l'apiculture et l'art floral.

«Je conseille aux jeunes de s'inscrire dans les écoles techniques d'agriculture: cela permet d'apprendre beaucoup de choses et d'acquérir de l'expérience pour se préparer à entrer sur le marché du travail.»

Batoul travaille désormais chez un fleuriste local et aimerait pouvoir ouvrir son propre magasin lorsqu'elle rentrera dans son pays.

RÉSULTATS

- Une consultation avec le secteur privé et les universités, ainsi qu'une évaluation du marché du travail pour les bacheliers des écoles techniques d'agriculture, ont encouragé le Ministère de l'agriculture à développer de nouveaux parcours de formation. Des grilles techniques et des normes professionnelles fondées sur les compétences ont guidé l'élaboration des cursus dans cinq domaines professionnels: la réparation de machines agricoles, l'installation de systèmes d'irrigation, la production de volailles, les fermes hydroponiques et les fermes d'élevage et laitières.
- En partenariat avec l'OIT, un kit d'apprentissage pratique a été mis au point, aligné sur le nouveau programme du baccalauréat technique. Des formations basées sur les compétences et une intégration de la parité des sexes sur 90 formations ont contribué à la mise à jour à deux programmes de baccalauréat dirigée par les écoles techniques d'agriculture pour mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi.
- Des évaluations des infrastructures, une méthodologie d'inventaire avec l'élaboration d'une application informatique, l'équipement de bâtiments techniques et des travaux de remise en état ont été menés pour appuyer sept écoles techniques d'agriculture. Une augmentation de 75 pour cent dans le financement des partenaires de ressources a permis à la FAO de conclure une initiative de collaboration avec l'UNICEF afin de réhabiliter l'infrastructure scolaire et l'environnement d'apprentissage.
- En partenariat avec WARD et la Fondation AVSI, 17 modules de cours de courte durée ont été mis en œuvre dans le cadre de la formation agricole non formelle. La formation a atteint 2 321 étudiants, dont 60 pour cent étaient des jeunes filles et 40 pour cent étaient des jeunes déplacés non libanais.



DURABILITÉ

- La concertation entre les partenaires et les acteurs concernés a été institutionnalisée par des conseils consultatifs, ainsi que des règlements d'exploitation technique et financière.
- Une campagne de promotion dans les écoles a été menée en 2019 pour inciter les jeunes à s'inscrire. Elle a souligné l'importance de l'enseignement technique en agriculture et a sensibilisé les jeunes sur leurs perspectives d'emploi.
- La formation non formelle dispensée par les écoles/centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels continue d'utiliser l'approche développée dans le cadre du projet.

Période: 2016-2020

Partenaire de ressources: Pays-Bas

Pays du programme: Liban



©AVSI

Développer les capacités commerciales dans les États arabes en menant une évaluation de conformité régionale harmonisée et en améliorant la sécurité sanitaire des aliments

Les pays de la région arabe ont intensifié leur dialogue sur les travaux du Codex et ont renforcé leur coordination régionale en développant une vision commune du contrôle sanitaire des aliments.



©FAO

En l'absence de systèmes nationaux de contrôle des aliments robustes, un grand nombre d'États arabes rencontrent des difficultés pour répondre à la fois à la demande de leurs citoyens en aliments sûrs et sains et aux exigences en matière de contrôle alimentaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour le commerce international. La création de systèmes de contrôle des aliments plus robustes et leur harmonisation régionale peut non seulement protéger davantage les consommateurs locaux, mais également améliorer les relations commerciales, en facilitant l'accès à de nouveaux marchés et en stimulant le commerce régional et international ainsi que la croissance économique. Afin de promouvoir de meilleurs systèmes de contrôle des aliments, l'ONUDI a mis en œuvre le projet Initiative arabe sur la sécurité sanitaire des aliments en vue de faciliter les échanges commerciaux (SAFE), financé par la Suède, avec la FAO comme partenaire de mise en œuvre des composantes de sécurité sanitaire des aliments.

APPROCHE

Pour soutenir l'initiative de l'ONUDI, le projet de la FAO a renforcé les systèmes nationaux de contrôle des aliments dans la région arabe et a aidé à faciliter l'harmonisation de la sécurité sanitaire des aliments et des politiques et protocoles de qualité. À cette fin, la FAO et l'ONUDI ont mené une analyse des systèmes de contrôle sanitaire des aliments, au moyen de l'outil d'évaluation récemment mis au point par la FAO et l'OMS, et ont formulé des recommandations pour renforcer les capacités régionales et nationales pour les travaux du Codex. L'amélioration de la conformité aux normes de sécurité sanitaire des aliments sur les marchés d'exportation augmentera les opportunités commerciales dans toute la région et au-delà, et aura des répercussions positives sur les producteurs d'aliments et les organisations commerciales. Le renforcement des systèmes de contrôle alimentaire sera aussi bénéfique aux consommateurs, qui ont accès à des aliments plus sûrs et qui seront mieux protégés contre les maladies d'origine alimentaire.

«Nous avons énormément appris au cours de ce processus, notamment sur le fonctionnement de tout le système de contrôle alimentaire, l'interconnexion entre les différentes agences et notre rôle dans le système.»

Batoul Mohammed Abdo, Ministère soudanais de l'agriculture et des forêts

RÉSULTATS

- Un atelier régional a sensibilisé les participants à l'utilisation de l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments. La FAO a créé une version en arabe de l'outil en incorporant les commentaires et les contributions des pays participants. Vingt-trois experts appartenant aux autorités nationales de sécurité sanitaire des aliments ont reçu une formation en tant que principaux points focaux nationaux pour la mise en œuvre d'une évaluation du système de contrôle alimentaire.
- Deux évaluations du système national de contrôle alimentaire ont été menées au Soudan et en Tunisie, et 66 professionnels de la sécurité sanitaire des aliments ont été formés à cette occasion. Lors du développement d'un cadre stratégique, les autorités compétentes ont identifié des priorités et ont mis au point un plan d'action pour améliorer leurs systèmes de contrôle alimentaire.
- Six guides régionaux Codex ont été rédigés en arabe sur des questions spécifiques identifiées comme des faiblesses récurrentes afin de participer efficacement aux travaux du Codex dans la région. Les guides ont été utilisés lors des ateliers de formation nationaux en Égypte, en Tunisie et au Koweït.
- Trois formations régionales ont été menées pour partager les enseignements tirés dans toute la région et valider les guides de procédure. Au total, le projet a développé ou renforcé les capacités de 175 professionnels et décideurs issus des autorités gouvernementales et de contrôle sanitaire des aliments, des universités et des associations professionnelles des différents pays afin qu'ils participent aux travaux du Codex.
- La participation de haut niveau des pays du projet à la 10^e Session du Comité de coordination FAO/OMS pour le Proche-Orient (CCNE10) du 11 au 15 novembre 2019 a facilité une formation additionnelle sur l'utilisation des outils en ligne de participation au Codex ainsi que la finalisation d'une norme régionale.



DURABILITÉ

- Les cadres stratégiques et les plans d'action préparés au Soudan et en Tunisie ont été présentés aux autorités compétentes nationales de haut niveau et aux bailleurs de fonds au cours de l'atelier final du processus d'évaluation. Les résultats et enseignements tirés ont été présentés et examinés avec les autres pays de la région au cours de l'atelier final.
- Vingt-trois experts des autorités nationales de la région arabe ont reçu une formation en tant que principaux agents de contact nationaux pour la mise en œuvre d'une évaluation du système de contrôle alimentaire.
- Les pays arabes se sont mis d'accord sur les procédures et processus à adopter pour mener à bien leur travail national sur les processus du Codex, ce qui assurera une participation plus efficace au travail international du Codex Alimentarius.
- Lors du CCNE10, les pays se sont mis d'accord sur la mise en œuvre d'une série d'activités au cours des deux années à venir à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2020-2025, pour lequel les compétences et les processus développés durant ce projet s'avéreront essentiels.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: ONUDI

Pays du programme: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen

Trop précieux pour être jetés! Réutilisation des biosolides et des déchets organiques grâce à la création d'emplois verts en Jordanie

L'augmentation des emplois verts a amélioré les moyens d'existence des plus démunis au sein des populations d'accueil ainsi que les conditions environnementales dans le Gouvernorat de Mafraq.



©FAO

La Jordanie est particulièrement touchée par la crise syrienne: c'est le pays qui accueille le plus de réfugiés par rapport à sa population après le Liban. Les réfugiés ne sont pas les seuls à connaître des conditions éprouvantes, la population dans son ensemble, notamment les groupes les plus démunis, subit une baisse importante de ses moyens d'existence et des possibilités d'accès aux services publics auxquels elle a droit. La situation est particulièrement critique dans le Gouvernorat de Mafraq. Par ailleurs, on estime que plus de trois millions de tonnes de déchets, dont la moitié est composée de déchets organiques, sont générées chaque année en Jordanie. Cette quantité a augmenté proportionnellement avec l'afflux de réfugiés. La réponse à la crise des réfugiés syriens exige une approche holistique qui ne soit pas seulement axée sur les éléments humanitaires, mais prenne en compte les dimensions environnementales.

APPROCHE

Le projet visait à dynamiser la croissance économique locale dans le Gouvernorat de Mafraq par le biais du développement d'entreprises du secteur privé, de l'amélioration des moyens d'existence et de la promotion de la durabilité environnementale et de la création d'emplois verts. L'optimisation de l'utilisation des résidus des eaux usées traitées et des solides organiques permet de produire de l'énergie renouvelable et du compost, et en même temps, fournit des opportunités à au moins 70 ménages vulnérables qui peuvent s'assurer un revenu régulier grâce aux installations de biogaz, de tri des déchets solides et aux centres de compostage.

Alors que les bénéficiaires percevaient initialement le tri des déchets comme une activité dangereuse et peu acceptable, la formation a aidé les communautés à mieux comprendre la nature de ce travail.

«Ce projet m'a permis d'avoir un environnement de travail sûr, proche de chez moi, ce qui me donne plus de temps pour m'occuper de mes enfants.»

Ghoson, bénéficiaire du projet, a fui la crise en Syrie et élève seule quatre enfants.

RÉSULTATS

- Le programme a fourni des emplois de court terme à 65 ménages, dont 77 pour cent étaient issus des populations d'accueil et 23 pour cent des réfugiés syriens. Par ailleurs, 33 personnes (95 pour cent de Syriens et 5 pour cent de Jordaniens) occupent maintenant des emplois verts dans un environnement sûr qui permet aux réfugiés d'améliorer leur situation économique sans être contraints à travailler dans des conditions dangereuses. L'intervention a touché 105 000 personnes, y compris la population de la municipalité de Zaatari et du Gouvernorat de Mafraq.
- Un groupe de 89 Syriens, dont 43 femmes, a été formé au tri des déchets pour extraire les matières organiques, qui représentent respectivement 30 pour cent des déchets du camp en hiver et 50 pour cent en été.
- Dans le cadre de l'initiative emplois verts, la formation aux meilleures pratiques de compost et l'emploi ultérieur de 33 des premiers stagiaires (dont 18 femmes) ont permis de valoriser les déchets organiques extraits.



DURABILITÉ

- Des manuels sur le compost et la gestion de l'installation de récupération des matériaux, ainsi que le plan de la centrale à biogaz ont été partagés avec les partenaires du projet pour orienter le plan de mise en œuvre d'installations similaires qui couvriront les municipalités voisines.
- La FAO a signé des accords avec plusieurs entités gouvernementales et institutions afin de développer les capacités des employés et de fournir des séances de formation aux ingénieurs et aux autres parties prenantes.
- Dans le cadre du projet, la FAO a établi des liens avec la GIZ et l'Union européenne afin de développer un document d'information pour de futures actions conjointes, qui incluent la fourniture d'une centrale à biogaz pour le camp de Zaatar (dont la conception a été réalisée par le projet) avec un financement Gestion des déchets UE-GIZ.

Période: 2016-2020

Partenaire de ressources: Union européenne

Pays du programme: Jordanie



©FAO

Renforcer le rôle des femmes dans les processus de consolidation de la paix à travers la gestion des ressources naturelles à Sana'a et Lahj

Les conflits relatifs à l'eau ont été apaisés et la participation des femmes aux mécanismes de résolution a été renforcée, tandis que l'autosuffisance économique, les sources de revenus et la cohésion sociale ont augmenté.



©FAO/Soliman Ahmed

Le Yémen est l'une des nations arabes les plus pauvres et l'un des pays les plus soumis au stress hydrique. Le conflit qui a débuté en 2015 a encore endommagé les infrastructures critiques du pays dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, exacerbant ultérieurement le problème de la pénurie d'eau. À Sana'a et Lahaj, une mauvaise réglementation de l'eau, une distribution inéquitable et la surexploitation des ressources partagées, associées à des infrastructures endommagées et vétustes, ont provoqué des conflits relatifs à l'eau, seuls certains membres de la communauté ayant accès à l'eau du réseau. Les femmes sont particulièrement touchées, étant donné qu'elles ont été exclues de la gestion des ressources et des processus décisionnels en raison de l'inégalité des rapports de force entre sexes au Yémen, façonnée par diverses traditions religieuses, culturelles, sociales et politiques.

APPROCHE

L'intervention visait à soutenir des solutions durables aux conflits localisés dérivant de la pénurie des ressources, en renforçant le rôle des femmes dans la consolidation de la paix à travers la gestion des ressources naturelles à l'échelle communautaire à Sana'a et Lahj. Pour atteindre cet objectif, le projet a soutenu la création et le renforcement des capacités de 14 associations d'usagers de l'eau et de Groupes de femmes usagères de l'eau (GUE) au sein de ces associations. Le projet a également établi et développé la capacité de 14 Comités de résolution des conflits (CRC), un dans chaque association, avec une participation égale d'hommes et de femmes. Les femmes ont eu l'occasion d'endosser des rôles de leaders dans les processus de résolution des conflits et de mobilisation des membres de la communauté afin de soutenir les résolutions destinées à résoudre les conflits locaux relatifs à l'eau.

«J'ai eu la chance de suivre la formation de la FAO sur les conflits liés à la gestion et à la distribution d'eau. J'ai appris beaucoup sur la gestion collective de l'eau. Ces connaissances m'aideront, ainsi que les autres associations d'utilisateurs d'eau, à résoudre les conflits liés à l'eau dans notre communauté. L'apaisement des conflits ouvrira des possibilités d'emploi pour les jeunes qui, par le passé, laissaient leurs fermes pour se joindre aux groupes armés. La revitalisation de l'agriculture améliorera le tissu socioéconomique des communautés et leur vie en général.»

Wafa'a Nasser, agronome et membre de l'Association agricole de Bayzak

RÉSULTATS

- La FAO et l'Organisation internationale pour les migrations ont rétabli 14 associations d'usagers de l'eau par le biais de contrats communautaires à Sana'a et Lahj et les ont aidées à créer et former 14 CRC dirigés par des femmes, afin de collecter des données sur les conflits existants et gérer leur résolution.
- Quarante GUE ont été créés, et la participation des femmes aux conseils de direction des associations d'usagers de l'eau a atteint 30 pour cent à Sana'a comme à Lahj. Toutes les interventions ont été mises en œuvre grâce à la main-d'œuvre locale et 85 pour cent des initiatives ont été menées par des femmes.
- Grâce au renforcement des capacités opéré en faveur de la résolution des conflits et du rétablissement des sources d'eau communes, le projet a amélioré l'accès à l'eau d'irrigation d'environ 27 165 exploitants agricoles et a fourni par le biais d'un mécanisme de la FAO de rémunération en espèces du travail un accès immédiat à des revenus à 1 083 bénéficiaires, dont 294 femmes issues de ménages vulnérables à faibles revenus.
- Le niveau du revenu net agricole a augmenté de 25 pour cent, et 1 767 ha de terres agricoles ont bénéficié du projet. Par ailleurs, 1 859 ha ont désormais un meilleur accès à l'eau. En conséquence, les conflits liés à l'eau ont diminué de 53 pour cent.



DURABILITÉ

- Grâce au projet, la voix des femmes a pour la première fois été entendue au niveau communautaire et institutionnel. Le projet a abordé les conflits liés à l'eau de multiples façons, en renforçant les mécanismes traditionnels de résolution des conflits par la concertation communautaire et, chose plus innovante, en donnant les moyens aux femmes de jouer un rôle actif dans ces processus.
- Compte tenu du succès de cette intervention, la FAO a reçu des financements supplémentaires de la part du Japon pour étendre les résultats du projet. Les prochaines interventions soutiendront la résolution de conflits liés au partage de l'eau et l'autonomisation des femmes dans la région de la vallée de Wadi Bana et en particulier à Ibb, Albayda, Aldal'a, Lahj et Abyan.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: Fonds pour la consolidation de la paix

Pays du programme: Yémen

Amérique latine et Caraïbes

Au cours des vingt dernières années, la région Amérique latine et Caraïbes a fait des pas considérables vers l'éradication de la faim, tant en termes de pourcentage que de nombres réels: le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 20 millions depuis 2000. Par ailleurs, la région a enregistré des progrès significatifs dans la réduction de la malnutrition infantile. Le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans a décliné de 16,7 pour cent à 9 pour cent entre 2000 et 2018 et 1,3 pour cent des enfants seulement souffraient d'émaciation en 2018.

Malgré ces progrès, plusieurs défis doivent encore être relevés:

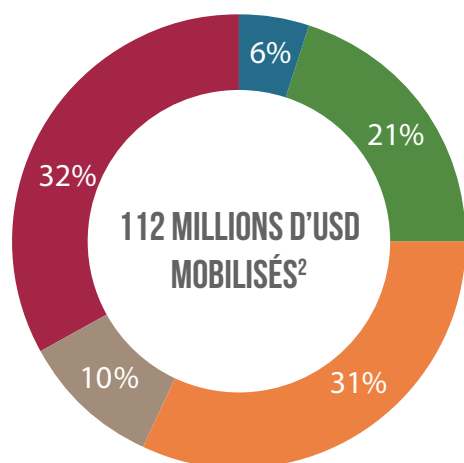
- 42,5 millions de personnes, soit 6,5 pour cent de la population de la région, souffraient encore de la faim en 2018.
- 188 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire modérée à sévère en Amérique latine, ce qui représente une augmentation de 26 pour cent à 31 pour cent de la population entre les périodes 2014-2016 et 2016-2018.
- Les infrastructures et l'hygiène environnementale nécessaires pour un accès à l'eau potable doivent être améliorées, de même que les systèmes de surveillance et d'alerte rapide en matière de sécurité sanitaire des aliments et de santé animale.
- Des politiques publiques multisectorielles, qui exigent une coordination et la collaboration du système politique et des communautés, sont indispensables pour enrayer la malnutrition.

La stratégie de la FAO

La FAO apporte son assistance technique et son soutien aux politiques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui visent à lutter contre la faim par l'intermédiaire de son Programme de travail et plus particulièrement par le biais de trois initiatives régionales:

- Libérer l'Amérique latine et les Caraïbes de la faim et de toutes les formes de malnutrition – L'Initiative soutient tous les principaux mécanismes de sécurité alimentaire dans la région dans tous les secteurs pour garantir le droit à l'alimentation pour tous.
- Éradiquer la pauvreté rurale et revitaliser les territoires ruraux – L'initiative promeut un développement productif et le bien-être social des exploitants agricoles ainsi que leur participation aux systèmes alimentaires.
- Promouvoir une agriculture durable résiliente face au climat – L'initiative stimule la transition vers le développement durable de l'agriculture, des pêches et des forêts selon une perspective socioéconomique et environnementale.

Pour financer les efforts des années à venir, la FAO a mobilisé 112 millions d'USD répartis sur 77 projets en 2019¹



- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- **Autre**

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure le financement de nouveaux projets ou de révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**Millions d'USD**

FVC	38
Colombie	25
Union européenne	18
FEM	10
Fonds fiduciaire conjoint administré par le PNUD	5
OCHA	4
Mexique	3
Suisse	2
Panama	1
Brésil	1
Suède	1
UNICEF	1
Uruguay	1
Grenade	1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1
Espagne	1
Multilatéral	1

Principaux pays du programme**Millions d'USD**

El Salvador	36
Colombie	34
Cuba	12
Venezuela (République bolivarienne du)	5
Guatemala	3
Mexique	3
Nicaragua	3
Honduras	2
Haïti	2
Panama	1
Uruguay	1
Grenade	1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1
Chili	1

Quelques réalisations et événements régionaux en 2019

- Les **Fronts parlementaires contre la faim** (FPF) en Amérique latine et dans les Caraïbes, réseau de législateurs créé avec le soutien de l'Espagne pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région, sont présents dans 21 congrès nationaux et quatre parlements régionaux et sous-régionaux.
- Six lois nationales relatives aux pertes et gaspillage alimentaires en Colombie, à El Salvador et au Pérou; à l'étiquetage alimentaire au Mexique; aux exploitations familiales au Paraguay; à l'agroécologie en Uruguay ont été préparées avec le soutien des FPF.
- Le Parlement Latino-américain et Caribéen ainsi que la FAO sont convenus d'un plan de travail commun pour 2019-2020 afin de promouvoir un modèle législatif et des recommandations sur l'agroécologie, le surpoids et l'obésité, les pertes et le gaspillage alimentaires, le changement climatique et la sécurité alimentaire, entre autres domaines.
- Le premier événement régional organisé conjointement par la FAO, l'UIT et Antel s'est tenu en Uruguay au cours de la «**Semaine de l'innovation en Amérique – communautés rurales intelligentes**». Cet événement a facilité le dialogue et le partage des connaissances entre plus de 190 participants sur les solutions et les technologies numériques adaptées au développement agricole durable dans la région.

La FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes

Projets en cours en 2019¹



Exécution en 2019: **86 millions d'USD** à l'appui
de **205 projets** en Amérique latine et dans les Caraïbes²

¹ Ce chiffre correspond aux projets qui étaient opérationnellement actifs à tout moment entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

² Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre dans la région en 2019.

Autonomiser les femmes rurales à l'appui de l'action climatique dans le secteur forestier de l'ouest du Honduras

Le niveau de vie des femmes rurales et indigènes a augmenté grâce au développement de leurs compétences en matière de gestion des ressources forestières.



©FAO

D'après l'indice mondial des risques climatiques de Germanwatch, le Honduras est l'un des pays au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique, et la déforestation tout comme la dégradation des forêts aggravent encore cette vulnérabilité. Les femmes indigènes de la partie occidentale du Honduras sont particulièrement touchées par la déforestation et les effets du changement climatique, puisque leurs activités productives et leur accès à l'eau et au bois pour la cuisine dépendent largement des forêts.

APPROCHE

Le projet en cours pour l'autonomisation des femmes rurales en faveur de l'action climatique au Honduras (PROMUCLIMA) vise à réduire la pauvreté rurale et les émissions de gaz à effet de serre provoqués par la déforestation et la dégradation des forêts. L'intervention prône la création et le renforcement des capacités techniques, productives et commerciales des femmes rurales et indigènes et des jeunes dans 12 municipalités des départements de Santa Barbara et de Lempira.

Le projet renforce les capacités des institutions et des associations locales liées à la gestion et à l'utilisation des ressources forestières en promouvant l'adoption de bonnes pratiques et de procédés de production innovants. Des conseils techniques et de politiques sont également prodigués au moyen d'ateliers multipartites regroupant municipalités, associations, communautés et institutions nationales afin de créer des synergies et de concevoir des plans d'action adaptés.

«Ce projet nous a soutenus en proposant des ateliers et des formations sur le développement de marchés et sur la parité pour nous aider à comprendre nos devoirs et nos droits en tant que femmes. Des séminaires sur la gouvernance ont également été organisés pour nous permettre de participer activement aux actions de notre municipalité. Nous espérons qu'à l'avenir, le projet continuera à nous soutenir en organisant des formations sur les nouvelles technologies pour améliorer la production de café torréfié, et sur l'accès au marché et les plans d'affaires.»

Rosalina Romero, entrepreneuse de la municipalité de El Nispero, Santa Bárbara

RÉSULTATS

- Les entretiens menés avec les associations de producteurs forestiers et agricoles dans 11 des 12 municipalités pilotes ont permis l'auto-évaluation des associations forestières et d'exploitants agricoles.
- L'atelier «Diagnostic, planification stratégique et concertation municipale avec la participation des associations communautaires et des réseaux de femmes» a impliqué les principaux acteurs et bénéficiaires du projet pour assurer une participation inclusive et significative aux processus de décision.
- Le forum «Les gardiennes de la maison commune: dialogue sur le changement climatique» a encouragé la reconnaissance du rôle joué par les hommes, les femmes, les jeunes et les peuples indigènes dans les processus de planification municipale, ainsi que leur participation à des structures de concertation. Ces activités ont contribué à renforcer la gouvernance, la gestion des ressources naturelles et l'autonomisation économique à l'échelle locale et nationale. Au total, 139 représentants d'associations communautaires, dont 28 pour cent de femmes, ont participé à l'événement.



DURABILITÉ

- La proposition des autorités communautaires a été présentée lors du forum; un document qui a été lu, signé et distribué par les représentants communautaires aux autorités compétentes.
- Le Ministre des ressources naturelles et de l'environnement soutiendra et portera le processus de certification et le renforcement des Unités environnementales municipales pour promouvoir la décentralisation de services spécifiques.
- Le Ministre et responsable de l'Institut national de la conservation des forêts demandera aux bureaux régionaux et locaux de soutenir les changements les plus efficaces possible au sein des Unités environnementales municipales et des associations communautaires, en impliquant par exemple les services de l'eau dans les processus de déclaration pour les microbassins.

Période: 2018-2022

Partenaire de ressources: Canada

Pays du programme: Honduras



©FAO/Jaime Peralta

Redéfinir les cadres institutionnels pour l'éradication de la faim en Mésio-Amérique

Le Programme a travaillé avec les autorités nationales et locales et les institutions de la région en proposant des solutions de développement innovantes pour garantir des conditions de vie décentes aux populations les plus vulnérables.



©FAO/Carlos Z apraolli

L'insécurité alimentaire et la pauvreté en Mésio-Amérique sont essentiellement un phénomène rural. Les communautés rurales sont confrontées à un manque de croissance économique et d'investissements productifs, en plus des catastrophes naturelles et de la détérioration des ressources naturelles. De même, les zones rurales font face à des lacunes institutionnelles, avec une couverture limitée des politiques et programmes publics conçus pour répondre à leurs besoins. Les petits exploitants agricoles, qui sont généralement indigènes et d'origine africaine, n'ont pas accès aux marchés, à la technologie, aux infrastructures, aux financements ni à l'assistance technique.

APPROCHE

Le programme «Mésio-Amérique libérée de la faim» de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) et de la FAO s'attache à atteindre les communautés les plus vulnérables, notamment celles qui vivent en zones rurales et souffrent de pauvreté et de malnutrition, et celles qui n'ont pas d'autre choix que de migrer. Le Programme promeut la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture familiale, l'innovation agricole, les associations rurales et la gestion de la communication et des connaissances. En plus de mener des projets de terrain en zones rurales, il a travaillé au niveau institutionnel pour:

- soutenir l'engagement politique et sensibiliser le grand public;
- renforcer les capacités institutionnelles en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques et des cadres juridiques;
- concevoir et valider des solutions qui peuvent être adoptées à une échelle supérieure et intégrées aux cadres publics;
- faciliter la concertation, l'assistance technique et l'apprentissage entre pairs parmi les fonctionnaires et les exploitants.

«L'émigration est forte dans ce territoire indigène transfrontalier en raison du manque de perspectives. J'encourage les femmes à participer aux activités mises en œuvre avec l'appui du Programme Mésio-Amérique libérée de la faim, afin qu'elles améliorent leurs revenus et ne soient plus contraintes de partir.»

Doris Cano, producteur de café et membre actif de l'Association Lenca des producteurs familiaux de San Marcos de la Sierra, Honduras

RÉSULTATS

- Le Programme Mésio-Amérique libérée de la faim a contribué à 25 processus de politiques publiques et 21 processus normatifs.
- Les racines culturelles et les problèmes communs ont fourni l'occasion aux pays bénéficiaires et au Mexique d'échanger des connaissances au niveau institutionnel et entre exploitants familiaux. Les pêcheurs de homards mexicains ont par exemple partagé leurs techniques de pêche avec leurs collègues nicaraguayens, ce qui a diminué les blessures et les décès.
- Vingt systèmes de collecte des eaux pluviales ont été construits dans les écoles et dans les centres communautaires de six pays bénéficiaires. Ces systèmes de collecte ont permis de récupérer l'eau de pluie pour la consommation humaine et la production agricole, ce qui a eu des effets positifs sur la santé des enfants et des adultes. En conséquence, les femmes, qui sont généralement chargées d'aller chercher l'eau au puits ou à la rivière, ont davantage de temps à consacrer à des activités génératrices de revenus. L'expérience de collecte des eaux pluviales a été un succès et est actuellement répliquée dans le cadre de la CSST avec différents acteurs dans d'autres communautés.



DURABILITÉ

- La collaboration avec les décideurs a été un élément clé pour renforcer l'engagement politique et concevoir des politiques et des cadres plus efficaces, centrés sur les besoins des populations vulnérables. Parmi les exemples de réussites, citons la passation de marchés publics avec des agriculteurs familiaux conformément à la loi sur l'alimentation scolaire au Guatemala et l'utilisation de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) par les projets de collecte de données statistiques sur l'insécurité alimentaire auprès des communautés indigènes au Panama.
- Le niveau de sensibilisation plus élevé a eu pour corollaire des investissements plus importants dans la sécurité alimentaire et l'agriculture familiale au niveau local, comme en témoignent les situations à El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

Période: 2015-2021

Partenaire de ressources: Mexique

Pays du programme: Belize, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine



©FAO

Donner la priorité à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, du sol et de l'eau dans les forêts de la province de Napo

Les pratiques de production durables de la province de Napo ont réduit la déforestation de 15 pour cent et augmenté le revenu des producteurs locaux de 10 pour cent.



©FAO

La province de Napo, située entre les Andes orientales et le bassin supérieur de la plaine amazonienne de l'Équateur, abrite une immense biodiversité, mais aussi la précieuse diversité culturelle de nombreuses communautés, comme les Quechuas, les Quijos et les Guarani d'Amazonie. Toutefois, la grande pauvreté (77 pour cent) pousse les communautés à convertir les forêts en zones agricoles. Bien que 70 pour cent du territoire soit protégé, le taux de déforestation a atteint 2 932 ha/an et 40 à 60 pour cent des sols agricoles subissent des processus de dégradation.

APPROCHE

Le projet promeut une meilleure gestion et conservation forestière ainsi que l'utilisation durable de la biodiversité pour stopper et inverser la dégradation des terres et la déforestation dans la province de Napo. Soutenu par des organismes publics, privés et des associations de la société civile, il a pour objectifs de: (i) remédier à la faiblesse institutionnelle au plan local; (ii) éliminer les systèmes de production agricole et forestière non durables; (iii) augmenter les possibilités actuellement limitées de la population locale de générer des moyens d'existence.

«Le travail collaboratif avec les initiatives associatives a non seulement eu des effets environnementaux positifs, mais a augmenté les volumes disponibles de cacao, de vanille et de guayusa. Il a également favorisé la traçabilité et la gestion des normes de qualité et a augmenté le nombre de partenaires de l'organisation.»

Bladimir Dahua, administrateur de l'association Kallari

RÉSULTATS

- La création d'un système d'information provincial sur les ressources naturelles, la carte du zonage économique et écologique de la province et une formation sur le renforcement des capacités a facilité la mise à jour du Plan d'aménagement et de développement du territoire de Napo (2019-2023). Une stratégie pour la gestion de la réserve de la biosphère de Sumaco a également été proposée.
- L'exploitation des incitations nationales, comme le programme Socio Bosque, le Programme de transformation productive de l'Amazonie et d'autres instruments du gouvernement de la province de Napo, a permis la répliation dans la province des investissements dans la conservation forestière et la production durable.
- Les organisations Kallari, Wiñak et Tsatsayacu, entre autres, ont mis en œuvre de bonnes pratiques agricoles sur une superficie de 1 952,5 ha de terres. Elles ont obtenu la certification biologique pour exporter des fèves de cacao aromatiques fines vers des boutiques au Canada, en France, en Italie, au Japon, en Suisse et aux États-Unis d'Amérique.
- Les entreprises de tourisme et de commerce bio se sont vues octroyer des licences environnementales et des guides pour leurs opérations, ainsi que pour le développement de marques et de normes de qualité pour leurs produits, ce qui facilite leur accès aux marchés locaux, nationaux et internationaux.
- Le décret de province sur le système agroécologique de culture reposant sur les «chakras» (des parcelles agricoles traditionnelles) a permis la création du système de garantie participative pour l'indication Chakra et sa reconnaissance en tant que Système ingénieux du patrimoine agricole mondial.
- Des cadres techniques et juridiques ont été créés pour l'établissement du Fonds pour le développement durable et la conservation de l'eau (FODESNA), mécanisme financier destiné à garantir la durabilité des processus et des résultats du projet.



DURABILITÉ

- Les acteurs locaux ont formulé une Stratégie de gestion forestière durable articulée avec le Plan d'aménagement et de développement du territoire, ainsi qu'une proposition de gestion RBS, qui couvre une superficie de 56 832 ha dans les plans de cogestion des forêts protégées de Cerro Sumaco et Colonzo, et concerne 4 955 habitants de 25 communautés.
- Le taux net de déforestation dans la province a été réduit à une moyenne de 2 267 ha/an en 2016-2018. Ceci représente une réduction estimée des émissions de gaz à effet de serre de 817 095 Mg éq. CO₂, en plus des émissions évitées grâce aux accords de conservation, à la gestion de l'agroforesterie et des systèmes silvo-pastoraux, et à la restauration forestière active et passive d'environ 3 998 945 Mg éq. CO₂.
- Les coentreprises ont rapporté une augmentation de revenus de 25 pour cent à plus de 100 pour cent dans certains cas, ce qui leur permet de couvrir les coûts de production et d'assurer de meilleurs indicateurs de rentabilité à moyen terme.

Période: 2015-2020

Partenaire de ressources: FEM

Pays du programme: Équateur

Augmenter la sécurité alimentaire des familles colombiennes et vénézuéliennes durant la crise migratoire à La Guajira

Des actions rapides ont permis de rassembler les familles colombiennes et vénézuéliennes autour d'un objectif commun.



©FAO

Le voisin septentrional de la Colombie, le Venezuela, s'est enfoncé dans une crise économique profonde qui a entraîné la migration de plus de quatre millions de personnes de l'autre côté de la frontière, en quête de nourriture et de stabilité. Un grand nombre s'est installé dans des zones frontalières comme La Guajira, où les communautés ont ouvert leurs portes, partagé leurs logements et leurs repas. La Guajira est la province la plus aride de Colombie et de nombreuses communautés, dont le peuple indigène Wayúu, luttent depuis des années contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques. La crise migratoire a non seulement exercé une pression sans précédent sur les familles prises une à une, mais aussi sur les ressources locales collectives, comme la terre et l'eau.

APPROCHE

L'intervention de la FAO visait à relancer rapidement la production alimentaire, à aider les familles à protéger leurs avoirs restants et à réduire l'impact de la crise migratoire. Le projet a créé des centres de production communautaires grâce auxquels les familles et les agronomes ont pu échanger des connaissances et appliquer de bonnes pratiques pour produire rapidement une grande variété de cultures. Les familles ont reçu des semences de cultures à cycle court destinées à produire de la nourriture trois mois après plantation. La création de brigades de la santé animale a amélioré l'état du bétail pour pouvoir augmenter les cheptels.

Alina Rieta, bénéficiaire vénézuélienne de la communauté Montelara, n'était pas agricultrice et n'avait jamais cultivé la terre... Son inclusion dans le projet d'action rapide, dit-elle, lui a appris tout ce qu'elle devait savoir concernant la production: la préparation de la terre, les semences, l'utilisation des engrais, l'irrigation et la récolte.

«Nous avons appris à vivre ensemble, à cultiver ensemble au Centre de production communautaire. L'agriculture m'a aidé à avoir un toit, et malgré tout ce qui s'est passé, c'est un soulagement d'être ici. Le projet nous a apporté une bouffée d'oxygène.»

RÉSULTATS

- Le projet a bénéficié à 7 021 personnes, dont des indigènes Wayúus, des paysans et des Afro-descendants, représentant 1 003 ménages, dont 361 étaient des familles d'accueil, 345 des familles colombiennes revenues du Venezuela et 297 des ménages vénézuéliens ayant quitté leur pays. Les bénéficiaires étaient issus de 19 communautés différentes des municipalités d'Albania, de Maicao, Manaure, Riohacha et Uribia. Pour chaque dollar dépensé, 2,6 USD ont été générés pour soutenir les familles vulnérables.
- La FAO a restauré 18 systèmes locaux d'alimentation en eau avec le soutien d'Action contre la faim.
- Plus de 12 500 moutons, chèvres et bovins ont bénéficié des brigades de santé animale, d'un accès à de l'eau potable et de distribution d'aliments, ce qui a réduit la mortalité animale et permis d'avoir des troupeaux en meilleure santé.
- En moyenne, les vies animales sauvées ont fourni aux familles l'équivalent de 305 USD (soit environ 11 chèvres ou moutons ou une vache). Les cheptels constitués d'animaux plus solides et plus productifs ont accru la valeur de chaque troupeau familial d'environ 669 USD.
- La hausse du nombre d'animaux productifs a permis aux enfants de boire environ un demi-litre de lait de plus par jour, ce qui représente environ 21 pour cent de leurs besoins énergétiques quotidiens et 54 pour cent de leurs besoins protéiniques.



DURABILITÉ

- Les familles participant à l'intervention ont obtenu de meilleurs scores sur les mesures «capacités d'adaptation» et «avoirs», les deux déterminants principaux de la résilience dans la région. Les familles bénéficiaires du projet étaient bien moins susceptibles d'avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives.
- Les centres de production communautaires sont devenus des centres d'apprentissage et d'échange d'idées, et les bénéficiaires ont partagé leurs nouvelles compétences avec leurs voisins qui ne participaient pas au projet.

Période: 2018-2019

Partenaire de ressources: Suède

Pays du programme: Colombie



©FAO

Soutenir le commerce équitable des produits de montagne biologiques d'origine locale grâce à la certification et à l'étiquetage

L'initiative Produits de montagne du Partenariat de la montagne renforce les opportunités des peuples montagnards ainsi que la résilience de leurs économie et écosystèmes.



©FAO/Claudia Canedo Lou

L'agriculture de montagne est généralement de grande qualité, exercée à petite échelle par nature, avec des systèmes d'exploitation diversifiés et un fort taux de participation des femmes. Elle se trouve toutefois souvent désavantagée par rapport aux fermes des basses terres, en raison de la rudesse et de l'inaccessibilité des terres, de la médiocrité des infrastructures et du transport, de l'accès limité aux marchés et du manque de possibilités de formation et d'investissements.

La certification et le mécanisme d'étiquetage «Produits de montagne» destiné à dynamiser les débouchés commerciaux des producteurs de montagne exploitent les tendances mondiales pour des produits sains, biologiques, d'origine locale, et garantit une contrepartie juste tout en protégeant l'agrobiodiversité.

APPROCHE

L'initiative «Produits de montagne» a fourni une assistance technique et financière aux petits producteurs montagnards dans 12 pays, dont la Bolivie, l'Inde, le Kirghizistan et le Pérou, afin d'améliorer et de raccourcir les chaînes de valeur des aliments biologiques, en utilisant les services de textiles et de tourisme pour créer des entreprises, ce qui a élargi l'accès aux marchés et renforcé les moyens d'existence. Le projet a appuyé les activités suivantes:

- le développement de stratégies commerciales et leur mise en œuvre auprès des producteurs (avec le concours d'EcorNaturaSÍ);
- l'utilisation d'un label «Produits de montagne», qui précise l'origine de chaque produit, ses méthodes de production, sa valeur nutritionnelle et son rôle dans les cultures locales (en collaboration avec Slow Food);
- l'adoption d'un Système participatif de garantie (SPG) pour la certification sur le marché intérieur (en collaboration avec IFAOAM Organics International);
- l'accessibilité à un réseau d'entités de certification tierces dans les pays en développement (en collaboration avec l'Institut ICEA pour les certifications éthiques et environnementales).

«L'initiative «Produits de montagne» montre à quel point la communauté mondiale du développement peut miser avec succès sur la durabilité des systèmes alimentaires et protéger ainsi la biodiversité agricole tout en fournissant des stratégies de moyens d'existence alternatives, mais déterminantes, comme le tourisme durable, aux petits exploitants agricoles et aux acteurs de la chaîne de valeur alimentaire aux niveaux local, régional et mondial.»

Paolo di Croce, Secrétaire général de Slow Food

RÉSULTATS

- L'initiative «Produits de montagne» a soutenu 16 organisations de producteurs dans 12 pays, ce qui a eu un impact sur environ 10 000 exploitants, dont 60 pour cent étaient des femmes. Sachant que les jeunes hommes partent souvent en ville à la recherche d'un emploi, la création de nouvelles possibilités d'emploi dans les montagnes peut ralentir la migration urbaine.
- Vingt produits arborent le label «Produits de montagne», dont le miel des Andes boliviennes et le riz rose et violet cultivé dans la chaîne de l'Himalaya.
- Sept organisations de producteurs, qui regroupaient 200 producteurs et 700 personnes, ont participé au développement des capacités sur les techniques de production et le développement de produit.
- La plupart des producteurs ont rapporté des augmentations significatives dans la demande du marché et la production, et les ventes ont augmenté jusqu'à 49 pour cent.
- En avril 2019, un atelier organisé pour 13 représentants des «Produits de montagne» s'est tenu à Ranikhet (Inde). L'atelier a débouché sur la Déclaration de Ranikhet pour un réseau montagne mondial de SPG, qui a créé le premier réseau international de SPG conçu pour les petits exploitants des zones montagneuses.
- La première formation régionale de formateurs au programme de certification destinée aux marchés domestiques pour les petits producteurs des régions montagneuses s'est tenue à Lima (Pérou) du 18 au 22 novembre 2019. Elle a permis de former les principaux représentants du Pérou, du Panama, du Mexique et de la Bolivie pour qu'ils établissent avec succès des SPG spécifiques aux montagnes.
- L'initiative «Produits de montagne» a été retenue comme l'une des 25 meilleures pratiques mondiales (sur une sélection de 1 175 pratiques) pour être mise en vedette lors du Programme mondial des meilleures pratiques de l'Expo 2020 Dubaï. La plateforme présente des projets qui ont apporté des solutions concrètes aux plus grands défis mondiaux.



DURABILITÉ

- La Déclaration de Ranikhet pour un réseau mondial de SPG de montagne constitue un engagement des partenaires de l'initiative «Produits de montagne» à sauvegarder les systèmes agricoles de montagne pour assurer une production éthique, juste et biologique.
- L'initiative «Produits de montagne» a valorisé les variétés traditionnelles en encourageant les systèmes d'exploitation traditionnels diversifiés, ce qui a augmenté la résilience et réduit la pression sur les écosystèmes montagneux. Suite aux résultats de l'atelier au Pérou, des formations régionales impliquant des partenaires de l'initiative engagés vis-à-vis de la Déclaration de Ranikhet sont prévues pour 2020.

Période: 2014-2019

Partenaire de ressources: Italie

Pays du programme: Bolivie (État plurinational de), Guatemala, Inde, Kirghizistan, Lesotho, Mongolie, Népal, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines et Rwanda

Promouvoir une alimentation saine par le biais de l'éducation nutritionnelle et de chaînes de valeur inclusives

En améliorant les politiques et pratiques d'approvisionnement alimentaire institutionnel auprès des petits exploitants, les gouvernements encouragent la production et la consommation responsables tout en promouvant la sécurité alimentaire et la nutrition.



©FAO

Plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des initiatives ou des cadres de politiques qui visent à promouvoir l'achat public de denrées alimentaires auprès des petits exploitants agricoles, dans l'objectif plus large de renforcer les moyens d'existence ruraux et d'atteindre la sécurité alimentaire et les objectifs nutritionnels. Au cours des dix dernières années, la FAO a facilité les échanges techniques Sud-Sud entre les pays et a soutenu le développement de politiques nationales destinées à renforcer les processus éducatifs qui encouragent une alimentation saine et augmentent l'inclusion d'aliments frais et sains dans les cantines scolaires. Cependant, la réforme des politiques et leur mise en vigueur sont un processus qui exige une évaluation et une révision constantes.

APPROCHE

La promotion des programmes de repas scolaires durables au niveau national est essentielle pour garantir l'accès régulier à des aliments frais et de qualité, ce qui améliore les conditions sanitaires à moyen et long terme et contribue aux résultats scolaires des élèves et à leur statut nutritionnel. Les actions en faveur des repas scolaires ouvrent des opportunités pour un approvisionnement alimentaire institutionnel et des chaînes de valeur inclusifs, qui soutiennent le développement économique des petits exploitants et des communautés locales tout en renforçant le lien entre la nutrition, l'agriculture et la protection sociale. La FAO, avec le soutien de ses partenaires, met en œuvre deux projets pour consolider les programmes de repas scolaires dans la région, qui s'inscrivent à la fois dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025 et dans celui des ODD. Les projets font la promotion de l'élaboration de politiques mondiales et régionales et d'un dialogue technique sur l'éducation alimentaire et la nutrition, tout en produisant des connaissances sur les meilleures pratiques dans l'approvisionnement alimentaire institutionnel. Ils encouragent également la coordination avec les politiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

«La nécessité d'articuler la demande des marchés institutionnels avec l'offre de l'agriculture familiale est une priorité des pays de la région. En réponse, et tout particulièrement en Colombie, la FAO a renforcé son soutien aux systèmes d'approvisionnement alimentaire institutionnel comme instrument de promotion des systèmes alimentaires inclusifs.»

Alan Bojanic, représentant de la FAO en Colombie

RÉSULTATS

- Plus de 3 200 écoles durables ont été créées dans dix pays.
- En 2019, 200 professionnels issus de 160 institutions de différents secteurs ont reçu une formation en développement des capacités et une certification en «Éducation alimentaire et nutritionnelle» en République dominicaine, à El Salvador, au Honduras et au Pérou.
- Cinq pays ont voté des lois sur les repas scolaires, dont la Bolivie, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras et le Paraguay, ce qui signifie que les programmes de repas scolaires sont désormais juridiquement institutionnalisés.
- Environ 285 000 élèves issus d'écoles durables reçoivent d'ores et déjà des repas scolaires de qualité, ainsi qu'une éducation alimentaire et nutritionnelle.
- Un instrument de comparaison internationale de l'approvisionnement alimentaire institutionnel auprès des petits exploitants a été mis au point par la FAO avec retour des utilisateurs finaux.
- Dix pays mettent en place des mécanismes d'approvisionnement alimentaire institutionnel auprès des exploitations familiales pour les programmes de repas scolaires.
- Plus de 1 250 familles de producteurs locaux fournissent des aliments frais et sains aux écoles.
- Le Réseau des repas scolaires durables d'Amérique latine et des Caraïbes, formé en 2018 et comptant 21 pays a signé une lettre d'engagement pour favoriser l'insertion de menus adéquats et faire la promotion des habitudes alimentaires saines en 2019.

DURABILITÉ

- Des recommandations spécifiques ont été formulées à l'attention des gouvernements de Colombie, d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras pour développer ultérieurement des initiatives qui soutiennent l'approvisionnement institutionnel destiné aux repas scolaires et aux programmes d'aide alimentaire auprès des petits exploitants.
- Des recommandations techniques et de politiques portant sur l'approvisionnement alimentaire institutionnel auprès des petits exploitants ont été préparées et disséminées, faisant la promotion des bonnes pratiques et de la mise à profit des apprentissages entre pays.

Période: 2017-2020/ 2018-2020

Partenaire de ressources: Brésil et Italie

Pays du programme: Amérique latine et Caraïbes



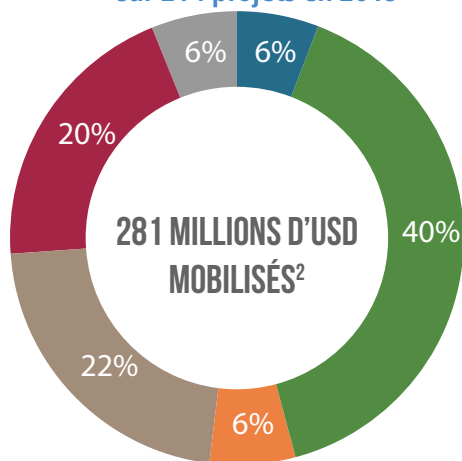
©Magnum/Alex Webb

Les défis mondiaux que pose l'atteinte de la sécurité alimentaire se sont exacerbés en 2019. L'incidence accrue de conflits et de crises prolongées a eu un effet négatif sur la sécurité alimentaire et a provoqué des déplacements de populations. Les ravageurs et maladies transfrontaliers ont eu un impact grandissant sur l'agriculture et sur la santé humaine. La variabilité climatique croissante et les événements météorologiques extrêmes ont continué d'affecter sans discrimination les pays et les régions. Pour atteindre l'objectif Faim «zéro» dans le monde, un grand nombre de défis doit encore être relevé, alors que la demande mondiale de nourriture continue d'augmenter, ce qui met les ressources naturelles sous pression et appelle une action concertée à l'échelle de la planète.

La stratégie de la FAO

Les efforts de la FAO à l'échelle mondiale et interrégionale s'attachent à combler les lacunes dans les connaissances, à partager les expériences locales, à tester des outils innovants, à développer des économies d'échelle et à s'attaquer à des phénomènes mondiaux comme le changement climatique, la migration, les questions de parité hommes-femmes et les maladies transfrontalières. L'approche mondiale de la FAO s'emploie à résoudre des questions transversales et vise à fournir un soutien aux politiques, des statistiques fiables d'un point de vue technique et des solutions numériques qui permettent aux pays partenaires de produire et d'utiliser plus de données complètes sur les indicateurs des ODD. Elle appuie ainsi la conception de stratégies nationales fondées sur des données concrètes pour atteindre les cibles des ODD et garantir que les pays sont sur la bonne voie de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pour financer les efforts des années à venir, la FAO a mobilisé 281 millions d'USD répartis sur 214 projets en 2019¹



- **Aider à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**
- **Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et durables**
- **Réduire la pauvreté rurale**
- **Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces**
- **Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise**
- Autre

¹ Les projets du PCT financés par le budget ordinaire du Programme de la FAO ne sont pas inclus dans cette section.

² Selon la méthodologie officielle de la FAO déterminée par les Organes directeurs, les contributions volontaires (approbations), qui peuvent inclure le financement de nouveaux projets ou de révisions de projets, sont comptabilisées au moment où les programmes/projets sont déclarés opérationnellement actifs.

Principaux partenaires de ressources**Millions d'USD**

Union européenne	90
Multilatéral	48
Pays-Bas	32
Allemagne	24
Italie	14
République de Corée	14
Norvège	9
Suède	9
États-Unis d'Amérique	7
FVC	5
PNUÉ	4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4
Japon	4
Marché commun de l'Afrique orientale et australe	3
Organisation mondiale de la santé animale	3
Chine	3
FIDA	2
OIT	1
Banque mondiale	1
Islande	1

Quelques réalisations et événements mondiaux en 2019

- Des changements spectaculaires du système agroalimentaire sont attendus au cours des prochaines années en raison des innovations apportées par les technologies numériques avancées, de l'évolution des préférences et des demandes des consommateurs, de l'influence de l'e-commerce sur le commerce agroalimentaire mondial et du changement climatique. La FAO renforce en conséquence son travail sur l'innovation numérique. Le **Rapport de situation sur les technologies numériques dans l'agriculture et les zones rurales** envisage les bénéfices potentiels de la numérisation du système agroalimentaire grâce aux innovations et aux technologies numériques, les risques qui menacent la communauté mondiale en l'absence de transformations majeures des systèmes agricoles, et propose des exemples et des études d'impact sur l'utilisation des technologies numériques appliquées aux systèmes agroalimentaires. La FAO a organisé à Rome le premier **Séminaire international sur la transformation numérique de l'agriculture** (du 12 au 13 juin), qui a favorisé les échanges entre plus de 400 participants sur les défis et les possibilités des technologies numériques dans l'agriculture.
- Lors du Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture en janvier 2019, 74 ministres de l'agriculture et représentants de haut niveau d'organisations internationales ont appelé la FAO, en consultation avec d'autres parties prenantes, à développer un document de réflexion pour créer une **Plateforme internationale pour une alimentation et une agriculture numérique (Conseil numérique)**. Le processus de consultation a impliqué 360 personnes représentant près de cent organisations au cours de trois ateliers de réflexion (à Rome, Accra et Budapest), 15 réunions de consultation individuelle, deux entretiens de groupes de réflexion, une manifestation en marge de la CSA46 et une consultation en ligne de trois semaines. Le document de réflexion a été présenté avec succès à l'occasion du Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture 2020 et propose la création d'une plateforme pour améliorer la coopération internationale sur le développement numérique et l'échange d'idées et d'expériences entre pays.
- La FAO est l'agence chef de file des Nations Unies dans le domaine des recensements agricoles. Tous les dix ans, la FAO prépare et promeut un programme actualisé destiné à aider les pays à mener leurs recensements nationaux en utilisant les concepts, définitions et méthodologies internationaux normalisés les plus à jour. Le **Programme mondial de recensement de l'agriculture 2020 (WCA 2020)** est le dernier programme décennal de recensements agricoles pour la période 2016-2025. Afin de disséminer les nouvelles Directives opérationnelles du Programme, la FAO a organisé une première série d'ateliers régionaux en 2019, notamment: (i) au Proche-Orient et en Afrique du Nord (avril), avec le cofinancement de l'Institut arabe de formation et de recherche en statistiques, de l'Organisation arabe pour le développement agricole et de la FAO; (ii) en Amérique latine (avril), avec le financement de la Banque interaméricaine de développement; (iii) en Afrique francophone (juin), avec le financement de la FAO.
- Dans le cadre de l'initiative **Du bois durable pour un monde durable (SW4W)**, codirigée par la FAO, le Fonds mondial pour la nature, la Banque mondiale, le Centre pour la recherche forestière internationale et l'Organisation internationale des bois tropicaux, trois concertations régionales (du 28 au 30 mai 2019 à Douala [Cameroun]; du 29 au 30 octobre 2019 à Johannesburg [Afrique du Sud]; du 23 au 25 novembre 2019 à Nanning [Chine]) sur le bois durable ont mis en relation les producteurs, les consommateurs, les communautés forestières et les gouvernements d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine. Ces concertations ont renforcé les capacités de plus de 200 participants issus de 50 pays sur la gestion durable des forêts pour atteindre les ODD. Les feuilles de route pour orienter les actions en vue d'atteindre les objectifs de SW4W ont été préparées au profit de 25 pays.
- En mai 2019, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies «Suite donnée à la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la résistance aux agents antimicrobiens» a souligné les progrès réalisés par les États Membres et les organisations tripartites (FAO, OMS et OIE) dans la lutte contre la RAM suivant le **Plan d'action mondial pour combattre la RAM**. Les résultats de l'enquête, qui a été menée dans 158 pays, indiquent une augmentation importante du nombre de pays développant des Plans d'action nationaux (PAN) pour combattre la RAM. La FAO a renforcé l'engagement multipartite dans les domaines de l'aquaculture, des plantes et des animaux, dans le développement des PAN de plus de 40 pays à revenu faible et intermédiaire, tout en soutenant l'expansion des capacités techniques en matière de sensibilisation, surveillance, prévention et contrôle des maladies et de cadres réglementaires.
- **La Journée mondiale de l'alimentation 2019** a attiré l'attention du public de différents pays, secteurs et générations grâce au slogan «Agir pour l'avenir: Une alimentation saine pour un monde #FaimZéro». Elle a souligné la nécessité de rendre accessibles des régimes alimentaires sains et durables à tous, tout en encourageant le public à réfléchir sur ses choix alimentaires. Le thème de la Journée et la communication visuelle colorée promue par la FAO ont été utilisés dans plus de 40 langues lors de 400 manifestations dans 150 pays du monde.

La FAO dans le monde

Projets mondiaux en cours en 2019³



A world map in light gray tones. A blue circle is overlaid on the map, centered over the Indian Ocean region, containing the number 434. Below the circle, the word 'MONDIAL' is written in blue capital letters.

434

MONDIAL

Exécution en 2019: **204 millions d'USD**
à l'appui de **423 projets** dans le monde⁴

³ Ce chiffre correspond aux projets qui étaient opérationnellement actifs à tout moment entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

⁴ Ce chiffre fait référence aux dépenses totales des programmes/projets mis en œuvre en 2019.

Innovations dans le suivi des ODD

En tant qu'agence des Nations Unies gardienne de 21 indicateurs des ODD, la FAO s'est engagée à assurer un suivi efficace des progrès réalisés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Par l'intermédiaire de programmes de développement des capacités, d'outils d'observation de la terre et de nouvelles plateformes de diffusion des microdonnées, la FAO a continué à innover en 2019, dans le but de développer davantage les expériences nationales et régionales et d'aider les pays à mieux suivre leur contribution au programme mondial de développement.

DE NOUVEAUX OUTILS ET MÉTHODES POUR EXPLOITER LE POTENTIEL DES DONNÉES ET MIEUX SUIVRE LES PROGRÈS DES ODD

Les activités de déforestation émettent non seulement des gaz à effet de serre anthropogéniques, mais réduisent aussi la capacité des forêts à les absorber. Le **Système d'accès, de traitement et d'analyse des données d'observation de la Terre (SEPAL)**, une plateforme de surveillance des terres par satellite, gratuite et basée sur le cloud, fournit des informations pour mesurer la superficie forestière (indicateur 15.1.1) et déterminer les émissions nettes de gaz à effet de serre. Grâce à un projet financé par la Norvège avec la FAO et ses partenaires, dont Google, la NASA, l'Agence européenne de l'espace, l'Agence japonaise d'exploration spatiale, Planet et la Banque mondiale, un soutien a été fourni aux gouvernements, aux organisations et aux communautés pour leur donner les moyens de surveiller leur environnement immédiat en leur fournissant un accès et des moyens d'analyse simples, moins coûteux et plus rapides et en renforçant les capacités de surveillance des forêts dans les pays. En 2018-19, des ateliers et des réunions ont été organisés pour apprendre à manier cet outil. Aujourd'hui, le SEPAL compte plus de 4 000 utilisateurs actifs issus de 750 organisations de 160 pays.

Grâce à un projet complémentaire financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et les États-Unis d'Amérique, des ensembles de données recueillies lors d'enquêtes auprès des exploitations agricoles et des ménages ont alimenté le **Catalogue de microdonnées sur l'alimentation et l'agriculture**, qui dresse un inventaire des informations sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Suite à la publication de plus de 350 ensembles de données, le catalogue a reçu plus de 15 000 visites de pages et 2 500 visiteurs entre son lancement, en juillet 2019, et la fin de l'année.

Le projet **«Voices of the Hungry»**, financé par le Royaume-Uni, la Belgique à travers le FMM de la FAO, la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, le Japon et l'UE a permis à la FAO de mettre au point l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES). Capitalisant les expériences d'outils similaires dans les pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, la FIES a été approuvée par la Commission de statistique et l'Assemblée générale des Nations Unies en tant qu'indicateur officiel pour le suivi de la cible 2.1 de l'ODD 2. Portée par de nouveaux investissements, l'échelle de référence mondiale FIES fournit des taux de

prévalence sur la sécurité alimentaire qui permettent des comparaisons entre les pays et s'appuient sur des données recueillies dans plus de 140 pays. Le plein potentiel de l'outil FIES se révèle lorsqu'il est utilisé sur de larges enquêtes démographiques nationales qui permettent d'obtenir des analyses plus détaillées de la sécurité alimentaire à différents niveaux de sévérité.

LES STATISTIQUES AGRICOLES POUR UNE PRISE DE DÉCISION FONDÉE SUR DES DONNÉES PROBANTES

Le manque de données agricoles de qualité et en temps voulu handicape les efforts de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La FAO s'est associée à un vaste éventail de partenaires pour unir les efforts de collecte de données agricoles au sein d'un programme mondial plus cohérent. Par l'intermédiaire de l'initiative **«Comblant le déficit de données agricoles 50 x 2030»**, financée par l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis d'Amérique, l'Italie et la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO aide les pays à améliorer leur prise de décision fondée sur des données probantes en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture durable et de développement rural. L'initiative rassemble deux approches d'enquête existantes et testées qui répondent aux besoins en données de l'ODD 2 – les enquêtes agricoles intégrées (AGRISurvey) et les enquêtes sur les niveaux de vie et sur l'agriculture de la Banque mondiale (LSMS-ISA) – au sein d'un partenariat multi-institutionnel qui vise à améliorer les données agricoles et à les rendre disponibles dans 50 pays d'ici 2030.

LE PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR FAIRE PROGRESSER LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le projet **«Développement des capacités pour les systèmes d'innovation agricole»** (CDAIS), financé par l'UE, a été mis en œuvre par Agrinatura et la FAO dans huit pays pilotes (Angola, Bangladesh, Burkina Faso, Éthiopie, Guatemala, Honduras, République démocratique populaire lao et Rwanda) de 2015 à 2019. Il a soutenu et facilité la création d'un forum mondial pour développer les capacités au service des systèmes d'innovation agricole, via la Plateforme pour l'agriculture tropicale, la validation du Cadre commun sur le développement des capacités pour les systèmes d'innovation agricole et le développement d'une plateforme en ligne (TAPIpedia) dotée de plus de 2 000 ressources. Les capacités des organisations nationales et des plateformes ont été renforcées, et 96 facilitateurs d'innovation nationaux ont été formés. Par ailleurs, 34 partenariats de niche d'innovation ont été soutenus. Grâce au projet, 5 000 exploitants agricoles et acteurs du développement ont dynamisé la production et la commercialisation des produits agricoles, amélioré leurs revenus et produit des aliments plus nutritifs.

Du 18 au 21 novembre 2019, plus de 600 délégués de plus de 100 pays ont participé à la huitième **Conférence internationale sur les statistiques de l'agriculture** (ICAS VIII) à New Delhi (Inde). La conférence a fourni une plateforme permettant aux professionnels d'interagir avec des experts mondiaux et de prendre part aux développements scientifiques internationaux. Cette opportunité a permis de soumettre les connaissances les plus récentes à la communauté scientifique internationale dans des domaines couvrant l'intégration, l'analyse et l'utilisation des données agricoles au profit des décideurs et de la recherche. Une session plénière spécifique a été consacrée à la mesure des ODD. La conférence a été accueillie par le Gouvernement indien avec le soutien étroit de la FAO et la collaboration et le financement d'autres partenaires dont les États-Unis d'Amérique, Eurostat, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.

Soutien aux politiques et gouvernance

En 2019, la FAO et ses partenaires ont continué à renforcer les institutions mondiales, les capacités et les mécanismes qui mettent au point les normes et les règlements internationaux, à promouvoir la coopération internationale et à soutenir un environnement favorable à l'action collective afin de réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



©FAO/Marco Longari

UNE APPROCHE COLLABORATIVE POUR AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES TERRES PASTORALES AU SAHEL

Il est essentiel de sauvegarder les droits fonciers légitimes des millions de communautés rurales dans le monde qui dépendent de l'accès, du contrôle et de l'utilisation des ressources naturelles, alors même que ces ressources diminuent rapidement, à la fois en quantité et en qualité. La FAO, par l'intermédiaire d'un projet financé par l'Espagne, la Suisse et la CEDEAO, soutient environ 200 acteurs clés de la région, dont des organisations pastorales et des entités gouvernementales et de la société civile, afin de mettre en œuvre les **Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire (VGGT)**, un instrument juridique non contraignant internationalement négocié et reconnu. En 2019, la FAO, la CEDEAO et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel ont organisé à Lomé (Togo) un atelier consultatif sur la gouvernance responsable des régimes fonciers pastoraux dans la région CEDEAO (du 28 au 30 mars). C'est la première fois que les VGGT sont considérées comme un outil permettant d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers dans le contexte pastoral régional. À l'échelle des pays, la FAO a renforcé les activités au Niger pour alimenter la concertation régionale et renforcer les expériences qui peuvent être répliquées dans d'autres parties de la région du Sahel. Grâce à un accord avec l'ONG ROPEN, le projet a contribué à améliorer la gestion locale des terres pastorales et à créer une transhumance transfrontalière plus pacifique dans la région de la CEDEAO.

INTÉGRER LA RÉDUCTION DES PERTES ALIMENTAIRES

Réduire les pertes alimentaires dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire est une façon efficace de diminuer l'impact environnemental de l'agriculture en améliorant la productivité, les revenus et les moyens d'existence des acteurs de la chaîne ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des consommateurs à faibles revenus. Pour relever ces défis, la FAO, le PAM et le FIDA ont travaillé ensemble pour réduire les pertes après récolte et améliorer la sécurité alimentaire et les possibilités de création de revenus grâce au soutien financier de la Suisse. L'initiative facilite aussi le partage de connaissances sur la réduction des pertes alimentaires et les bonnes pratiques entre un vaste groupe de parties prenantes au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et en Ouganda (petits exploitants agricoles, négociants, prestataires de services, organismes de recherche, ONG, responsables politiques, institutions nationales et internationales) qui bénéficient d'un meilleur accès aux informations et à d'autres ressources largement disséminées par une communauté de pratique basée sur le web. La **communauté de pratique** compte plus de 1 200 membres issus de 138 pays.

DYNAMISER LES CAPACITÉS POUR AMÉLIORER LA NUTRITION

L'éducation nutritionnelle est un élément essentiel de toute tentative visant à améliorer l'état nutritionnel d'un pays. Pour répondre au besoin croissant en professionnels compétents chargés de mener de vastes programmes efficaces d'éducation nutritionnelle, la FAO a créé un cours de niveau universitaire qui développe les capacités des futurs professionnels de la santé dans les domaines de la planification, la mise en œuvre et l'évaluation d'une éducation nutritionnelle: les cours **ENAF (Éducation pour une nutrition efficace en action)** et **ENACT (Education for effective Nutrition in Action)** pour les pays anglophones. Ces cours fournissent une expérience d'apprentissage pratique sur la manière d'améliorer les pratiques et les régimes alimentaires. Les contributions de l'Allemagne et les partenariats avec un grand nombre d'universités d'Afrique subsaharienne ont permis à la FAO de renforcer les capacités de 116 instructeurs de 22 pays par l'entremise de six ateliers. Ces instructeurs ont à leur tour formé environ 2 000 étudiants qui ont suivi les cours ENAF/ENACT, renforçant ainsi leurs capacités en tant qu'agents du changement de comportement afin de promouvoir une alimentation saine et une meilleure nutrition.

ÉTABLIR DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS TRANSSECTORIELS ET TRANSFRONTALIERS

Les nouveaux défis et tendances exigent des actions de sensibilisation. La FAO, en collaboration avec l’OMS, l’UA et l’OMC a organisé deux événements sur le thème «**L’avenir de la sécurité sanitaire des aliments: transformer les connaissances en actions pour les populations, les économies et l’environnement**». La première conférence internationale sur la sécurité des aliments de la FAO/OMS/UA a eu lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 12 au 12 février 2019, suivie par le Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce, qui s’est tenu à Genève (Suisse) du 23 au 24 avril 2019. Ces événements ont rassemblé plus de 1 500 représentants de 120 gouvernements, d’organisations intergouvernementales internationales et régionales, de la société civile et du secteur privé. Les participants ont reconnu que les investissements jouent un rôle crucial dans le développement de systèmes efficaces de sécurité sanitaire des aliments et que les bénéfices économiques associés et les économies en dépenses de santé publique dépassent les coûts d’investissement.

L'action pour le climat

Pour la FAO, l'agriculture et les systèmes alimentaires jouent un rôle fondamental dans l'alimentation d'une population qui ne cesse de croître et dans la résolution des questions liées au changement climatique. Ces systèmes doivent toutefois être transformés en adoptant des approches inclusives et multisectorielles qui réduisent les émissions, promeuvent la fixation du carbone par les sols et accroissent la résilience face au climat et l'adaptation à ses effets.



©FAO/Jake Salvador

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN SOUTENANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE DE KORONIVIA

À l'occasion de la 23^e Conférence des Parties (COP) de 2017, il a été décidé d'adopter l'«Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA)», un accord clé pour faire progresser les discussions sur l'agriculture de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Dans le cadre de la KJWA, les pays sont convenus de travailler ensemble autour de six questions thématiques relatives aux modalités de mise en œuvre, à l'adaptation, à la gestion du sol et de l'eau, à l'élevage, à l'utilisation d'éléments nutritifs, ainsi qu'à la sécurité alimentaire et aux impacts socioéconomiques du changement climatique. L'objectif est de soutenir le développement agricole pour mieux remédier aux vulnérabilités du secteur face au changement climatique et au problème de sécurité alimentaire.

En 2019, s'appuyant sur le partenariat existant avec la CCNUCC et d'autres communautés de pratique, la FAO et ses partenaires ont lancé une action collective mondiale destinée à fournir des conseils et une assistance technique aux négociateurs agricoles, aux décideurs politiques et aux planificateurs nationaux, dans un effort de renforcer les capacités pour mieux s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets. Avec le soutien financier de l'Allemagne, un projet de la FAO a apporté de nouveaux outils et produits de connaissance pour la mise en œuvre des actions climatiques alignées sur les questions thématiques de

la KJWA dans les secteurs agricoles. Il a également permis aux experts agricoles, sous l'égide de la CCNUCC, de soumettre leurs contributions et de partager de manière informelle leurs points de vue sur la manière de développer et de concrétiser les interventions. En septembre 2019, lors du troisième Dialogue de Koronivia, 45 participants ont établi le programme de la KJWA pour la période 2020 et au-delà en examinant les progrès restant à accomplir et décrits à l'occasion de la COP26.

Récemment, le Japon a financé le projet KJWA-Plus, qui vise à dynamiser et faciliter ultérieurement l'échange de savoirs et l'accès des pays aux outils de connaissance et aux enseignements tirés jusqu'ici.

LE CADRE MONDIAL CONTRE LA PÉNURIE D'EAU EN AGRICULTURE (WASAG)

À l'appui des engagements de l'Accord de Paris sur le changement climatique à la COP21 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la FAO héberge le WASAG depuis 2017. Cette initiative rassemble des parties prenantes clés du monde entier afin d'aborder les préoccupations sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et ses impacts sur la sécurité alimentaire mondiale. Le WASAG comprend six groupes de travail qui couvrent les domaines prioritaires suivants: (i) la préparation à la sécheresse; (ii) l'eau et la migration; (iii) les mécanismes financiers; (iv) l'eau et la nutrition; (v) l'agriculture durable; (vi) l'agriculture saline. Aujourd'hui, l'initiative fait intervenir 70 partenaires, composés d'agences des Nations Unies, de gouvernements et d'agences intergouvernementales, d'instituts de recherche et universitaires, d'ONG, ainsi que d'organismes du secteur privé et d'associations professionnelles.

La FAO a en particulier joué un rôle majeur en organisant le Premier forum international sur la rareté de l'eau dans l'agriculture à Praia (Cabo Verde) du 19 au 22 mars 2019, auquel ont assisté plus de 300 participants (dont 30 pour cent de femmes) issus de 48 pays. Le point fort du forum a été les Engagements de Praia, conclus par les partenaires WASAG pour apporter des réponses concrètes à la rareté de l'eau dans l'agriculture.

LA CONFÉRENCE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (COP25)

Lors de la COP25 (du 2 au 13 décembre 2019), la FAO a soutenu les pays pour garantir que l'agriculture et les systèmes alimentaires demeurent au cœur des négociations au travers de développements pour obtenir un financement de l'action climatique, un renforcement des partenariats existants et la création de nouveaux partenariats. Les principaux domaines d'engagement ont inclus le Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale en faveur du climat et les négociations pour la KJWA. La FAO a également :

- contribué au rapport de situation des services climatiques 2019 de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) qui a été présenté à la COP et souligne à la fois les défis et les opportunités des services climatiques dont l'ambition est de promouvoir l'adaptation au changement climatique.
- mené dans le cadre du programme NAP-Ag de la FAO/PNUD (Intégrer l'agriculture dans les plans d'adaptation nationaux), deux événements et des négociations relatives au soutien technique et financier supplémentaire, afin d'augmenter la compréhension du processus NAP et de la façon dont le programme aide un nombre croissant de pays partenaires à identifier et intégrer à la planification et aux budgets nationaux pertinents des mesures d'adaptation.
- lancé une méthodologie-cadre pour analyser la vulnérabilité au changement climatique des forêts et des peuples dépendant des forêts comme outil permettant des évaluations indispensables aux actions sur le terrain pour s'adapter au changement climatique.

L'égalité des sexes et la jeunesse

L'inclusion des femmes et des jeunes dans les marchés du travail du système alimentaire est essentielle pour parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition pour tous ainsi que pour renforcer la cohésion et la stabilité sociale. Cependant, en raison des transformations structurelles limitées dans les zones rurales, de la pauvreté et du manque de compétences, les femmes rurales et les jeunes continuent d'être soumis à des contraintes considérables qui limitent leur potentiel productif, leur confiance en eux et leur pouvoir de décision au sein des ménages et dans la communauté.

DYNAMISER L'EMPLOI DES JEUNES RURAUX

L'augmentation de la tendance du chômage des jeunes et du sous-emploi en Afrique de l'Ouest, ainsi que la menace qu'elle pose à la croissance socioéconomique, à la paix et la stabilité, sont des questions essentielles au programme de développement de l'Afrique.

Par l'intermédiaire d'un projet financé par l'ASTF, la FAO a promu la création d'emplois décents pour les jeunes dans les chaînes de valeur liées à l'aquaculture et au manioc dans six pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Bissau, Nigéria et Sénégal), qui ont atteint 900 personnes par pays. Par ailleurs, environ 50 fonctionnaires des ministères concernés ainsi que des représentants du secteur privé et des organisations de la société civile ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités pour formuler et mettre en œuvre des politiques d'emploi décent pour les jeunes et des interventions de programme.

Au moment de récolter les tilapias des cages, on a entendu de nombreux «Merci la FAO, merci», surtout de la part des aînés du village. Ils étaient non seulement fascinés par la récolte, mais n'avaient pas vu de poisson frais depuis longtemps. D'après leurs témoignages, le projet a alimenté le village en poisson frais et a apporté un revenu à la jeunesse. Mais surtout, les jeunes ont désormais des raisons de rester au village au lieu de traverser le Sahara pour atteindre la côte méditerranéenne.

La FAO encourage un environnement favorable où les jeunes gens peuvent s'épanouir et occuper des emplois ruraux décents. Le 29 août 2019, à l'occasion de la 7^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7) à Yokohama (Japon), la FAO et l'ONUDI ont coorganisé l'événement inaugural pour l'initiative phare **«Perspectives pour les jeunes en Afrique: accélérer la création d'emplois dans l'agriculture et l'agroalimentaire»**



©FAO/Luis Tato



©FAO/Luis Tato

qui a attiré plus de 150 participants. Cette initiative conjointe vise à dynamiser l'écosystème d'entreprises en créant plus d'emplois et de perspectives pour la jeunesse africaine par le biais de la fourniture d'assistance technique, de développement des capacités et d'échanges de connaissances aux entreprises des jeunes, tout en promouvant des investissements agricoles responsables et des partenariats publics privés dans des chaînes de valeur ciblées.

La FAO participe également à des initiatives mondiales majeures, dont la **Journée mondiale contre le travail des enfants** afin de sensibiliser et de mobiliser le soutien pour éradiquer le travail des enfants dans l'agriculture. Le 12 juin 2019, la FAO, l'UE et l'OIT ont organisé la Conférence mondiale «Ensemble pour mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture» afin d'exhorter les pays à allouer davantage de ressources financières à la lutte contre le travail des enfants dans toutes les situations. Environ 100 participants ont discuté des stratégies pour atteindre les enfants qui travaillent et sont souvent négligés dans les chaînes d'approvisionnement régionales et locales et dans l'agriculture de subsistance.

INVESTIR DANS L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

En août 2019, la FAO et **Slow Food** ont organisé un voyage d'études dans le nord-ouest de l'Italie pour un groupe d'exploitantes agricoles familiales syriennes, leur offrant l'opportunité unique de visiter et devenir partenaires de fermes biologiques en dehors de leur pays. Dix années ou presque de guerre ont endommagé l'agriculture syrienne et créé une main-d'œuvre déséquilibrée. L'amélioration des compétences techniques et entrepreneuriales des petites productrices syriennes contribue de façon essentielle aux efforts plus larges de la FAO pour soutenir les communautés touchées par la crise, renforcer leurs moyens d'existence et relancer le secteur agricole du pays.

Grâce à ce partenariat, sept femmes syriennes ont amélioré leurs compétences et connaissances sur tous les aspects de la production, de la commercialisation et des chaînes de valeur d'un large éventail de produits, notamment les produits laitiers, le miel, les céréales, le pain et les légumes, ce qui leur a permis de transmettre ce savoir à d'autres agricultrices de retour dans leurs villages.

La FAO a aussi augmenté sa collaboration avec les RBA via une initiative mondiale destinée à explorer les causes profondes des inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde rural et de la discrimination envers les femmes. Le 8 mai 2019, 44 experts des agences des Nations Unies, des ONG, des instituts de recherche et du secteur privé se sont pour la première fois rassemblés pour discuter et partager leurs expériences en matière d'approches transformatives de la parité hommes-femmes dans l'agriculture et le secteur rural. **L'initiative conjointe sur les approches transformatives de la parité hommes-femmes**, financée par l'UE, cherche à déclencher des changements transformatifs pour autonomiser les hommes, les femmes, les garçons et les filles dans les ménages, les communautés et les institutions des zones rurales et au-delà.

5. SUIVI, ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ET ÉVALUATION

La FAO effectue un suivi régulier, produit des rapports et évalue ses programmes et projets pour faciliter une correction rapide, un apprentissage systématique, une amélioration de la prise de décision et une redevabilité publique plus forte envers les parties prenantes dans les pays qui soutiennent les activités de la FAO et en bénéficient.





La FAO s'engage à aider ses Membres à atteindre les ODD et à relever le défi de la faim au niveau national, régional et mondial. À l'appui de ces engagements, l'Organisation repense constamment son fonctionnement afin d'assurer la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité de toutes ses interventions, ainsi que la contribution de ces interventions au Cadre stratégique de la FAO et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. La fonction intégrée de suivi, d'établissement de rapports et d'évaluation de la FAO soutient ses efforts continus pour renforcer et améliorer ses priorités, sa réactivité et sa crédibilité, et instille une culture d'amélioration et d'innovation.

Les systèmes de rapports institutionnels de l'Organisation transmettent non seulement la performance et l'exécution des résultats à des niveaux multiples, mais donnent également un aperçu de l'impact de la FAO sur la création de valeur et des enseignements tirés des projets.

Grâce aux données factuelles fournies sur l'impact de la FAO et à la grande transparence des stratégies élaborées pour atteindre les résultats des projets, les rapports constituent également une base détaillée au dialogue entre la FAO et ses partenaires de ressources.

En 2019, plus de 400 rapports ont été produits et partagés avec les partenaires de ressources et les partenaires gouvernementaux.

L'évaluation est un élément à la fois indépendant et intégré de l'approche de gestion fondée sur les résultats de la FAO. Elle sert à faire le bilan des activités, projets, programmes, stratégies et politiques et fournit des analyses fondées sur des données probantes qui sont intégrées au moment opportun dans les processus décisionnels de l'Organisation et de ses partenaires.

Le Bureau de l'évaluation de la FAO coordonne et mène l'évaluation des programmes et projets mis en œuvre à l'échelle mondiale, régionale et nationale pour garantir l'alignement des interventions sur le Cadre stratégique et permettre aux pays d'atteindre les cibles des ODD. Les évaluations sont menées avec l'implication des acteurs pertinents de façon à veiller à ce qu'elles soient à la fois applicables et utiles pour les communautés locales, et pour renforcer les capacités des parties prenantes nationales à réaliser des évaluations crédibles et orientées sur les résultats.

Eval Forward: Renforcer les capacités d'évaluation de la sécurité alimentaire et de l'agriculture mondiales

Pour améliorer la sensibilisation et la capacité d'évaluation des pays, le Bureau d'évaluation de la FAO soutient activement «Eval Forward», une communauté de pratique qui évalue la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural.

Créée en collaboration par la FAO, le PAM et le FIDA, l'initiative Eval Forward: (i) facilite le partage des connaissances sur des thèmes clés liés aux pratiques et approches d'évaluation; (ii) fournit un accès à des informations et ressources à jour; (iii) encourage le réseautage au sein de la communauté d'évaluation. En 2019, plus de 700 évaluateurs, fonctionnaires, professionnels du développement, décideurs politiques et universitaires issus de 93 pays ont rejoint la communauté.

La FAO effectue quatre types d'évaluations:

Les évaluations thématiques institutionnelles couvrent les interventions de la FAO sur un thème, une politique ou un domaine de travail particulier à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Elles sont menées pour évaluer les contributions de l'Organisation du point de vue stratégique et pour garantir que les programmes sont alignés sur les réalisations des objectifs stratégiques de la FAO.

Les évaluations de projet/programme examinent les projets/programmes financés par des ressources extrabudgétaires, ou des ensembles de projets répondant à des intérêts spécifiques. Elles appuient la prise de décision pour les projets futurs.

Les évaluations de résilience s'attachent aux efforts de la FAO en matière de résilience et au nexus humanitaire-développement-paix. Cet ensemble d'évaluations est centré sur la division humanitaire/développement, et travaille en partenariat avec d'autres agences du secteur humanitaire et sur la communication avec ces dernières.

Les évaluations de programmes nationaux identifient les enseignements tirés et proposent des recommandations sur la façon dont les programmes de la FAO peuvent être mieux orientés sur le plan national. L'objectif de cet ensemble d'évaluations est de renforcer l'impact de la FAO à aider les Membres à réaliser des objectifs mondiaux en alignant ces efforts sur les besoins nationaux et sur leurs politiques nationales.

**En 2019, le Bureau de l'évaluation de la FAO
a réalisé 42 évaluations:**



**6 évaluations
de programme
nationaux**



28 évaluations de projets
(évaluations de programmes
et évaluations groupées)



**3 évaluations
de résilience**



**5 évaluations
thématiques**

Évaluations réalisées en 2019

Type	Donateur	Pays	Titre de l'évaluation/du projet
	FEM	Indonésie, Pérou, Ouganda	Évaluation finale du projet «Garantir les droits fonciers des communautés dépendantes des paysages forestiers: créer des liens entre la science et la politique pour faire progresser la sécurité foncière, la gestion durable des forêts et les moyens d'existence des populations»
	FEM	Colombie, Équateur, Panama, Thaïlande	Évaluation terminale du projet «Aide à la décision pour l'intégration et le passage à l'échelle supérieure de la gestion durable des terres»
	Allemagne	Mondial	Évaluation groupée de la contribution de la FAO à la Plateforme des connaissances pastorales
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mondial	Évaluation finale de la Classification intégrée en phases de sécurité alimentaire (IPC) Programme stratégique mondial (GSP) 2014–2018
	UE	Éthiopie	Évaluation finale du projet «Soutien à la résilience des pasteurs par l'amélioration de la prestation de services de santé animale dans les zones pastorales d'Éthiopie»
	UE	Éthiopie	Évaluation finale du projet «Renforcement des structures de coordination infranationales institutionnalisées et des mécanismes d'harmonisation en Éthiopie»
	FEM	Côte d'Ivoire, Ghana	Évaluation finale du projet «Développement de zones de conservation transfrontalières reliant les réserves forestières et les zones protégées du Ghana et la Côte d'Ivoire»
	FEM	République du Congo	Évaluation finale du projet «Gestion intégrée de la mangrove et zones humides associées, et des écosystèmes forestiers côtiers du Congo»
	FEM	Cabo Verde, Gambie, Guinée-Bissau, Maroc, Mauritanie, Sénégal	Évaluation finale du projet «Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries»
	FEM	Botswana	Évaluation finale du «Projet de démonstration de la décontamination des sols contaminés aux pesticides organiques persistants au moyen de méthodes de traitement non thermique»
	FEM	Mozambique	Évaluation finale du projet «Élimination des polluants organiques persistants et des pesticides périmés au Mozambique»
	FEM	Érythrée	Évaluation terminale du projet «Prévention des polluants organiques persistants et des pesticides périmés en Érythrée» Phase II
	FEM	Angola, Namibie, Afrique du Sud	Évaluation à mi-parcours du projet «Améliorer la résilience face au changement climatique dans les systèmes de pêche du courant de Benguela»
	FEM	Cameroun	Évaluation à mi-parcours du projet «Gestion durable des forêts placées sous l'autorité des communes camerounaises»
Évaluations de projet / programme	FEM	Burkina Faso, Mali, Sénégal	Évaluation à mi-parcours du projet «Élimination des pesticides obsolètes y compris les polluants organiques persistants et renforcement de la gestion des pesticides dans les pays membres du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel»
	FEM	République du Congo, Gabon	Évaluation finale du projet «Gestion durable de la faune et du secteur de la viande de brousse en Afrique centrale»
	FEM	Chine	Évaluation à mi-parcours du projet «Assurer la conservation de la biodiversité et de l'utilisation durable dans les zones protégées du lac Dongting en Chine»
	FEM	Chine	Évaluation à mi-parcours du projet «Assurer la conservation de la biodiversité et de l'utilisation durable dans la municipalité d'Huangshan»
	FEM	Afghanistan	Évaluation terminale du projet «Réduire les émissions de gaz à effet de serre en encourageant la foresterie communautaire, le retrait des obstacles à l'énergie durable à partir de la biomasse, et poser les bases pour l'atténuation des effets du changement climatique en Afghanistan»
	FEM	Népal	Évaluation terminale du projet «Réduire la vulnérabilité et augmenter la capacité d'adaptation pour répondre aux impacts du changement climatique et à la variabilité des moyens d'existence durables dans le secteur agricole au Népal»
	Japon	Afghanistan	Évaluation finale du projet «Renforcement de la résilience et de l'autonomie des éleveurs par l'amélioration du contrôle de la fièvre aphteuse et d'autres maladies animales transfrontalières en Afghanistan»
	Japon	Afghanistan	Évaluation terminale du projet «Améliorer la production agricole en renforçant les systèmes d'irrigation et les capacités institutionnelles»
	Suède	Bangladesh, Cambodge, Chine, République démocratique lao, Myanmar, Viet Nam	Évaluation du Programme de la FAO de gestion régionale intégrée des ravageurs et de réduction du risque pesticide en Asie dans le bassin du Mékong
	UE	Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela	Évaluation terminale du projet «Appui à la mise en œuvre de la vision de conservation basée sur l'écosystème amazonien au profit des communautés locales et la conservation des services environnementaux dans la région amazonienne»
	FEM	Brésil	Évaluation terminale du projet «Gestion intégrée de l'écosystème de la baie d'Ilha Grande (Projet BIG)»
	FEM	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago	Évaluation à mi-parcours du projet «Élimination des pesticides périmés y compris les polluants organiques persistants, promotion de solutions alternatives et renforcement de la gestion des pesticides dans les Caraïbes»
	FEM	Équateur	Évaluation à mi-parcours du projet «Gestion intégrée des zones marines et côtières de grande valeur pour la biodiversité en Équateur continental»
	FEM	Brésil	Évaluation terminale du projet «Renforcer le cadre national des politiques et des connaissances à l'appui de la gestion durable des ressources forestières du Brésil»

Type	Pays	Titre de l'évaluation / du projet
Évaluations relatives à la résilience	Mali	Évaluation conjointe FAO/PAM du projet «Appui à la résilience des populations vulnérables au nord du Mali»
	Lesotho, Malawi, Zimbabwe	Évaluation de la contribution de la FAO à augmenter la résilience face à la sécheresse provoquée par El Niño en Afrique australe 2016-2017
	Algérie, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger	Évaluation finale de la Phase II (2014–2017) du Programme EMPRES/ Composante Criquet pèlerin en région occidentale (EMPRES-RO)
Type	Titre de l'évaluation / du projet	
Évaluations de programmes nationaux	Évaluation de la contribution de la FAO à la République démocratique du Timor-Leste 2015–2018	
	Évaluation du positionnement et des contributions du programme de la FAO à Cuba, 2013–2018	
	Évaluation du programme de la FAO au Mexique, 2013–2018	
	Évaluation du travail du Bureau sous-régional de la FAO pour la Mésoamérique, 2012–2017	
	Évaluation de la contribution de la FAO à la Géorgie 2016–2019	
	Évaluation du programme de pays de la FAO au Burundi 2012–2018	
Évaluations thématiques institutionnelles	Évaluation du Cadre stratégique de résultats de la FAO	
	Évaluation du travail de la FAO sur la dimension genre	
	Évaluation de la stratégie de la FAO en matière de partenariats avec le secteur privé	
	Évaluation de la stratégie et de la vision de la FAO dans le domaine de la nutrition	
	Synthèse des résultats et des enseignements à tirer des évaluations se rapportant aux objectifs stratégiques	

6. OUVRIR DE NOUVELLES VOIES



Le chemin de la prospérité est clairement jalonné par le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est impératif d'agir immédiatement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la pauvreté, lutter contre le changement climatique et assurer la prospérité de tous.

La FAO se consacre à quelques-uns des plus grands défis interdépendants des ODD: éradiquer l'extrême pauvreté, la faim et la malnutrition; promouvoir une agriculture durable et une utilisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles pour le développement; lutter contre le changement climatique et soutenir la résilience face à ses effets. Les investissements dans une agriculture et des systèmes alimentaires durables ainsi que dans la main-d'œuvre rurale sont un accélérateur certain du développement durable qui entraînera des changements dans tous les ODD.

La FAO travaille avec ses partenaires pour améliorer la production, l'environnement, la nutrition et la vie, dans le but de créer une Organisation dynamique pour un monde meilleur. Cela implique d'accroître les investissements, les programmes, les politiques et les partenariats afin de favoriser la transformation nationale tout en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de la faim afin de ne laisser personne pour compte.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la vision du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui aborde l'alimentation et l'agriculture, les moyens d'existence des populations et la gestion des ressources naturelles non pas de manière séparée, mais comme un tout. Par l'intermédiaire de sa nouvelle **Initiative «Main dans la main»**, la FAO renforce sa contribution aux approches intégrées de la réforme des Nations Unies en soutenant la coopération, en améliorant l'accès à des financements flexibles, en approfondissant les partenariats entre les agences des Nations Unies basées à Rome et avec le système des Nations Unies dans son ensemble. Elle rassemble également tous les partenaires afin d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable. Cette volonté se reflète dans l'ambition commune des RBA et l'augmentation des travaux conjoints en vue du **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires** de 2021, qui sera essentiel pour accélérer les actions multipartites autour des systèmes alimentaires et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Par ailleurs, résoudre durablement les crises alimentaires exige d'agir à l'interconnexion humanitaire/développement selon la perspective de la résilience, les données montrant que l'aide humanitaire seule est cruciale, mais insuffisante. La FAO et ses partenaires travaillent pour lutter contre les crises prolongées et les catastrophes récurrentes par le biais du **Réseau mondial contre les crises alimentaires**, en insistant sur la création de passerelles entre les acteurs du développement et de l'aide humanitaire, tout en optimisant le potentiel des zones agricoles pour créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients.

Mais créer une FAO énergique et dynamique en accord avec son mandat exige également de faire appel au potentiel des jeunes gens et des femmes – au sein de l'Organisation et en dehors – pour stimuler l'innovation et encourager le leadership en augmentant les opportunités, les informations et le soutien, notamment dans les zones rurales. Forte de cette idée, la FAO a lancé ses tout premiers **Comité des femmes** et **Comité de la jeunesse**, pour servir de passerelles et de nouvelles plateformes au service de l'inclusion et d'un engagement élargi, de façon à ce que le travail de la FAO sur les femmes et les jeunes soit plus visible, plus utile et plus concret tant pour les individus que pour les États Membres.

Les ODD sont hors de notre portée individuellement, mais pas collectivement. Ils exigent des actions de chacun et appellent de nouvelles façons de travailler ensemble. Les partenariats, la solidarité et la volonté de se rassembler au-delà de la géographie, des secteurs et des disciplines sont des catalyseurs qui nous permettront d'atteindre des résultats positifs et percutants. La FAO reste le partenaire de tous ceux qui s'engagent à éradiquer la faim d'ici 2030.

Partenariats et diffusion
E-mail: PSR-Director@fao.org
Site web: www.fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

ISBN 978-92-5-133300-6



9 789251 333006

CA9351FR/1/09.20